RAPPORT

du

Parti Socialiste-Démocrate Ouvrier de Russie

au

VIIIe CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL

à

COPENHAGUE

(28 Août - 3 Septembre 1910)

ERRATA

Page 9, ligne 15, lire : 1904.
— 9, — 29, — : continuité du mouvement.
— 10, — 3, — : Lodz.
— 15, — 9, — : Schidlowsky.
— 16, — 27, — : 1905.
— 18, — 8, — : par la multiplication.
— 21, — 4 d'en bas, lire : Le 3e Congrès et...
— 25, — 19 — — : c).
— 39, — 19, lire : l'extrême gauche.
— 58, — 10, — : il a été suivi.

X. — RUSSIE

RAPPORT

AU

CONGRÈS DE COPENHAGUE

du Parti Social-Démocrate Ouvrier de Russie

RAPPORT

du

Parti Socialiste-Démocrate Ouvrier de Russie

au

VIII[e] CONGRÈS SOCIALISTE INTERNATIONAL

à

COPENHAGUE

(28 Août - 3 Septembre 1910)

PRÉFACE

Le Parti Social Démocrate Ouvrier de Russie (P. S. D. O. R.) n'a pas pu, à la suite d'une série de circonstances, soumettre au Congrès international de Stuttgart (1907) son rapport. C'est la raison pour laquelle son rapport au Congrès de Copenhague doit embrasser toute une période de six ans à partir du Congrès d'Amsterdam en 1904. Or, cette époque comprend la Grande Révolution Russe. Etant donné le rôle qu'a joué dans cette révolution le prolétariat russe et son avant-garde, le P. S. D. O. R., une histoire plus ou moins complète du parti pendant cette période équivaudrait à l'Histoire de la Révolution Russe.

Cependant, ni la place dont nous disposons, ni les conditions dans lesquelles le travail que nous proposons aux lecteurs a dû être effectué n'ont permis même de tenter une tâche pareille. La Contre-Révolution triomphante a eu, entre autres, comme résultat, ce fait que nous ne possédons jusqu'ici, en langue russe, ni l'histoire du mouvement social de cette période en général, ni celle des partis et notamment des P. S. D. O. R. en particulier. Cette contre-révolution rend impossible des enquêtes sur la situation du mouvement dans de différentes localités. Elle nous a volé les archives des organisations, et elle nous oblige de décrire le grandiose mouvement des dernières cinq années du prolétariat russe ayant une portée historique universelle en nous basant sur les données incomplètement recueillies dans nos publications spéciales. Ces dernières ne

peuvent pas, grâce à leur caractère de publications clandestines, enregistrer d'une façon complète, les événements de la vie ouvrière ni ceux de la vie du Parti. L'histoire du mouvement ouvrier russe et celle de notre Parti pendant la Révolution sera l'œuvre de l'avenir.

Notre exposé sommaire que nous soumettons à l'attention du socialisme international ne prétend donner qu'un aperçu général du mouvement en montrant que le prolétariat de Russie a tenu haut et ferme le drapeau levé par ses frères aînés de l'Europe et de l'Amérique. Et cela aussi bien sous l'orage révolutionnaire que sous les coups terribles de la plus cruelle des contre-révolutions.

L'intérêt que le prolétariat international a porté au mouvement du prolétariat russe, l'appui qu'il lui a donné, se justifient, nous en sommes sûrs, non seulement par la portée générale de la lutte pour la liberté russe, mais aussi et surtout par ce fait incontestable, à savoir que, à travers cette lutte, le prolétariat russe n'était que l'incarnation et le représentant des aspirations et des idées du prolétariat du monde entier et qu'il a mené et mène encore son combat sous le drapeau du socialisme scientifique.

Le Comité Central
du Parti Ouvrier Socialdémocrate de Russie.

Juin 1910.

RAPPORT

AU

CONGRÈS de COPENHAGUE

du Parti Social-Démocrate Ouvrier de Russie

I. — Août 1904. — Mai 1905

Les délégués du Parti Social Démocrate Ouvrier Russe au Congrès d'Amsterdam l'ont quitté au moment où, à la suite de la défaite de Kouropatkine au Lajo-Yan, un nouveau ministre, le prince Swiatopolk-Mirsky a été nommé. Cette nomination eut lieu après de longues hésitations qui duraient six semaines. C'était après l'exécution de Plehwe. Le prince cherchait à inaugurer une nouvelle ère de confiance du gouvernement tsariste vis-à-vis du peuple russe.

La « Nouvelle ère » provoquée par le désir de l'autocratie, en face de son écrasement militaire, financier et moral, de trouver au moins un appui dans la haute bourgeoisie, a été, en réalité, le point de départ d'une mobilisation des forces révolutionnaires et de celles d'opposition, qui, dès le début de la guerre ont pris une grande extension aboutissant dans leur mouvement croissant à un conflit armé entre la nouvelle et la vieille Russie. Les anciens cadres de lutte, formés par l'autocratie et contre lesquels le prolétariat seul s'était levé sur le terrain économique et politique, se trouvaient par trop étroits, même pour les hautes sphères

de la bourgeoisie, auxquelles s'adressait le prince Swiatopolk-Mirsky. Ce sont ces dernières, à la tête desquelles se trouvaient tout naturellement placés les libéraux des *zemstwos* qui ont eu les premiers la possibilité de manifester en faveur de leur politique. Cette politique trouvant son expression dans toute une série de résolutions plus ou moins identiques de réunions de *zemstwos*, des municipalités, des banquets, etc , et finalement résumée par le Congrès de *zemstwos* du 6 novembre a été suffisamment anti-démocratique et anti-révolutionnaire pour marquer le triomphe des tendances conciliatrices des classes dominantes russes. Elle était en même temps assez libérale pour pouvoir s'assurer la sympathie, au moins provisoire, d'une grande partie d'intellectuels qui jouent un rôle considérable dans toute révolution bourgeoise.

Il apparaissait que pendant une certaine période la scène historique fut exclusivement occupée par l'opposition libérale et antirévolutionnaire, empressée de faire la paix avec le tsarisme affaibli, au nom du peuple. Mais, d'autre part, cette méthode conciliatrice et loyaliste de l'opposition renonçant aux solutions révolutionnaires et niant l'existence en Russie du « peuple révolutionnaire » devait fatalement encourager et affermir moralement le gouvernement. Par l'oukase du 12 décembre 1904, refusant toute concession politique, par la suppression des journaux et l'interdiction des banquets et, enfin, par la publication d'un appel à la lutte avec la « rébellion » croissante, le gouvernement a fait comprendre que ni les défaites de la guerre, ni les prétentions au libéralisme antirévolutionnaire ne sont suffisamment puissantes pour briser le joug autocratique.

La parole était aux masses populaires elles-mêmes. C'est la révolution qui devait décider le conflit entre l'autocratie et le libéralisme portant sur la mesure des concessions à faire.

LE MOUVEMENT OUVRIER JUSQU'EN MAI 1905

Le lendemain du jour où l'oukase, en réponse aux velléités constitutionnelles du congrès des *Zemstwos*, affirmait l'intégrité de l'autocratie, le 13 décembre, éclata à Bakou une grandiose grève d'une durée de 22 jours. Trois semaines après — on aurait dit une réponse au libéralisme affirmant l'absence d'un « peuple révolutionnaire » en Russie — la fusillade des ouvriers de Saint-Pétersbourg se dirigeant, au nombre d'une centaine de mille, le 9/22 janvier vers le Palais d'Hiver, ce qui fut le signal d'un soulèvement général du prolétariat russe.

C'est alors que commence la mobilisation prolétarienne ou révolutionnaire, précédée par des manifestations d'une importance secondaire des social-démocrates, pendant l'automne et l'hiver de 1909, aux banquets des libéraux. La classe ouvrière devient l'axe du mouvement. Ainsi se confirme et se précise la prévision théorique des marxistes russes concernant le rôle prédominant du prolétariat dans la Révolution russe. La classe ouvrière détermine le caractère de l'émancipation bourgeoise de la Russie.

La réponse de la Russie ouvrière au massacre du 9/22 janvier contient déjà tous les éléments qui caractérisent le mouvement révolutionnaire du prolétariat pendant toute la période ultérieure.

1° Le territoire du mouvement se confond avec celui où habite le prolétariat du royaume entier. Toutefois, à la plus grande densité de la population prolétarienne sur les confins de l'Empire correspondent une intensité et une continuité plus considérables. Le mouvement suit également la direction des lignes des chemins de fer, dont les employés apparaissent comme les plus susceptibles à subir l'impulsion donnée par les centres industriels. Le mouvement révolutionnaire prend un caractère particulièrement aigu et violent en Pologne, dans le pays de la Baltique, en Caucase et dans les provinces d'Ouest. Ici, la grève

générale donne naissance aux démonstrations dans la rue, aux barricades, aux conflits violents avec la police. Varsovie, Lodje, Dombrowo et la province de Radom sont déjà, en janvier, sur le pied de guerre.

A un degré moindre, mais du même caractère, est le mouvement à Riga, où le lendemain de la fusillade les autorités ont dû tolérer une démonstration à l'occasion des funérailles des victimes, auxquelles ont pris part de trente à quarante mille ouvriers. Le mouvement s'étend sur Revel, Libau, Mitau et autres villes La grève générale de Vilna donne le signal de toute une série de démonstrations dans les provinces de l'Est. Et la grève de Tiflis met rapidement en mouvement, non seulement le prolétariat, mais aussi les paysans de tout le Caucase.

Le centre de la Russie s'agite d'une façon moins violente, mais décisive. La grève générale s'étend sur Moscou, Kherson, Saratoff, villes importantes de la Russie centrale.

En même temps, comme résultat de la généralisation du mouvement prolétarien, pour la première fois, le moyen puissant de l'arrêt des chemins de fer est mis au service de ce mouvement. Les grèves des chemins de fer de Vistule et de Riazan-Oural, en janvier et février, se complétaient par celles de Kiew, des lignes Moscou-Briansk, Samara-Oufa, Riga-Orel, Moscou-Riazan. Dans quelques mois, cette arme sera toute-puissante dans les mains du prolétariat.

Les grèves des chemins de fer, qui exigent pour leur succès, non seulement l'adhésion des ouvriers des ateliers, mais aussi et surtout, celle des employés et des agents assurant la régularité du service, déterminent le *second* caractéristique du mouvement durant les mois de janvier, février et mars. L'immense extension territoriale du mouvement de début se complète, par la suite, par l'adhésion à ce mouvement des couches prolétariennes, de plus en plus profondes. Il est également impossible d'énumérer les localités atteintes par la grève, aussi bien que la profes-

sion des grévistes. Cependant, des estimations approximatives établissent le nombre de 150 localités, avec un million de grévistes.

Nous apprenons, par les mêmes sources, l'adhésion à la grève des employés de commerce, des tailleurs, des coiffeurs, des ouvriers des moulins, des scieurs, teinturiers, des ouvriers des abattoirs, des lampistes, des égoutiers, des ouvriers attachés à la navigation, des voituriers, des chargeurs, des cuisiniers, des garçons de café, domestiques, porteurs d'eau, etc., etc. La grève a fait le tour de *toute* la Russie, de *tous* les salariés. La grève est devenue la forme la plus générale de protestation depuis le 9/22 janvier. Voici ce qu'écrit un des meilleurs connaisseurs de cette forme de lutte en Russie :

« Elle (la grève) reflète toute la variété de la structure sociale et de la conscience politique de toutes les couches sociales et de chaque localité. Elle embrasse une infinité de manifestations allant de la lutte méthodique du prolétariat industriel expérimenté à la protestation instinctive des prolétaires agricoles et le premier réveil des soldats; de la révolte des hommes bien élevés et bien mis, occupés dans les maisons de banque, jusqu'au mécontentement sourd, à la fois timide et brutal, des policiers réunis dans une salle sordide et sombre d'un Poste de Police. »

C'est une image exacte quasi-photographique de l'étendue qu'a prise la grève et des éléments qui y ont participé.

La grève se généralisant, marque l'unité du mouvement. C'est à la fois une lutte politique et une lutte économique du prolétariat. La combinaison de ces deux éléments détruit du coup toute illusion, à travers toutes les vicissitudes de la Révolution, d'une « nation unique » luttant contre la réaction. Les événements de janvier et de mars ont montré que la révolution bourgeoise russe s'accomplit dans un milieu bourgeois déchiré par des luttes intestines entre le monde du travail et celui du capital.

Ce caractère de la lutte de classe prolétarienne, à la fois

un quant à sa base prolétarienne, et *double* quant à sa portée politique et économique, a comme résultat :

1° L'impossibilité pendant tout le mouvement de grève de dissocier les revendications politiques et les revendications économiques surgissant simultanément ;

2° Tout conflit économique prend immédiatement un caractère politique et *vice versa*.

Ainsi, déjà le mouvement du printemps de l'année 1905 a prouvé que contre *l'ancien régime russe* se dresse non une nation bourgeoise ayant une tâche unique, mais des forces antagoniques de la société bourgeoise elle-même. Il a prouvé également que la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie forme pour ainsi dire un laboratoire où se fabrique l'explosif destiné à faire sauter la Russie mi-féodale et tsariste.

Le rôle immense qu'a joué pendant la révolution russe la lutte du travail contre le capital fait dépasser la révolution bourgeoise russe au-dessus du niveau des révolutions européennes du XIXe siècle, en la plaçant, selon l'expression de Kautsky, sur la frontière séparant la révolution bourgeoise de la révolution socialiste. Cette circonstance rendait la marche de la révolution russe extrêmement compliquée et, de plus, accélérait son évolution.

Intimement lié à ce caractère de la révolution russe est le rôle qu'y a joué le prolétariat comme classe. Nous l'avons vu au premier rang des événements de janvier 1905. Nous le verrons, dans la suite, maintenir son rôle *dominant* de direction dans le mouvement Il était non seulement l'initiateur de la révolution dans ce sens que par sa lutte il réveillait et faisait sortir de la passivité toutes les classes de la société, en décidant des formes de la lutte (grèves, conseil des délégués ouvriers, insurrection), mais on peut le dire sans crainte de démenti — toutes les péripéties de la révolution coïncidèrent avec celles de la lutte prolétarienne. Tous les mouvements collectifs des masses populaires, que nous trouvons dans la révolution, prenaient leur essor dans

le mouvement prolétarien. Le rôle décisif du prolétariat se dessine nettement aux époques ultérieures, mais déjà au printemps de l'année 1905 nous pouvons constater un lien étroit entre le mouvement prolétarien et le mouvement agraire des paysans. C'est alors également que fait son apparition la grève générale des étudiants des écoles supérieures, résultat direct du mouvement prolétarien. Enfin, sous l'influence du prolétariat, les revendications démocratiques de toute la société, la haute bourgeoisie y comprise, s'accentuent ainsi que les formes de la lutte qu'elles engendrent.

La dépendance directe de l'activité politique de la classe capitaliste de la lutte de la classe ouvrière se manifeste par ce fait qu'avant le 9/22 janvier nous ne trouvons *aucune* trace du mouvement d'initiative capitaliste tandis que, après cette date, dans le courant des premiers mois de cette année, nous pouvons enregistrer une collection très abondante des rapports, des cahiers de revendications et des adresses dont les promoteurs sont les industriels, qui cherchent à prouver la nécessité des réformes politiques par l'impossibilité d'amener autrement du calme dans l'esprit de la classe ouvrière.

Voici ce qu'on trouve dans une étude concernant le mouvement provoqué par la grande bourgeoisie : « Le mouvement ouvrier, que le gouvernement cherchait à enrayer à l'aide des concessions économiques, est présenté par les industriels comme privé de toute base économique et ayant comme cause exclusive le défaut du mécanisme politique ». L'influence de la lutte de classe prolétarienne sur les revendications de la classe capitaliste ressort nettement du rapport des fabricants et des usiniers de Saint-Pétersbourg. On y lit : « Tout nous fait conclure qu'aucune concession particulière faite aux ouvriers ni la revision de la législation ouvrière existante ne mettront fin aux troubles dans la classe ouvrière. Le moyen le plus sûr de calmer le mouvement ouvrier ou au moins, de diminuer son caractère aigu

actuel, c'est des réformes *politiques* profondes modifiant *l'état lui-même.* »

Chez la classe capitaliste, le besoin des réformes politiques ne se faisait sentir que tant que durait la pression ouvrière.

Est également intimement lié au caractère général de la révolution et au rôle qu'y joue la lutte prolétarienne, l'importance grandiose prise dans cette lutte par la Social-démocratie, par le P. S. D. O. R. (Parti socialdémocrate ouvrier de Russie). C'est à cette époque que la socialdémocratie a pu s'identifier, par son action politique et économique, avec la classe ouvrière elle-même. Et il a fallu *des années* à la contre-révolution pour affaiblir les liens d'organisation datant de cette époque. Des organisations et des groupes social-démocrates surgissent partout, sur tout le territoire russe; il s'établit un lien étroit sans précédent entre ces groupements et les organisations centrales. L'action illégale bat son plein. Des milliers de publications, sous la forme de proclamations sont jetées dans la masse. Elles n'arrivent pas à satisfaire les exigences nouvelles, le besoin que l'on y éprouve de plus en plus d'une parole socialdémocrate libre.

C'est pendant cette période révolutionnaire que le P. S, D. O. R. ne se contente plus de son rôle d'éducateur et d'interprète des événements politiques. Dans l'atmosphère dé l'action politique, le Parti prend la direction du mouvement politique. Il est la seule autorité reconnue dans les milieux ouvriers, l'organisateur des mouvements populaires.

La chronique de ces jours-là témoigne que partout les grèves générales commencèrent et se terminèrent selon les décisions des organisations locales du Parti socialdémocrate. Grâce à la persévérance de ses efforts, le Parti a obtenu au cours du mouvement du printemps de l'année 1905 que son but, ses mots d'ordre, ont été connus, malgré tous les obstacles et toutes les barrières dressées par la police, par une grande partie de la classe ouvrière. Il est arrivé à

être considéré par l'opinion générale comme le représentant légitime de la classe ouvrière en Russie.

Un fait caractéristique, d'autant plus remarquable qu'il a été le premier de toute une série de faits analogues, montrera l'influence décisive de la socialdémocratie. Ce fait eut lieu à Saint-Pétersbourg et a servi d'indication à toute une politique pour les organisations socialdémocrates de toute la Russie. Nous parlons de la fameuse commission du sénateur Schdlowsky, créée sous la pression des événements du 9/21 janvier se donnant pour tâche d'étudier les causes du mécontentement des ouvriers de Saint-Pétersbourg et de rechercher les moyens d'y mettre fin dans l'avenir.

A la commission devaient participer, à côté des fonctionnaires et des fabricants, des représentants de la classe ouvrière. Au mépris des règles électorales prescrites par le sénateur, les ouvriers ont élu leurs délégués au suffrage universel par fabrique et usine. L'immense majorité des élus furent des socialdémocrates. Le caractère de leurs revendications et leur tactique vis-à-vis de la commission furent le résultat direct de l'action politique de la socialdémocratie. Les ouvriers posèrent comme conditions de leur entrée dans la commission : la liberté de réunion pour les ouvriers, la liberté de la parole dans la commission, la publicité des séances, l'inviolabilité des personnes et du domicile et, enfin, une voix délibérative, non seulement consultative dans la commission. N'ayant pas obtenu satisfaction, les délégués des ouvriers se sont refusés à participer aux travaux de la commission. Ils déclaraient la grève en publiant un appel aux électeurs.

Dans cet appel, ils préconisaient la continuation de la lutte pour la journée de 8 heures, réclamaient l'inspection du travail, l'assurance ouvrière, en exigeant en même temps la cessation immédiate de la guerre, la liberté de la réunion, de la parole, de l'association, le droit de grève, la liberté de conscience.

Cet appel se terminait par les paroles suivantes : « Nous, représentants du prolétariat saint-pétersbourgeois, sommes inébranlablement convaincus que le seul moyen de donner satisfaction à nos revendications, ainsi que la solution de la crise actuelle, c'est de remettre le pouvoir politique aux mains du peuple. Nous sommes fermement convaincus que l'unique salut de notre pays réside dans le peuple... Nous revendiquons au nom de nos électeurs la convocation immédiate d'une Constituante, librement élue par les bases du suffrage égal, direct, secret et universel. Cette assemblée seule pourra constituer un état de choses, où la classe ouvrière, armée de tous les droits politiques, sera en force de mener une lutte politique pour son émancipation intégrale de toute oppression, de toute exploitation. »

Ces paroles montrent le degré de développement atteint par le mouvement au printemps de l'année 1905 et par la conscience de la classe ouvrière. Elle montre également l'influence des organisations et des idées socialdémocrates. Enfin, elles indiquent le point vers lequel, plus ou moins lentement, convergeait la conscience de la classe ouvrière toute entière.

Ce mouvement groupant une armée prolétarienne de dimensions jusqu'ici inconnues, la mettant, sur toute la ligne, en face du gouvernement et du capital, dans la lutte pour ses intérêts vitaux, aboutissant à la demande d'une Constituante, amenant, par-ci, par-là, des soulèvements armés, semble s'affaiblir au début de l'été (1903). Le jour du 1er mai n'a pas justifié les espérances.

Néanmoins, soit sous forme de grèves, soit par des démonstrations et des meetings, le premier mai fut célébré dans toute une série de villes (Pétersbourg, Moscou, Rostov-sur-Don, Samara, Ekaterinoslaw, Voronieje, Kiew, Saratoff, Bakou, Twer, etc.). De grandes manifestations eurent lieu à Revel, Libau, Mitau, Kostroma, Oufa, Ekaterinburg, Batoum, Wladi Caucase, Mohilew, Minsk, Kazan, Lodje, Kalisch et autres). Enfin, la manifestation du pre-

mier mai à Varsovie a provoqué une collision sanglante entre l'armée et la police et les manifestants, où ces dernier sont eu 150 tués et blessés, d'après les données officielles.

Cependant, à ce moment, le mouvement, avant de passer aux formes plus énergiques, traversait une crise. Les contradictions et les antagonismes accumulés dans le corps social furent tels que les forces révolutionnaires n'attendaient qu'une occasion pour se manifester dans tout leur éclat. Cette occasion a été donnée au mouvement prolétarien par l'agitation provoquée par la défaite de Tschosima (14 mai 1905).

La lutte s'accentue. Il se produit des conflits armés avec le pouvoir existant. L'idée de la lutte armée pour la conquête du pouvoir, se fait jour.

La Révolution s'organise. Elle balaye la Douma projetée par Bouliguine. Elle désorganise le pouvoir ancien. Elle essaye de constituer un pouvoir nouveau, celui de la Révolution. Dans le Conseil des Députés ouvrier, elle trouvera, plus tard, cette forme originelle de son pouvoir.

A cette même époque, tous les partis politiques cherchent à se rendre compte de la situation créée, à élaborer des plans d'action pour l'avenir. Le mois de mai et le début de juin, c'est l'époque des congrès, des conférences et des délibérations de toutes les organisations politiques et de celles qui prétendent intervenir dans la politique. Dans toutes ces réunions, les mêmes questions sont discutées. Les libéraux, dans leur congrès de mai, élisent une délégation à envoyer à Nicolas II pour le décider aux concessions, en face de la Révolution. La Fédération des hommes appartenant aux professions libérales, ayant un caractère d'organisation démocratique, à la fois professionnelle et politique, adopte le mot d'ordre de la Constituante qui, jusqu'ici, n'était que celui du prolétariat. En même temps, la social-démocratie met à l'ordre du jour de son congrès la question du soulèvement armé et du gouvernement provisoire révolutionnaire,

La Vie intérieure du Parti et les Congrès en mai 1905

a) La Croissance du Parti

La vie intérieure du Parti à la période que nous allons décrire, se caractérise par deux traits : par la croissance de sa force, de son importance et de son activité, par le désir toujours plus grand de la classe ouvrière d'accepter sa direction d'une part, et de la multiplication des dissentiments et des conflits dans l'intérieur du Parti, de l'autre.

Déjà le rapport au congrès d'Amsterdam (1904), énumérant les 39 comités et les 11 groupements de notre Parti, indiquait qu' « il est impossible d'énumérer toutes les localités où la propagande social-démocrate sporadique s'organise, car, dans ce cas, il aurait fallu nommer toutes les provinces et presque tous les districts de la Russie, sans parler des campagnes où assez souvent retentit, à l'heure actuelle, la parole libre de l'ouvrier social-démocrate, exilé de la capitale dans son pays natal et où apparaît également la littérature social-démocrate. »

Ces paroles pouvaient être répétées, avec plus forte raison, au mois de mai de l'année 1905, l'époque des congrès et des conférences.

Il y a plus. A cette époque, il est difficile de trouver un centre d'ouvriers industriels ou agricoles où il n'existe pas une organisation social-démocrate menant une action systématique. En même temps, se modifie le caractère intérieur de l'organisation et son mode d'action. Les organisations se démocratisent. Leur action prend de plus en plus le caractère d'une direction des masses populaires dans toutes leurs manifestations. De petits cercles de propagande cèdent leur place aux grandioses réunions ayant pour but une vaste agitation, qui, souvent, ont lieu au mépris de la loi, par « droit de la force ». De rares proclamations sont remplacées par des feuilles périodiques, répondant à tout

événement important. Dans le développement du nombre et de l'importance de la presse illégale se marquent de la façon la plus concrète les progrès du Parti lui-même.

En dehors des imprimeries placées à l'Etranger, une centaine d'imprimeries clandestines travaillent en Russie pour le Parti. Elles sont outillées non seulement pour faire paraître des proclamations, mais aussi des journaux et des brochures. Des renseignements très incomplets nous disent que dans la seule année de 1904 ont été publiés par les organisations locales et centrales, 205 écrits consacrés à la guerre, en 1.200.000 exemplaires.

Le compte rendu du Comité central, présenté au congrès de mai 1905, constate que dans la période allant du mois d'avril 1904 au mois d'avril 1905, ont été répandus par lui en Russie 300 *pouds* de littérature éditée par lui ou parue à l'Etranger.

Dans ses imprimeries à lui, le Comité Central a édité, en langue russe, arménienne et géorgienne, 69 publications et proclamations, en plus d'un million d'exemplaires. Pour avoir une idée exacte des efforts et des succès du Parti dans son œuvre de propagande et d'agitation, encore faut-il compléter ces données par les efforts importants et incalculables des organisations locales, par le grand nombre des publications éditées par les journaux *Iskra* et *Vpered* et transportées clandestinement en Russie.

En dehors des journaux ci-dessus nommés, paraissant à l'Etranger et d'un organe populaire ; *Le Social-Démocrate*, paraissant dès la fin de 1904, les organisations locales essayèrent la publication des organes périodiques à elles ; le Comité de Moscou éditait : *La Voix du Travail; L'Union du Caucase — La Lutte du Prolétariat* et *Le Social-Démocrate* (en langues arménienne et géorgienne). L'Union d'Oukraina du P. S. D. O. R., sous le nom « Spilka », dont l'action s'étendait tout particulièrement parmi les paysans des gouvernements de Tschernigoff, Podol, Volhynie et Kiew, faisait paraître un journal : « Prawda », destiné à

l'usage des paysans d'Oukraïna et publié dans leur langue.

Ainsi que nous l'avons déjà fait observer, des bulletins périodiques ont été publiés presque par tout Comité plus ou moins important.

Le Parti grandissait en nombre. Son action devenait plus intense. Il prétendait à diriger le mouvement tout entier. En même temps, s'étendait la sphère de son action. Il transporte son action méthodique chez les paysans, dans l'armée de terre et de mer. Il crée, dans ce but, des organisations spéciales, une propagande spéciale, intimement liée d'ailleurs avec l'organisation prolétarienne. Une littérature spéciale est créée. Des brochures et des proclamations sont éditées. Des problèmes d'agitation et d'organisation dans ce milieu spécial sont agités dans les publications du Parti. En même temps, grandit considérablement l'influence de la social-démocratie parmi la jeunesse studieuse des écoles de l'enseignement supérieur.

Le Parti, poussé par les événements de janvier et par ceux qui les ont suivis, se préoccupe de plus en plus des questions de lutte immédiate. Les questions de l'armement, de maniement des armes, de leur transport, deviennent les questions à l'ordre du jour du Parti. Le Comité Central et les organisations locales créent des groupements spéciaux occupés spécialement de la fourniture des armes, de leur garde, de la préparation des entreprises variées de ce genre. Mais quels que soient les efforts du Parti dans ce sens, son succès est au-dessous des exigences de la réalité. Les reproches de la part des ouvriers, adressés à ce sujet au Parti, sont particulièrement nombreux.

Enfin, la social-démocratie contribue à l'organisation des premières associations professionnelles, nées au milieu de l'animation extraordinaire du printemps de l'année 1905.

En dehors des dissentiments dans l'intérieur du Parti, un des obstacles diminuant la portée politique de la social-démocratie fut la séparation des organisations natio-

nales. Leur union avec le Parti restait un problème à résoudre depuis le second congrès. Cependant, dans l'atmosphère de l'agitation générale des milieux révolutionnaires, en face de la concentration des partis démocratiques et bourgeois, cette situation ne pouvait pas se prolonger indéfiniment. Les organisations locales de notre Parti entraient souvent en relation avec les organisations nationales. En janvier 1905, a eu lieu une conférence des représentants des comités centraux, qui a adopté en commun « Un Appel au Travail. »

Antérieurement déjà, une action commune a eu lieu à la suite de la tentative du Parti finlandais de la Résistance active (en automne 1904) de convoquer une conférence de toutes les forces révolutionnaires et oppositionnelles, en vue d'une action concentrée. Ont été invités à cette conférence, à côté des organisations social-démocrates, le Parti Socialiste Révolutionnaire, l'*Union de l'Emancipation* (Oswobojdenie). qui, plus tard, a formé le noyau du Parti Démocrate Constitutionnel ; la Ligue Nationale Polonaise (Kolo), le Parti Socialiste Polonais et toute une série d'organisations de moindre importance (les Géorgiens, les Arméniens, les Bielorouss). Sur la proposition du Conseil du P. S. D. O. R., dans une réunion des délégués des Comités centraux du P. S. D. O. R., du Bounde, du P. S. D. Polonais, des social-démocrates lettons, du Parti Révolutionnaire Oukranien, auxquels s'est immédiatement joint l'organisation sociale-démocrate arménienne, une réponse négative fut rédigée.

---

b) Les problèmes de tactique et les dissentiments dans le Parti

Le 3e Congrès de la 1re Conférence plénière

1° *Avant le Congrès et la Conférence*

Les dissentiments dans l'intérieur du Parti, qui datent du 2e congrès (en août 1903) et ont pour objet les questions

de l'organisation, ne quittent pas ce terrain jusqu'à l'époque du réveil révolutionnaire de 1904. A cette dernière époque, les questions d'organisation cèdent leur place aux questions de tactique. Déjà le premier réveil du libéralisme à l'époque dite de « confiance » (du gouvernement vis-à-vis de la société — fin 1904 —) a posé la question des rapports de notre Parti avec les libéraux. Après les événements de janvier, cette question a pris un caractère plus général, à savoir quel doit être le rôle du prolétariat dans la révolution bourgeoise russe et sous quelle forme il y participerait. La question du soulèvement armé et du gouvernement provisoire devient le terrain de lutte de différentes tactiques. Ces discussions ont commencé au moment où les masses populaires furent en révolte ouverte avec le tsarisme. Elles ont survécu aux défaites de nos mots d'ordre. Elles se renouvellent à chaque tournant de la révolution et de la contre-révolution.

Cette survivance des discussions s'explique par ce fait, que les événements eux-mêmes en démontrant l'inefficacité de tel ou tel mot d'ordre, prouvaient que les dissentiments sont souvent engendrés par la situation historique du prolétariat cherchant à maintenir une politique de classe, en face d'une révolution bourgeoise. Mais, à chaque moment donné, les contradictions résultant de cette situation faisaient converger les discussions vers un point unique. Déjà, au printemps de 1905, les dissentiments sur la tactique ont trouvé leur expression dans la littérature. D'une part, nous voyons surgir l'idée de pousser la révolution bourgeoise jusqu'au bout. Selon cette idée, la Révolution s'accomplit à l'aide des forces prolétariennes et paysannes réunies. Elle aboutit à une dictature révolutionnaire et démocratique de ces forces coalisées. L'idée de soulèvement armé et de gouvernement provisoire convoquant une Constituante, fut la conclusion logique de cette conception, qui opposait la situation révolutionnaire de fait des paysans à l'attitude anti-révolutionnaire et conciliatrice du libéra-

lisme des *Zemstwos* et des villes, lequel n'a jamais, pendant toute la période révolutionnaire, abandonné l'idée monarchique.

L'*autre* conception préconisait que le moteur principal de la Révolution, c'est la bourgeoisie et, en première ligne, celle des villes. Le rôle du prolétariat est celui d'une extrême gauche qui, par son action, accentue et accélère le mouvement général. Mais il se garde bien de trop effrayer la bourgeoisie, de crainte de la pousser dans les bras de la réaction. Dans la pratique, cette conception a dû amener l'atténuation de la lutte des classes et l'exagération des forces bourgeoises.

Sur le terrain de l'organisation, l'un des courants se distingue par son confusionnisme et la tendance de confondre le parti avec la classe, tandis que l'autre préconise une organisation de parti bien définie et centralisée, représentant l'avant-garde ouvrière. Il y voit la garantie la plus solide d'une politique de classe conséquente avec elle-même.

Les partisans de ces deux tactiques se groupaient : d'une part, autour de l'organe *Iskra* (avec une nouvelle rédaction) et autour du journal *En Avant!* (Vpered), paraissant depuis 1904. de l'autre. La question de la convocation du Congrès du Parti a provoqué une vive discussion. La tendance de retarder cette convocation de la part des organisations centrales du Parti, a amené une série de conférences des organisations locales à prendre l'initiative de sa convocation. Elles ont formé un groupement, sous le nom de *Bureau des Comités de la Majorité*, qui a été chargé de réunir le Congrès. Le Comité Central a fini à adhérer à cette initiative du « Bureau » et a décidé la convocation.

Cependant, nombre de délégués, envoyés par des organisations locales au Congrès, après leur arrivée à l'Etranger, où ce congrès a eu lieu, au lieu de participer à ce congrès, ont organisé simultanément et parallèlement avec le congrès, sous la direction de l'*Iskra* (nouvelle ré-

daction), la *« Première Conférence plénière des hommes d'action du Parti. »*

Des 31 organisations locales qui avaient le droit statutaire de prendre part au congrès avec voix délibérative, y ont participé effectivement 21 organisations (sans compter le Comité Central). Ont été présentées également 5 organisations avec voix consultative. Les représentants de 9 organisations, avec la nouvelle rédaction *Iskra* et aussi avec les représentants de quelques groupes qui menaient une action parallèle avec les Comités locaux du Parti, ont formé la conférence déjà nommée. Les séances ont eu lieu fin avril 1905.

2° *Le 3e Congrès et la 1re Conférence plénière*

Le 2e Congrès et la 1re Conférence plénière — nous les désignons d'après les noms que ces réunions ont adoptés — donnent la physionomie théorique et doctrinale du Parti à la veille des événements décisifs de la Révolution. Les problèmes les plus importants de cette Révolution et presque identiques y ont été agités.

Les deux assemblées s'occupèrent du soulèvement armé, du gouvernement révolutionnaire provisoire, de la tactique gouvernementale à la veille de la Révolution, du mouvement paysan, des rapports du Parti avec les organisations social-démocrates nationales, de l'attitude à prendre vis-à-vis des « socialistes-révolutionnaires » et des libéraux et, enfin, des nouvelles formes d'action du Parti, des mesures à prendre pour accentuer l'agitation. On s'y est occupé également d'une série de questions concernant l'organisation, dont la plus importante fut celle qui avait pour objet les rapports entre les deux fractions du Parti.

Le Congrès et la Conférence ont créé leurs organes exécutifs. Le premier a formé un Comité Central, la seconde une commission d'organisation. L'organe du Congrès por-

tait le nom de « Prolétaire », celui de la Conférence fut l'*Iskra* (l' « Etincelle »).

Lorsque le Congrès et la Conférence eurent terminé leurs travaux, leurs organes exécutifs entamèrent immédiatement des pourparlers dont l'objet fut l'unité du Parti. Avant qu'ils eussent pris fin, les événements révolutionnaires obligèrent les deux fractions à se rapprocher, d'abord sur le terrain des organisations locales sur les bases fédératives, ensuite dans le but de convoquer un congrès commun unitaire.

Le Comité Central a également publié le compte rendu du Congrès, sous la forme d'un volume contenant 400 pages. La Conférence se limitait à publier ses résolutions.

Faute de place, nous sommes obligés de nous borner à ne publier que les résolutions les plus importantes des deux assemblées qui, d'ailleurs, donnent au lecteur attentif une notion suffisamment exacte des idées, que chaque fraction se faisait sur la situation et la politique prolétariennes.

---

d) Le Programme agraire et le Mouvement paysan

Les questions du programme intéressaient le Congrès et la Conférence, exclusivement en tant qu'elles touchaient la partie agraire. (Le programme fut adopté au 2e Congrès du Parti). Le mouvement agraire et le mouvement démocratique, qui se dessinaient à cette époque, ont mis à l'ordre du jour l'élargissement de notre programme agraire. Le programme agraire du 2e Congrès se caractérisait, entre autres, par la revendication de « la restitution aux communes paysannes des terres qui leur ont été enlevées au moment de l'abolition du servage et qui sont devenues, dans les mains des nobles, autant de moyens d'asservissement. »

Bien que cette réclamation n'ait eu nullement un carac-

tère limitatif, en bornant à un seul point l'appui du Parti aux paysans, elle paraissait manifestement insuffisante en face de la Révolution déchaînée, susceptible de fausses interprétations. Pour cette raison, en tant que le Congrès et la Conférence étaient préoccupés de la revision du programme, les questions fondamentales furent les suivantes : « Quelles sont les limites du concours à prêter aux paysans dans leur lutte pour la terre ? Quelles sont les formes les plus appropriées de la lutte ? »

La résolution du 2e Congrès, tout en constatant le caractère inorganique du mouvement paysan et la présence des éléments économiques réactionnaires, reconnaît son importance révolutionnaire, comme situation de fait et répond aux questions posées ci-dessus, en chargeant toutes les organisations du Parti de :

« *a*) Propager largement parmi les masses populaires que la social-démocratie se fait un devoir de soutenir énergiquement toutes les mesures révolutionnaires des paysans susceptibles d'améliorer sa situation, jusqu'à la confiscation des terres appartenant aux seigneurs, à l'Etat, aux églises, aux monastères et aux apanages ;

« *b*) Préconiser, comme moyen d'agitation immédiate parmi les paysans et dans le but de développer leur conscience, la nécessité de l'organisation immédiate des comités révolutionnaires paysans en vue de réaliser toutes les réformes ayant un caractère révolutionnaire et démocratique, dans l'intérêt de l'émancipation des paysans du joug bureaucratique, policier et nobiliaire ;

« *c*) Provoquer des démonstrations politiques de toutes sortes, dans le but de désorganiser l'autocratie et de renforcer le mouvement révolutionnaire, les refus collectifs du payement des impôts et du service militaire, la désobéissance aux décisions et aux ordres du gouvernement et de ses agents ;

« *d*) Faire des efforts tendant à l'organisation indépen-

dante du prolétariat paysan, à sa fusion avec le prolétariat des villes, sous la bannière de la social-démocratie, et à l'élection de ses représentants dans les comités paysans. »

La conférence s'est placée, en général, sur le même terrain. Elle appuyait le mouvement révolutionnaire des paysans, allant jusqu'à l'expropriation des propriétaires fonciers, etc. D'ailleurs, elle envisageait la formation des comités paysans, dans lesquels le Congrès voyait une forme d'organisation du mouvement paysan, comme une revendication à formuler devant la Constituante.

La tendance à reviser le programme agraire n'a trouvé sa complète expression qu'au congrès suivant de 1906, à l'ordre du jour duquel les deux fractions ont posé la question agraire. En effet, ce congrès a élaboré un nouveau programme agraire.

---

e) Le role du prolétariat dans la Révolution, son but. Les règles générales de la tactique de la social-démocratie pendant la Révolution

Cette question se rapportait à l'action directe du Parti et passionnait le plus la presse. Au congrès et à la conférence, elle a trouvé sa solution dans une série de résolutions. Elles avaient pour objet :

« 1° La tactique du gouvernement à la veille de la Révolution » (la participation aux élections dans les assemblées représentatives, les commissions gouvernementales), selon la formule de la conférence ;

« 2° Le soulèvement armé et les conditions de la victoire complète sur le tsarisme ».

Elles aboutissent ainsi au problème du gouvernement provisoire révolutionnaire. Le Congrès se prononce pour une tactique prolétarienne et social-démocrate aboutissant à la dictature du prolétariat, condition préalable d'une transformation vraiment démocratique. La conférence, par

contre, se basant sur l'impossibilité pour le prolétariat de jouer un rôle décisif dans une révolution *bourgeoise*, rejette cette tactique de dictature du prolétariat et des paysans coalisés. Les partisans de la conférence voient d'ailleurs dans cette tactique quelque chose susceptible « d'obliger la classe bourgeoise à se séparer de la Révolution et d'affaiblir ainsi sa portée. »

Dans sa résolution sur « l'attitude vis-à-vis du gouvernement à la veille de la Révolution », le congrès constate les tentatives du tsarisme — qui, déjà à cette époque, ont pris un caractère systématique — tout en accentuant les représailles et en organisant « les bandes noires », se composant des éléments réactionnaires aveuglés par la haine des races, de démoraliser la classe ouvrière par des concessions et des promesses de réformes, d'une part, et de calmer l'agitation générale par une caricature des formes constitutionnelles, de l'autre (1).

C'est dans ce sens que fut conçue par le congrès la résolution que voici. Le congrès propose ce qui suit :

a) En dévoilant le but réactionnaire des concessions gouvernementales, souligner dans la propagande et dans l'agitation leur caractère involontaire, d'une part, et l'impossibilité absolue pour l'autocratie d'accorder au prolétariat des réformes satisfaisantes, de l'autre ;

b) Profitant de l'agitation électorale, expliquer aux ouvriers le véritable sens des mesures gouvernementales et montrer la nécessité pour le prolétariat de convoquer, par voie révolutionnaire, une Constituante sur la base du suffrage universel ;

c) Organiser le prolétariat en vue de la réalisation immédiate de la journée de huit heures et d'autres réformes ouvrières à l'ordre du jour ;

d) Organiser une résistance armée aux agressions des

(1) Pendant le Congrès, siégeait la Commission de Bouliguine, qui a accouché d'un projet de la « Douma de Bouliguine », balayée par les événements d'octobre, C'était un enfant mort-né.

« bandes noires » et de tous les éléments réactionnaires conduits par le gouvernement.

Après avoir défini ainsi la nécessité de la lutte pour une Constituante et d'une résistance armée à la réaction, le Congrès indique dans une résolution le soulèvement armé, comme moyen principal de la lutte pour la Constituante. Cette résolution ne porte naturellement aucun caractère technique. Au contraire, le Congrès y montre le rôle politique que doit jouer le prolétariat dans la lutte pour la Constituante et dans l'insurrection, afin de s'assurer les meilleures conditions de la lutte pour le socialisme. Cette résolution tient ainsi compte de la situation particulière qu'occupe le prolétariat dans la guerre à mort entre la nouvelle et l'ancienne Russie. Vu son importance, nous citerons cette résolution en entier :

La Résolution sur le soulèvement armé

Considérant :

1° Que le prolétariat étant par sa situation, la classe la plus avancée et la seule qui soit jusqu'au bout révolutionnaire, est appelé, par cela même, à jouer un rôle de direction dans le mouvement démocratique et révolutionnaire de Russie ;

2° Que ce mouvement, en ce moment, a déjà abouti à la nécessité d'un soulèvement armé ;

3° Que le prolétariat interviendra sans doute énergiquement dans ce soulèvement, intervention qui décidera du sort de la Révolution en Russie ;

4° Que le prolétariat ne saurait jouer ce rôle de direction dans la révolution que s'il est organisé en force politique unique et indépendante, sous la bannière du Parti ouvrier social-démocrate, dirigeant son action non seulement au point de vue des principes, mais aussi au point de vue pratique ;

5° Que l'accomplissement de ce rôle peut assurer au pro-

létariat les conditions les plus avantageuses dans sa lutte pour le socialisme contre les classes possédantes de la Russie bourgeoise et démocratique.

Le 3[e] Congrès du P. S. D. O. R. reconnaît que le devoir d'organiser le prolétariat pour une lutte immédiate contre l'autocratie, par le soulèvement armé, prime tout autre, en ce moment révolutionnaire, et qu'il ne pouvait être ajourné.

Par ces raisons le Congrès charge toutes les organisations du Parti.

a) D'expliquer au prolétariat par le moyen de propagande et d'agitation non seulement l'importance politique, mais aussi la valeur pratique et organisatrice du soulèvement armé imminent.

b) De faire ressortir, au cours de cette propagande et de cette agitation, le rôle des grèves des masses ayant un caractère politique, qui peuvent avoir une grande importance au début et pendant l'insurrection.

c) De prendre les mesures les plus énergiques pour armer le prolétariat ainsi que pour élaborer un plan d'un soulèvement armé et de sa direction immédiate en créant, dans ce but, au fur et à mesure des nécessités, des groupes spéciaux des militants du Parti.

Enfin, envisageant les conditions de lutte pour la Constituante, le Congrès a adopté une résolution concernant « le gouvernement révolutionnaire provisoire », dans laquelle il dit :

1) « Les intérêts immédiats du prolétariat ainsi que ceux de sa lutte pour le but final du socialisme réclament la liberté politique la plus complète et, partant, la substitution de l'autocratie par une république démocratique ;

2) La réalisation de la république démocratique en Russie n'est possible que comme résultat d'un soulèvement populaire victorieux dont l'organe serait un gouvernement révolutionnaire provisoire, seul capable d'assurer la liberté complète de l'agitation électorale et de convoquer sur les

bases du suffrage direct, égal, secret et universel une Assemblée constituante, qui exprimerait la volonté réelle de la nation ;

3) Cette révolution démocratique de la Russie, dans les conditions sociales et économiques actuelles, n'affaiblira pas, mais, au contraire, raffermira la domination de la bourgeoisie, qui, inévitablement, tentera, à un certain moment, ne s'arrêtant devant rien, d'arracher au prolétariat russe le plus possible des conquêtes de la période révolutionnaire ».

Le congrès termine sa résolution en indiquant la nécessité de répandre parmi le prolétariat des idées sur la marche probable de la révolution et sur la constitution, à un moment donné, d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, duquel le prolétariat réclamera la réalisation de toutes ses revendications immédiates, économiques et politiques, contenues dans son programme-minimum.

Quant à la tactique de la social-démocratie vis-à-vis du gouvernement provisoire lui-même, le congrès admet la participation à ce gouvernement des représentants du Parti en vue de combattre toutes les tentatives contre-révolutionnaires, sans conditions de contrôle du Parti et de la souvegarde de son indépendance, comme parti de prolétariat. Indépendamment de la question de la participation à ce gouvernement des délégués du Parti, le congrès souligne la nécessité d'une pression permanente du prolétariat « dans le but de conserver, d'affermir et d'élargir les conquêtes de la Révolution ».

Pour caractériser le sens général des résolutions précitées, nous nous permettrons de citer quelques lignes d'une brochure commentant les résolutions du IIIe Congrès, éditée par le Comité Central.

« L'issue de la Révolution dépend de la conception du rôle du prolétariat : Sera-t-il simplement l'auxiliaire de la bourgeoisie, tout puissant dans son attaque contre l'autocratie, mais politiquement impuissant, ou prendra-t-il la

direction de la Révolution? Que signifie la victoire décisive de la Révolution sur le tsarisme? Nous devons nous rendre compte des forces sociales réelles s'opposant au tsarisme et capables de remporter une victoire décisive » sur lui. La grande bourgeoisie ne saurait être cette force. Ne le seront pas également ni les grands propriétaires fonciers, ni les fabricants, ni la « société » marchant derrière les « oswobojdentchi » (le parti démocratique constitutionnel). Nous voyons qu'ils ne désirent même pas une victoire décisive, nous savons que par leur situation de classe, ils ne sont pas capables d'entreprendre une lutte décisive contre le tsarisme. Ils ont attaché à leurs pieds un boulet trop lourd sous la forme de la propriété privée du capital et de la terre pour désirer l'écrasement du tsarisme, dont ils ont besoin. Son mécanisme policier et bureaucratique, ses forces militaires leur sont utiles contre le prolétariat et les paysans. La seule force capable d'écraser le tsarisme, c'est le peuple, c'est-à-dire le prolétariat et les paysans. La victoire décisive sur le tsarisme signifie donc la dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et des paysans. Il n'y a pas d'autre moyen. Cette victoire ne saurait être qu'une dictature, c'est-à-dire elle s'appuiera nécessairement sur la force militaire, sur le peuple armé, sur l'insurrection et non sur des institutions créées par des « moyens légaux » et pacifiques...

Cette victoire, est-elle probable? C'est une autre question. Nous ne nourrissons aucunement des illusions optimistes à ce sujet... Mais allant à la lutte, nous devons vouloir la victoire et savoir montrer le chemin qui y conduit. Des chances de victoire existent indubitablement... Pour que les mains du prolétariat ne soient pas liées dans sa lutte contre la bourgeoisie hésitante, le prolétariat doit être assez fort pour développer la conscience révolutionnaire des paysans, pour diriger son attaque, pour réaliser la démocratie complète... Le prolétariat seul saura combattre jusqu'au bout pour la démocratie. Et il ne pourra

mener ce combat qu'à la condition de son alliance avec les paysans Si les forces leur manquent pour cela, la bourgeoisie se trouvera placée à la tête de la révolution démocratique en lui donnant un caractère égoïste et incomplet ».

En nous limitant à ce commentaire, nous citons ci-dessous la résolution la plus importante de la conférence touchant ces mêmes questions, à savoir « la conquête du pouvoir et la participation au gouvernement provisoire. »

Sur la question du soulèvement armé, la conférence, en laissant de côté le niveau déjà atteint du mouvement et ne le plaçant pas au centre de l'action révolutionnaire de cette époque, indique la direction générale de cette action qui peut rapprocher le moment de ce soulèvement.

Elle s'exprime, à ce sujet, comme suit :

« Seulement par cette action multiple le moment de l'insurrection peut être rapproché, et sa soumission à notre direction peut être facilitée ainsi que peuvent avoir une utilité sérieuse les préparatifs techniques du soulèvement de nos organisations. »

Cette « action multiple » consiste pour la social-démocratie :

a) à élargir l'agitation parmi les masses sur le terrain des événements politiques actuels;

b) à lier avec son organisation politique en soumettant à son influence les mouvements sociaux et politiques des masses prolétariennes;

c) à confirmer dans les masses l'idée que la Révolution est inévitable, celle de la nécessité d'être toujours prêt à la résistance armée et de la possibilité pour elle, à chaque moment, de prendre les proportions d'un soulèvement;

d) à lier étroitement le prolétariat des différentes localités pour rendre ainsi possible l'initiative de la social-démocratie tendant à transformer le mouvement inorganique en préparation en soulèvements méthodiques. Il faut égale-

ment établir les relations les plus intimes entre le mouvment prolétarien, des villes et le mouvement révolutionnaire des campagnes;

e) à intéresser, par une agitation étendue, à la lutte révolutionnaire du prolétariat pour la république démocratique des portions de la population les plus larges possibles pour assurer ainsi à l'action insurrectionnelle du prolétariat le plus grand appui possible de la part des éléments « non prolétariens ».

NOTRE ATTITUDE VIS-A-VIS DES AUTRES PARTIS.

Les conceptions de deux fractions du Parti, leurs tactiques déterminent leur attitude réciproque vis-à-vis des autres partis. Elle prend un caractère plus défini et concret au fur et à mesure que la révolution avance, que les relations politiques se compliquent, que les partis bourgeois s'organisent que leur physionomie se dessine dans une série d'élections.

A l'époque du Congrès et de la conférence le parti ne pouvait que formuler d'une façon générale son attitude vis-à-vis des différentes fractions de la démocratie bourgeoise et du libéralisme bourgeois. Cette question ne devient brûlante que plus tard, en provoquant les dissentiments dans le Parti. Cependant déjà le congrès parle de la lutte avec l'insuffisance de la politique libérale et rejette la tentative d'élaborer un accord avec le libéralisme tout en admettant la possibilité et l'utilité des accords temporaires avec les socialistes révolutionnaires pour une lutte commune contre l'autocratie. Il confirme pourtant qu'il considère ce parti comme un parti démocrate et bourgeois. Il envisage également, en tant que ce parti cherche à pénétrer dans la classe ouvrière, son action comme désorganisatrice au point de vue de l'éducation de classe et de l'action politique indépendante du prolétariat.

Ces accords temporaires avec les socialistes révolution-

naires, le congrès ne les autorise que pour le contrôle du comité central tout en spécifiant que de pareils accords « ne doivent aucunement nuire à l'indépendance du parti social démocrate et à l'intégrité et la pureté de sa tactique prolétarienne ».

Ci-dessous la résolution du Congrès « sur l'attitude vis-à-vis des libéraux » et celle de la conférence « sur l'attitude vis-à-vis des partis révolutionnaires et ceux de l'opposition » :

La résolution concernant les libéraux (du Congrès).

« Considérant,

a) Que la Social-démocratie doit soutenir la bourgeoisie en tant qu'elle est révolutionnaire et même oppositionnelle dans sa lutte contre le tsarisme,

b) Que par cette raison la social-démocratie doit saluer le réveil de la conscience politique de la bourgeoisie russe, mais que, d'autre part, elle doit dénoncer au prolétariat la mesquinerie et l'insuffisance du mouvement émancipateur de la bourgeoisie, là où cette insuffisance se fait jour.

Le 3e Congrès du P. S. D. O. R. recommande avec insistance aux camarades :

1) Faire ressortir aux ouvriers le caractère antirévolutionnaire et antiprolétarien de la tendance démocratique et bourgeoise dans toutes ses nuances, en commençant par celle du libéralisme modéré, représentée par les larges couches des propriétaires fonciers et des fabricants et finissant par la nuance la plus radicale, représentée par l'*Union de l'Oswobojdenie* et les nombreux groupes de personnes appartenant aux professions libérales ;

2) combattre énergiquement, par conséquent, toutes les tentatives de la démocratie bourgeoise de s'emparer du mouvement ouvrier et de parler au nom du prolétariat ou de ses groupements particuliers.

Enfin, pour la question des rapports du Parti avec les

organisations social-démocrates nationales, le Congrès, en partant du principe de l'unité de la lutte des classes et vu l'urgence de l'unification des organisations social-démocrates, déjà commencée au début de la lutte révolutionnaire ouverte, a confirmé son attitude négative envers la méthode fédéraliste de l'unification et a pris la résolution dont voici le sens général. Il reconnaît « la nécessité pour le Comité central et les Comités locaux de faire tous les efforts pour se mettre d'accord avec les organisations social-démocrates nationales en vue de la coordination de l'action locale et de la préparation des conditions de l'unification de tous les partis social-démocrates en un seul et unique P. S. D. O. R. » Ce dernier vœu fut réalisé au Congrès suivant de 1906.

Nouvelles formes d'action

Le Congrès et la Conférence ont dû, d'une part, prêter une attention particulière à l'établissement des relations plus étroites entre le Parti et les masses et, d'autre part, aux nouvelles formes d'action qui, seules, pouvaient tirer le Parti de la situation où il se trouvait avant la révolution, en le plaçant sur le champ ouvert de la grande bataille politique où s'agitent de larges masses ouvrières, inaccessibles à une action clandestine.

Au printemps de 1905, le Parti a fait ses premiers pas dans cette direction, et avec un succès remarquable. Il restait à persévérer dans cette nouvelle voie. Dans cet ordre d'idées, la conférence a adopté une résolution concernant « les organisations ouvrières non consolidées ». Elle fait pour le Parti un devoir de diriger les organisations ouvrières qui surgiraient spontanément au cours de la Révolution et souligne tout particulièrement le devoir de « soutenir toutes les tentatives des ouvriers de créer des associations pour la défense de leurs intérêts professionnels

et de provoquer leur organisation en dépit de la législation prohibitive existante. Le Congrès préconise également la nécessité « de créer des rapports constants entre les organisations du Parti et les associations et de leur prêter concours ». Enfin elle oblige « tous les ouvriers, membres du Parti » à prendre part à ces associations.

Le Congrès a, de plus, adopté une résolution concernant « l'action publique du P. S. D. O. R. » Il constate la réalité de quelques concessions de la part de l'autocratie, arrachées par le mouvement révolutionnaire, octroyant quelques liberté aux classes qui lui sont opposées. Il souligne que c'est avant tout la classe bourgeoise qui en a profité. Vu l'importance de l'action publique, il attire l'attention des militants sur la nécessité :

a) De profiter de toute occasion d'action publique pour opposer aux revendications démocratiques celles du prolétariat, comme classe, ainsi que pour son organisation à l'occasion de ses manifestations publiques en puissance social-démocrate indépendante ;

b) D'utiliser toutes les sociétés ouvrières légales et milégales, les associations et les organisations pour y assurer la suprématie de la socialdémocratie et les transformer, si possible, en autant de points de départ de la formation, dans l'avenir, d'un parti socialdémocrate ouvrier en Russie ;

c) De prendre des mesures, tout en conservant l'appareil de l'organisation illégale, pour la préparation immédiate des formes appropriées d'une organisation publique et ouverte de la socialdémocratie, partout où cela est possible même au risque d'entrer en conflit armé avec le gouvernement ».

Les événements qui ont suivi cette résolution ont montré que le parti n'a nullement exagéré les avantages de la situation révolutionnaire, qui ont permis à la socialdémocratie de jouer ouvertement et publiquement un grand rôle poli-

tique, tout en s'appuyant sur les éléments ouvriers, incomplètement organisés.

Par leurs débats et par leurs résolutions, le Congrès et la Conférence ont résumé les deux tendances de la socialdémocratie en Russie, qui n'ont pas cessé de se combattre pendant toute la Révolution. Mais la scission formelle, qui fut illustrée par la simultanéïté du Congrès et de la Conférence, a dû disparaître devant le besoin pressant de l'unité dans la lutte toujours plus aiguë contre le tsarisme et les partis bourgeois. La lutte du prolétariat, comme classe, a d'ailleurs élargi les limites des possibilités révolutionnaires en détruisant par l'action certains sujets de discussion et certaines causes d'hésitation. Les événements d'octobre et de décembre ont mis fin aux débats du printemps de l'année 1905, en faisant en même temps naître de nouveaux antagonismes.

Nous allons examiner cette période extrêmement remarquable de l'histoire du mouvement ouvrier et de la social-démocratie en Russie.

II. — De mai 1905 à janvier 1906.

L'été de 1905 fut l'époque de la guerre civile en Russie. Les forces de la révolution, mobilisées dans les mois précédents dans toute une série de grèves et de manifestations, sont de plus en plus amenées, par la force acquise, à prendre un caractère offensif plus énergique. De leur côté, le tsarisme et la réaction mettent en mouvement non seulement tout leur appareil d'oppression, mais s'efforcent aussi d'organiser les éléments réactionnaires, les déchets des villes et des campagnes en bataillons de la contre-révolution. Le mot d'ordre, la convocation de la Constituante, se répand de plus en plus et se retrouve même dans les programmes et les déclarations des éléments essentiellement monarchiques, sans parler de leur extrême-gauche. Le mouvement révolutionnaire met, par le fait, en avant, la question de la méthode révolutionnaire de la convocation de cette Constituante et de la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire ou des institutions analogues (des communes révolutionnaires), en vue de l'organisation d'une représentation vraiment populaire. Ainsi, les questions qui ont été posées en mai dans les réunions de délégués du P. S. D. O. R. — celles du soulèvement armé, grèves des masses, etc. — qui ont pu paraître le fruit d'une imagination révolutionnaire surchauffée, deviennent, par la force des choses, des questions d'actualité, de la politique réaliste. Par contre, les tentatives conciliatrices du gouvernement sont d'avance condamnées. Ainsi ont échoué la constitution de Bouliguine (6 août), ainsi que l'octroyement d'une autonomie (27 août) au libéralisme universitaire jouissant d'une grande popularité dans la société. Ces concessions n'ont fait qu'accentuer le mouvement révolutionnaire et provoquer la scission définitive du libéralisme bourgeois et de la démocratie révolution-

naire ayant à sa tête le prolétariat. Le libéralisme, qui a saisi le statut du 6 août, comme une planche de salut, susceptible de lui créer une sphère d'influence politique et tenté de le soutenir en face du mouvement révolutionnaire déchaîné, se trouvait politiquement impuissant et stérile pendant la période de la guerre civile, en quittant honteusement le champ de bataille, pour ne reparaître avec la tactique de trahison, qu'au moment où l'écrasement de la révolte paysanne de l'automne et du soulèvement du prolétariat de décembre paraissait avoir préparé un terrain favorable à un pacte avec la contre-révolution.

Toutefois, les événements précédant les journées d'octobre, la scission entre le libéralisme et le prolétariat a eu comme conséquence le réveil et l'adhésion à la lutte révolutionnaire — sous l'impulsion directe du prolétariat — d'une part de la paysannerie révolutionnaire et de l'avant-garde de l'armée et de la flotte, de l'autre. Le soulèvement de juin dans la flotte de la Mer-Noire (Le cuirassé Prince Potemkin), la révolte des paysans pendant le printemps et l'été, se répandant sur une grande étendue : la Russie centrale, la Pologne, les régions de l'Ouest, de la Baltique et du Caucase, aboutissant à la convocation en juin d'un congrès paysan où assistèrent les représentants de 22 gouvernements, — tous ces faits indiquent clairement les forces fondamentales de la Révolution. Ils jettent une lumière sur les nouvelles méthodes d'action, font ressortir l'inévitable concentration des forces révolutionnaires, laquelle, en paralysant la tactique de compromission du libéralisme, pousse la révolution en avant. Les journées d'octobre n'ont fait que renforcer cette collaboration, lui ont donné une meilleure organisation et définitivement mis en opposition l'une à l'autre : la révolution conduite par le prolétariat et le libéralisme, contre-révolutionnaire dans ses deux fractions, celle de la noblesse et celle de la classe industrielle.

LE MOUVEMENT OUVRIER AVANT LA GRÈVE D'OCTOBR

Dans cette atmosphère de lutte, le mouvement s'étend de plus en plus. Il prend une extension territoriale prodigieuse. De nouvelles couches prolétariennes y adhèrent. Les faits qui suivent prouvent avec éclat que même les localités les plus arriérées, dans leur développement général, se mettent vivement sur le rang des centres les plus avancés, comme Pétersbourg, Varsovie et Riga. Pendant les mois de juin et juillet une grandiose grève éclate dans le centre de la Russie, à Ivanovo-Vosnesensk. Elle dure 72 jours et comprend 50.000 ouvriers. Elle est soutenue par des grèves à Schouja, Oiechow-Souew, villes de la Russie centrale, ainsi que par celle de Kostroma (du 1 au 15 juin). Toutes ces grèves portent un caractère violent.

Des dizaines de milliers d'ouvriers prennent de force le droit de réunion et de manifestation.

En même temps (en juin), des grèves générales arrêtant toute la vie, embrassant toutes les formes de l'activité sociale — de la grève des voituriers jusqu'à celles des employés de commerce, et des typographes empêchant l'apparition des journaux — éclatent dans les villes de Libau, Nikolajew, Minsk, Ekaterinoslaw, presque dans tout le bassin du Don avec ses mines et ses usines métallurgiques, à Tiflis, à Batoum, dans toute la région suivant la ligne des chemins de fer du Caucase, à Tioumène et Pérm, sans parler d'Odessa bouleversée par la révolte du cuirassé *Prince Potemkin* et de la Pologne, où une grève générale politique aboutit à une lutte de barricades succédant au soulèvement de Lodze.

Le mois de juin débute par toute une série de grèves et de manifestations en mémoire du mi-anniversaire du 9/21 janvier. Se sont mis en grève les ouvriers de Pétersbourg, de Nijni-Nowogorod, de Sormowo, etc. Le 10 une grève des chemins de fer éclate sur toute la ligne du Vladi-Caucase avec ses embranchements allant sur Saratoff, Rostosw,

Tcharitchine, Noworossïsk et Bakou. Cette grandiose grève dure 10 jours. A l'autre extrémité de la Russie, sont en grève Riga, Revel, Kowna. La grève générale se termine par la destruction militaire de la ville de Bielostok. qui à son tour provoque des manifestations et des grèves dans toute la Pologne et dans la région du Nord-Ouest. Les grèves se prolongent jusqu'à l'Oural. Enfin, en septembre, les grèves provoquent des collisions sanglantes avec les troupes. C'est le cas de la grève des typographes et des boulangers à Moscou, qui trouve immédiatement un écho à Saint-Pétersbourg pour se confondre, deux semaines après, avec la grève générale d'octobre.

Toute cette période est marquée par le caractère violent du mouvement. Partout, des conflits avec l'armée, des fusillades; par-ci, par-là des barricades. Le nombre des tués et des blessés au cours de l'été de 1905 se compte, même selon les données officielles, par milliers. En même temps, croît la demande des armes, le désir de se familiariser avec leur maniement, au moins pour les militants d'avant-garde. A cette même époque se dessine le caractère dominant de toute la période révolutionnaire. L'activité, la persévérance dans la lutte de toutes les couches sociales prenant part à la bataille restent au-dessous de celles du prolétariat. Déjà les soulèvements militaires et ceux des paysans en ont fourni la preuve.

Dans l'armée et la flotte, la révolution ne pouvait s'appuyer que sur les éléments sortis des fabriques et des usines et se trouvant en rapport avec le prolétariat; les paysans, dans leur lutte pour la terre, en minant les bases économiques de la monarchie féodale et nobiliaire, contribuaient pour leur part à affaiblir sa force de résistance vis-à-vis des revendications politiques du prolétariat. Mais, par eux-mêmes, grâce à leur faible conscience politique à l'absence de l'action méthodique ils se montraient peu capables de conserver les conquêtes de la révolution et désarmés en face de la tactique d'offensive de la part de

la réaction. Aussi, le prolétariat dans sa politique de concentration des forces révolutionnaires, se heurtait-il aux difficultés résultant de la lenteur, avec laquelle les paysans passaient de leur lutte inorganique contre les propriétaires fonciers au rôle d'une fraction régulière de l'armée révolutionnaire et démocratique.

Cette lenteur se faisait surtout sentir dans les casernes qui sont faites pour maintenir les paysans dans leur ignorance. Ces difficultés que la Révolution avait à surmonter chez les paysans et à la caserne furent particulièrement grandes aux journées de décembre, lorsque le gouvernement réussit à mobiliser des forces assez importantes pour écraser militairement la révolution. La ville devint le terrain principal de la guerre civile, et sa force décisive fut le prolétariat. Or, le prolétariat a fait de la grève-révolution son arme préférée, spécifique, propre à la Révolution russe, la méthode de lutte de l'avant-garde de la nation contre l'ancien pouvoir.

Cette nouvelle phase du mouvement pendant l'été avait comme condition préalable un développement considérable de l'organisation méthodique et spontanée du prolétariat. Sur le terrain des grèves, les meetings devenaient des instruments de cohésion et d'organisation. Ils donnaient lieu aux délégations. Les délégations se muaient en représentation, qui à leur tour, en s'appuyant sur la force réelle du prolétariat révolutionnaire, contenaient en germe un nouveau pouvoir révolutionnaire. Ce nouveau pouvoir marquait d'une part le degré déjà atteint de la lutte contre le pouvoir ancien, et d'autre devenait nécessairement un facteur de lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir.

Le noyau des nouvelles formes de concentration prolétarienne fut les comités de grèves, des commissions de délégués, etc., créées presque exclusivement sous l'influence directe des organisations social-démocrates. Ces comités furent les produits de la période de grèves. Ces organisations strictement prolétariennes, en se cristallisant, furent

l'expression des nouvelles formes d'action que se donnait le prolétariat militant. Elles n'adhéraient à aucun parti, mais *en fait*, se trouvaient à cette époque de l'agitation révolutionnaire extraordinaire, sous l'influence et la direction de la social-démocratie qui, dans le mouvement ouvrier, pendant la période de l'été, défiait toute concurrence.

Pour apprécier à sa juste valeur l'état de cohésion et d'organisation du prolétariat pendant cette brève période, il suffit de se rappeler que le Conseil des députés ouvriers, qui ne fait qu'exprimer avec plus de relief les traits communs à tout le mouvement, a pu s'appuyer sur la discipline révolutionnaire de 200.000 prolétaires. Le caractère de classe de la concentration prolétarienne faisait de lui, arme de la Révolution, l'arbitre politique suprême, capable non seulement de seconder la bourgeoisie dans sa lutte contre le pouvoir ancien, mais aussi de mettre son sceau prolétarien sur toute cette période. Son action et la bannière prolétarienne qui le couvrait dans sa lutte faisaient ressortir que le prolétariat russe ne veut ni ne peut jouer le rôle exclusif d'un appoint à la bourgeoisie. Cette suprématie, ce rôle hégémonique du prolétariat condamnait la bourgeoisie à la politique de compromis avec le pouvoir ancien. Ce compromis avait pour but d'enrayer le caractère que donnait à la révolution le prolétariat.

Le libéralisme attendait des concessions de la part du gouvernement, espérant paralyser ainsi et les forces de la révolution et celles du prolétariat.

De son côté, le prolétariat continuant la lutte en dépit des concessions, a réussi à balayer la Douma Bouliguine qui n'avait qu'un caractère consultatif. En face de la promesse donnée par Witte d'octroyer une Douma avec des pouvoirs législatifs, le prolétariat a posé la question : « Qui réunira cette Douma, le pouvoir ancien ou le pouvoir nouveau ? »

La grève d'octobre résumait toute la période révolutionnaire précédente, son extension, son homogénéité, son

caractère agressif, sa force organisatrice, le rôle décisif du prolétariat et de la social-démocratie et enfin sa faculté de direction. Elle n'est devenue possible, à son tour, que grâce à ces éléments. Mais résumant à elle seule toutes les forces de la période révolutionnaire, les transformant en un seul courant impétueux, la grève générale d'octobre a élevé toutes les questions à un niveau supérieur. Désormais on ne lutte plus pour avoir plus d'influence sur le pouvoir : on lutte pour le pouvoir lui-même. Le lendemain du 17/30 octobre, la révolution et la contre-révolution sont placées face à face, prêtes au combat suprême. D'un côté la réaction de la noblesse et du grand capital, de l'autre le prolétariat et les éléments prolétariens des différentes parties de la population. Les éléments intermédiaires — les libéraux — ont fait un pas décisif vers la contre-révolution.

Les propriétés des nobles incendiées éclairaient la scène...

II. - La Social-Démocratie à la veille de son apparition sur la scène publique

L'agitation générale, l'organisation toujours croissante des forces sociales, la désorganisation simultanée du mécanisme gouvernemental élargissent les bases de l'action du Parti Social-Démocrate, lui réclament toutes ses forces, toute son énergie. De nouvelles adhésions, toujours renouvelées, lui permettent, au moins partiellement, de répondre aux exigences des masses ouvrières, désireuses d'entendre une parole socialiste, à la recherche de la presse socialiste, des organisateurs social-démocrates. Le Parti progresse rapidement. Par cette raison seule, il est amené à se dépouiller de son caractère clandestin. Avant même qu'elle ait remporté ses premières victoires, la révolution « légalise » des meetings social-démocrates improvisés sur les places publiques et devant les portes des usines où retentit, en toute liberté, la parole socialiste. L'organisation fait des progrès simultanément. Toute action ouvrière laisse derrière elle, comme résultat inévitable, un groupement des ouvriers conscients. Ces ouvriers prennent tout naturellement l'initiative de lier politiquement les ouvriers des usines et des fabriques avec l'organisation centrale du Parti de l'endroit, répandent des écrits socialistes, procurent des orateurs, centralisent les cotisations, etc. L'existence de ces groupes de districts et de quartiers et de leurs comités contribue à démocratiser l'organisation du Parti. La masse de militants a la possibilité de déterminer la direction de l'action du Parti, apprend à s'intéresser vivement aux discussions provoquées par lui. Le nombre de publications social-démocrates (des proclamations, des feuilles volantes, des

bulletins, des résolutions et des journaux) sorties des imprimeries clandestines, en Russie même, est incalculable. Pour caractériser cette énorme quantité, prenons, au hasard, quelques chiffres. Ainsi le comité de Tiflis, à lui seul, a fait paraître du 9 mars au 18 mai 1905, en langues géorgienne et russe, 96.000 exemplaires. *L'Union de Crimée*, adhérant au Parti, en a publié, pendant les premiers trois mois de l'année 1905, 163.000 exemplaires; le Comité du Caucase, 135.000; celui de Twer, 54.000; celui de Moscou (15 juin-15 août), 78.000. Ce ne sont que les éditions des Comités régionaux. N'entrent pas en ligne de compte les publications et les journaux parus à l'étranger et répandus à profusion par le Comité Central.

Voici par exemple les publications enregistrées de l'*Iskra* (l'*Étincelle*), paraissant à l'étranger. Ce journal compte dans son numéro du 1er juin 1905, 180.000 exemplaires reçus par lui de vingt-trois organisations locales.

Deux semaines après, le 15 juin, il enregistre de nouveau 170.000 exemplaires émanant de 21 organisations. Encore deux semaines, le 1er juillet, 230.000 exemplaires provenant de 30 organisations sont enregistrés. Le 15 juillet suivant, 320.000 exemplaires de publications nouvelles de la part de 42 organisations. Du 1er au 13 août, l'Iskra enregistre 75 publications parues en Russie; du 13 au 29 août, 43; du 29 août au 10 septembre, 56; deux semaines après, 63 publications et 225.000 exemplaires, etc. Il faut noter que cette statistique est très incomplète. Encore y manque-t-il les publications des organisations nationales du P. S. D. O. R. (Le Parti social-démocrate Polonais, les Lettons et les Bounde).

En même temps, nombre d'organisations trouvent le moyen de faire paraitre des journaux : L'Union du Caucase, les Comités de Tiflis, d'Odessa, de Moscou, de Kazane, d'Irkoutsk. Tous ces comités ont leurs organes bien imprimés, ayant en vue un public assez étendu. Le Comité Central, en dehors du « Prolétaire », paraissant à l'étran-

ger, publie en Russie même un journal ouvrier; « L'Ouvrier » et l'organe Iskra, comme nous l'avons déjà dit, se complète d'un organe populaire : « Le Social-Démocrate ».

La sphère d'action du Parti s'étend, en même temps qu'augmente l'intensité de cette action. Le Parti prête une attention particulière à l'action chez les paysans, dans l'armée et dans la flotte.

Nous avons déjà cité plus haut des faits de cette nature. Dans le bassin de la Volga, le comité de Saratoff se voue tout particulièrement à la propagande dans les campagnes. En août, il arrive, avec l'aide des autres comités de cette même région, à réunir une conférence spéciale « des ouvriers de la Région de l'Est. »

C'est d'un succès considérable qu'est couronnée l'action menée dans les campagnes par la section lettonne du P. S. D. O. R. et par les organisations du Caucase. Les succès étonnants de ces dernières ont été démontrés par le fait de la révolte ouverte des paysans de Gourie et Iméretie, au cours de laquelle toutes les anciennes autorités furent chassées. Un nouveau pouvoir révolutionnaire fut organisé par le peuple, sous la direction de la social-démocratie qui, seule, était maîtresse de la situation, jusqu'à l'arrivée des troupes conduites par Alikhanoff. L'influence prépondérante de la social-démocratie au Caucase ressort également de la composition de la représentation de ce pays dans toutes les trois Doumas.

La propagande et l'organisation dans l'armée et dans la flotte, favorisées par la destruction de la discipline séculaire de la caserne, à la suite du contact permanent des soldats avec la population soulevée des villes et des campagnes, a pris des dimensions inusitées. La révolte du cuirassé « Potemkin » se trouvant en relations avec l'*Union* de la Crimée, adhérente au Parti, en est la meilleure preuve. Le rôle qu'y ont joué les représentants officiels de notre Parti en est une autre. Ces événements se placent dans la période précédant les journées d'octobre.

Dans celle qui les a suivies, toute une série de révoltes des soldats et des marins démontraient l'immense travail d'organisation et de propagande de notre Parti dans ce milieu. Des proclamations spéciales, des brochures et des journaux adaptés à la propagande parmi les soldats et les matelots, représentent une partie considérable des publications de nos organisations.

En même temps, se développe et croît l'influence de la social-démocratie dans les organisations à la fois professionnelles et politiques (Les Unions), où se groupaient les intellectuels des villes et des campagnes. Tandis qu'une de ces associations — celle qui groupait les avocats, les professeurs des Universités, etc. — se disant en dehors de tout parti, organise les éléments aisés dans les cadres des « Cadets », d'autres associations se recrutant parmi les éléments qui, par leur situation, relèvent du prolétariat et de la paysannerie — celles des employés de commerce, des instituteurs, des agents des chemins de fer — suivent attentivement les indications de la social-démocratie, acceptant ses mots d'ordre et coordonnant son action avec celle de cette dernière.

Cette influence s'est surtout manifestée à l'occasion de la réouverture des Universités. Au début de l'année académique, en septembre, les deux fractions de la social-démocratie ont fait appel aux étudiants pour mettre fin à la grève générale, qui durait depuis le commencement de l'année et ouvrir les portes des Universités, devenues autonomes, pour des meetings populaires. Dans son appel « à toute la jeunesse studieuse », le Comité Central disait : « Vous devez vous réunir dans les villes universitaires. Vous devez user de vos auditoires comme des tribunes pour dénoncer le gouvernement... Vous profiterez des auditoires et de tous les avantages que présentent les écoles supérieures pour commencer immédiatement avec le prolétariat la préparation d'un soulèvement armé, la seule issue possible de la Révolution russe... Arrangez-vous de

sorte que le gouvernement se rappelle avec regret du passé récent où vous n'avez fait que la grève. »

La tactique proposée par la P. S. D. O. R. fut du coup acceptée par un nombre considérable d'étudiants. Et les universités, dès leur réouverture se transformèrent en des clubs révolutionnaires communs où les ouvriers venaient en masse, pour entendre les orateurs des divers partis révolutionnaires. Dans l'œuvre de la préparation de la grève générale d'octobre les meetings universitaires ont joué un rôle considérable.

A ce moment, la question du soulèvement armé, ainsi que nous l'avons vu, fut à l'ordre du jour de notre parti. Elle décidait de son attitude vis-à-vis de la concession du tsarisme qui consistait dans la convocation d'une assemblée consultative qui aurait été composée des représentants des propriétaires fonciers et de la haute bourgeoisie. Le manifeste convoquant cette assemblée pour janvier 1906 fut publié en août, et, de ce moment, se place au premier rang dans les discussions politiques.

Les deux fractions du parti se divisèrent. Les partisans du 3e Congrès et du Comité central se prononcèrent pour « le boycottage » de cette assemblée, les partisans de l'*Iskra* contre. Parmi ces derniers il s'en trouva quelques-uns qui proposèrent de confier les voix du prolétariat, privé du droit de suffrage, aux représentants du libéralisme avancé.

Pour élaborer une tactique uniforme pour toute la socialdémocratie, fut convoquée, en septembre, une conférence à laquelle ont pris part les représentants de deux tendances du parti : le représentant du Comité central (« majoritaires »), de la Commission d'organisation (« minoritaire »), le représentant du Bounde, celui du parti socialdémocrate de la Pologne et de Lithuanie, des socialdémocrates lettons et de ceux de l'Oukraïna.

A adhéré à la résolution adoptée par la Conférence, dans l'esprit des « majoritaires », et conseillant « le boycottage », l'organisation socialdémocrate arménienne. N'a pas

adhéré à cette résolution, seulement le représentant des « minoritaires », dont l'organe *Iskra* critiquait véhémentement cette résolution, après sa publication.

Jusqu'aux journées d'octobre cette résolution des partisans du boycottage fut la base de toute l'agitation du parti.

Elle inspirait les proclamations lancées par les organisations participantes à la Conférence. Dans ce même esprit fut élaboré par le Comité central un projet de résolution, que nos militants proposaient dans les réunions et les meetings populaires.

L'agitation des partisans du « boycottage » a été un élément essentiel dans la préparation du mouvement d'octobre. Elle a compromis irrémédiablement l'idée de la Douma-Bouliguine aux yeux des masses populaires, ainsi que la politique de compromis libéral, avant même que la défaite du tsarisme fût proclamée par lui-même dans son manifeste du 17/30 octobre.

La question de l'attitude vis-à-vis de la Douma convoquée par le tsar fut de nouveau posée quelques mois après lorsque l'écrasement de l'insurrection de décembre permit au gouvernement de se charger de la convocation de la représentation populaire. Cependant les événements d'octobre et de décembre ont eu comme résultat que le gouvernement n'a pas même osé songer à une assemblée ayant exclusivement un caractère consultatif. Il n'a pas osé non plus priver complètement du droit de suffrage la démocratie des villes et des campagnes, ce qui fut la caractéristique de la Douma du 6 août.

III. — La Social-démocratie en octobre-décembre.

Nous ne pouvons donner ici qu'une faible idée de l'action immense développée par la social-démocratie pendant ces trois mois où elle a atteint son apogée. Seule une enquête détaillée et spéciale entreprise par gouvernement, de ville en ville et par villages, embrassant toutes les classes de la population, tous les métiers, toutes les professions, les ouvriers, les matelots, les agents des chemins de fer, les employés des postes et télégraphes, les journaliers des villages et les Cosaques, aurait pu établir la mesure de l'influence et le rôle organisateur de la social-démocratie à cette époque. Ce qui est également impossible à établir dès maintenant, c'est le nombre de victimes que le prolétariat a apportées sur l'autel de la Révolution.

Dans cette guerre civile, le manifeste du 17/30 octobre ne fut qu'un chaînon et un point de départ. Il décidait de la destinée de la Russie. Le prolétariat y joue non seulement le rôle de combattant d'avant-garde. Il est aussi la seule force révolutionnaire organisée, le noyau autour duquel se cristallisent tous les éléments capables de résistance au pays. Les mots d'ordre, les méthodes d'action, la tactique du prolétariat se couvrent avec les mots d'ordre, les méthodes et la tactique de la Révolution. En dehors du prolétariat, du côté des adversaires du tsarisme, il n'existe aucun groupement qui pourrait rivaliser avec lui ou, au moins, se ranger à côté de lui, comme force indépendante. Et le vaste mouvement paysan embrassant plus de moitié de la Russie ne forme que l'arrière plan à la politique méthodique du prolétariat.

Le peuple soulevé a trouvé dans le prolétariat le repré-

sentant réel de ses intérêts. Mais le prolétariat lui-même a, dans cette mémorable période, trouvé dans le Conseil des Députés ouvriers la forme de direction de la lutte populaire.

La grève générale d'octobre, arrachant au tsarisme les promesses d'une Constitution, a mis à l'ordre du jour la question de la conquête du pouvoir politique. Ce problème fondamental de la Révolution se dissimulait au début sous la mise en demeure de tenir les promesses données. De leur côté les libéraux cherchaient à faire tenir tout le mouvement dans les cadres du manifeste. Mais la logique des événements posait nettement, en déchirant tous les voiles, la question : dans quelles mains doit se trouver le pouvoir. Pour le prolétariat, ce problème a posé la question de la lutte armée contre l'ancien régime.

Les Conseils des Députés Ouvriers apparaissaient à la fois et comme des organisations de la lutte décisive pour le pouvoir et comme des embryons d'un nouveau pouvoir révolutionnaire.

Simples comités de grève au début, ils se développent avec la classe ouvrière et la révolution elle-même. Bientôt, ils se dressent devant le tsarisme et la bourgeoisie apeurée, comme l'incarnation de la volonté des quartiers populaires. Tout en se tenant, au point de vue formel, en dehors des partis politiques, les Conseils des Députés Ouvriers, en réalité, furent les organes de la politique du parti social-démocrate ayant dans son milieu une portion considérable de membres du Parti (1).

Il y a plus. Dans nombre de localités. (La région du nord-ouest en Pologne, partiellement à Moscou), le rôle de conseils fut rempli par des comités locaux du parti ou par la Fédération de ces comités.

(1) Ainsi 80 o/o des prévenus à cause de leur participation aux Conseils déclaraient appartenir au Parti. Ce même rôle a amené le premier président du Conseil des Députés Ouvriers, qui ne fut aucunement lié par des traditions de parti et n'ayant pas des convictions fermes, à se déclarer membre du Parti !

La politique des conseils ainsi que celle du parti fut la suivante. Elle profitait de la demi-liberté arrachée au tsarisme et de sa désorganisation pour préparer les masses à la lutte décisive et inévitable avec les forces contre-révolutionnaires. Les conseils et le parti commencèrent par prendre de vive force et de leur propre initiative les libertés promises, mais ajournées : la liberté de réunion de la presse, de la parole. Ils reclamèrent l'armement du peuple en milices. Ils réalisèrent l'alliance du prolétariat avec tous les éléments opprimés de la population. Ils cherchèrent à lier entre eux tous les Conseils des députés ouvriers de la Russie. En dehors de cette action générale, comme suite de l'action politique et comme résultat du rôle qu'y a joué le prolétariat, l'action économique et la lutte pour des améliorations partielles se développent également. Cette dernière prend immédiatement la forme de la revendication de la journée de 8 heures. Il en résulte en même temps un développement grandiose des organisations professionnelles.

L'action du parti se manifeste partout. La parole du propagandiste social-démocrate retentit dans chaque fabrique, dans toutes les réunions. Les social-démocrates créent des organisations dans les campagnes. Ils font surgir des clubs ouvriers. Tous les soirs les organisations se réunissent. Le parti est occupé de l'organisation des groupes de combat, de l'acquisition des armes, de l'organisation de la résistance armée aux « bandes noires » (« les cents noirs »).

Des quotidiens social-démocrates commencent à paraître dans tous les grands centres. Saint-Pétersbourg à lui seul en possède trois : « La Nouvelle Vie », « Le Commencement », (« Natschalo »), remplissant le rôle des organes du parti et un journal populaire sous le titre : « La Gazette Russe » ; Moscou en a deux, etc. Le tirage de chacun dépasse 50.000 exemplaires. L'action de la propagande par écrit est transportée de l'étranger en Russie.

Son extension prend des proportions inouïes.

Selon le bibliographe russe le plus réputé, le nombre des publications social-démocrates et économiques parues depuis octobre 1905 jusqu'en avril 1906 fut de 1.600 représentant des millions d'exemplaires. Selon ces mêmes données, 1.000 de ces publications relèvent du parti social-démocrate, 400 émanent des socialistes-révolutionnaires et 200 appartiennent aux libéraux. Le *Manifeste des Communistes* paraît simultanément en six éditions comprenant un million d'exemplaires. Ces chiffres en disent assez pour illustrer les résultats de la liberté de la presse conquise par la social-démocratie.

S'étant avidement assimilé la parole socialiste, de plus en plus étroitement groupé dans les Conseils des députés ouvriers, le prolétariat devient de plus en plus menaçant. Ses liens avec les autres classes de la population s'affermissaient chaque jour davantage. Les attaques contre n'importe quelle fraction de l'armée révolutionnaire augmentaient sa cohésion.

En traduisant devant les Conseils de guerre les marins de Cronstadt et en déclarant l'état de siège pour la Pologne, le comte Witte a provoqué la grève de novembre qui, à Saint-Pétersbourg, a plus réussi que celle d'octobre (1). Cette grève avait en outre comme objet une protestation contre l'arrêt de mort prononcé contre les matelots et a provoqué toute une série de révoltes parmi les soldats et les marins.

Par son interdiction de l'organisation de l'*Union* des Postes et Télégraphes, Dournovo provoque la grève immédiate des Postes et des Télégraphes sur tout le territoire de la Russie et l'adhésion de l'*Union* au Conseil des députés ouvriers. Le bruit de la traduction devant un conseil de guerre d'un ingénieur présidant un meeting à *Kouchka*, à

(1) Le jour où le Conseil des députés ouvriers a donné l'ordre de terminer la grève, le nombre des grévistes fut de 104.597 s'étendant sur 452 usines. 74 avec 14.635 ouvriers avaient repris le travail les jours précédents.

la frontière des Indes, menace de déchaîner une nouvelle grève des chemins de fer.

Vers le milieu de novembre, le gouvernement a pu constater que le prolétariat, qui l'a privé des chemins de fer en octobre, des Postes et Télégraphes en novembre, menaçait de lui arracher son dernier appui, l'armée.

Préparé par notre Comité de Sébastopol, un soulèvement éclate, le 15 novembre dans la flotte de la Mer Noire qui, sous le commandement de l'ancien lieutenant Schmidt, réclamait la convocation d'une constituante. Les télégraphes sont aux mains de la Révolution. En privant Tscharskoe-Sielo, la résidence du gouvernement et de l'empereur, des communications avec Saint-Pétersbourg, il apporte au Conseil des Députés des Ouvriers de la capitale, le 7, la nouvelle d'un soulèvement militaire à Kiew, le 20 la même nouvelle de Piatigorsk et d'Ekaterinodar, le 23 de Charkow, de Taschkent, de Tiflis, de Riga, de Moscou, d'Orel, etc, etc. Le conseil devient de plus en plus le centre de la Révolution russe, qui ne croit plus aux manifestes de Witte, mais continue par chacun de ses actes sa confiance en le prolétariat organisé ! Il est entré déjà en relation avec l'*Union des Paysans* dont la voix acquiert une grande autorité à la lueur des propriétés incendiées dans la moitié des districts de la Russie de l'Europe ; des délégués ont été en mission dans le Midi et dans l'Est de la Russie. Il a publié un manifeste aux soldats et préparé un manifeste « financier », invitant toute la population à retirer son argent des caisses d'épargne attachées à la Banque d'Etat, de cesser les payements, etc.

Le gouvernement s'empresse de prendre l'offensive tant qu'il a avec lui les régiments de la garde impériale. Le 27 novembre, il arrête le président du Conseil des Députés ouvriers de Saint-Pétersbourg. En réponse, le Conseil vote une résolution invitant le prolétariat à continuer la préparation du soulèvement armé. De son côté, le gouvernement proclame l'état de siège des gouvernements de

Liflande, de Saratoff, de Tchernigoff, de Pensa, de Simbirsk, de Kiew, etc., décide des mesures draconiennes concernant les grèves des cheminots et des Postes et Télégraphes, donnant plein pouvoir aux autorités locales, envoie des troupes pour châtier les paysans en révolte, ordonne l'arrestation des meneurs des grèves et des mouvements agraires. Le 3 décembre enfin, il arrête tout le Conseil des Députés ouvriers.

Ce coup de force gouvernemental est précédé par la suppression de 8 journaux quotidiens à Saint-Pétersbourg dont 3 social-démocrates qui ont publié le manifeste sur « le boycottage » financier (retraits des fonds des caisses d'épargne et cessation des payements, etc.)

Le Comité central du Parti qui a signé ce manifeste (1) avec le Conseil des Députés ouvriers et l'Union des Paysans savait pourtant que ce boycottage ne saurait être une arme de « la résistance passive » : Il le considérait comme un acte de guerre forcée en réponse à l'attaque de la réaction. Par cette raison, à la dernière séance du Conseil, notre représentant a proposé de déclarer une grève politique. Le Conseil n'a pas pu prendre de résolution, interrompant sa séance pour aller à la prison. Mais deux jours après, ce mot d'ordre fut exécuté par Moscou dont le Conseil déclarait dans sa résolution : Déclarer le 7 décembre à midi une grève générale politique et faire des efforts *pour la transformer en soulèvement armé.*

Cette résolution fut adoptée par le nouveau Conseil organisé à Saint-Pétersbourg et par les délégués de 29 lignes des chemins de fer. L'appel « Au peuple tout entier », signé par le Comité Central des P. S. D. O. R., le Conseil des Députés Ouvriers de Saint-Pétersbourg fut contresigné par le *Bounde* et le Parti Socialiste-Révolutionnaire, et ré-

(1) Son action immédiate fut que pendant le mois de décembre les entrées dans les caisses de la Banque d'Etat ont diminué de 4 millions de roubles.

suma la situation en réclamant la convocation d'une constituante par la voie révolutionnaire.

Pour donner une idée de l'immense mouvement des grèves pendant les trois derniers mois de l'année 1905, nous publions ci-dessous la statistique officielle du Ministère du commerce et de l'industrie, qui ne donne que des chiffres incomplets, attendu que ces chiffres ne se rapportent qu'à l'industrie des objets fabriqués se limitant au domaine soumis au contrôle de l'inspection ouvrière. N'y entrent, par conséquent, pas les grèves des chemins de fer, celles des mines, des arsenaux maritimes, des ateliers militaires, des ouvriers des services des ministères des finances, les grèves en Sibérie, dans l'Asie Centrale, etc., etc. Même pour les grèves comprises par la statistique, les chiffres, selon l'aveu du ministère lui-même sont au-dessous de la réalité.

Il faut donc tenir compte de toutes ces observations pour apprécier la valeur du tableau que voici.

Le nombre général des grèves.

	Octobre	Novembre	Décembre
	—	—	—
Nombre des grèves.....	2.846	1.342	2.266
Nombre des grévistes...	518.752	325.534	433.140

Pour avoir une idée claire de la valeur de ces chiffres, il suffit de dire que pendant les dix années précédentes (1895-1904), la moyenne annuelle des grèves fut de 176 et celle des grévistes 43.125.

Le chiffre des grèves politiques en décembre démontre clairement que l'appel du Parti a trouvé un accueil favorable dans les masses prolétariennes. La grève embrassait non moins de 40 villes et presque tous les chemins de fer sauf le réseau de Saint-Pétersbourg. Cette dernière abstention s'explique par le fait que dans le dernier les éléments libéraux ont joué un rôle prépondérant et non le prolétariat. Elle a permis de faire envahir Moscou, au

moment même de l'insurrection, par des gardes impériales qui ont décidé de son sort.

La grève victorieuse d'octobre avait sa valeur en elle-même. Celle de novembre avait le caractère d'une démonstration ranimant le courage de la population. Mais la grève de décembre ne fut que la préface de l'insurrection et se confondit avec elle. Les Régions-Frontières (les Okraïna) étaient déjà en pleine insurrection, lorsque les organisations de Pétersbourg et de Moscou proclamèrent la grève de décembre. Cette dernière a fait adhérer à l'insurrection le Centre et le Midi de la Russie. En même temps, la Révolte éclate à Moscou, dans le bassin du Don, le long de la ligne des chemins de fer de la Sibérie, et les troupes revenant de Mandchourie entrent en rapports avec les Conseils des Députés Ouvriers locaux, avec les Comités des Cheminots et avec ceux du Parti. Toute une série des villes, sans parler des villages à population ouvrière étaient aux mains des ouvriers soulevés (Noworossiesk, Nicolaew, Ekaterinoslaw, Tchita, Krasnojarsk, nombre de localités dans les régions de la Baltique, tout le Caucase occidental).

Nous ne pouvons pas apprécier à cette place toute la valeur de la Révolution de décembre et en dégager les enseignements. Il suffit pourtant de noter que l'attitude héroïque et consciente de sa responsabilité du prolétariat russe dans la lutte armée avec les troupes régulières et irrégulières du tsarisme a déjà provoqué chez quelques représentants de la pensée socialiste en Occident la révision de la théorie de l'impossibilité de la lutte armée avec les forces supérieures, au point de vue technique, de l'Etat moderne.

La direction politique du prolétariat pendant la révolution russe aboutissait également à la direction technique de l'insurrection. Nous ne voulons aucunement prétendre que notre Parti était prêt pour le rôle qui lui fut assigné. Mais nous pouvons affirmer, sans hésitation, que le prolétariat socialiste a montré suffisamment d'habileté et de

sang-froid pour transformer les victoires des hordes de cosaques et des officiers de la garde en victoires à la Pyrrhus.

Les organisations de combat de la social-démocratie furent partout le noyau des masses soulevées.

Obligé d'accepter le combat au moment où la démoralisation de l'armée n'a donné que ses premiers résultats, ne pouvant pas encore faire tomber le mur séparant l'élément prolétarien, citadin de l'armée, de celui des campagnes, de l'élément paysan, abandonné par le libéralisme dans toutes ses nuances (qui a été effrayé à la fois par ses revendications politiques et économiques), ayant dans la paysannerie non une armée de réserve participant au mouvement général, mais un appui inorganique et aveugle en face de toute la bestialité, la servilité, la cruauté sauvage et sanguinaire accumulée par des siècles de domination absolutiste, se heurtant à toutes les perfections de la technique moderne, mettant aux mains du tsarisme les mitrailleuses et les trains blindés — le prolétariat fut écrasé, plus exactement fusillé.

Pour maintenir son pouvoir, le tsarisme a été amené à traverser le pays en conquérant étranger. Il s'est présenté devant la première Douma avec 14.000 assassinés, 1.000 exécutions et 20.000 blessés, accompagnés de 70.000 arrestations, expulsions, avec tout un cortège d'hommes et de femmes voués à la torture, à la mort lente...

De notre Parti, nous pouvons dire ceci : Ayant donné le mot d'ordre de la résistance jusqu'au bout, il a été partout où se trouvait la masse prolétarienne. Des centaines et des milliers de ses membres sont couchés là où reposent les représentants héroïques du prolétariat : sur le champ de bataille.

L'opinion publique libérale a fait au prolétariat l'aumône de sa sympathie frelatée. La tactique prolétarienne a, par contre, provoqué son indignation. Elle s'est fait une arme de sa défaite, au même titre qu'elle aurait exploité sa victoire. Elle cherchait à s'emparer des masses populaires.

Mais, bientôt, les événements ont prouvé que les journées de décembre n'ont fait que raffermir les liens existant entre le prolétariat et la social-démocratie.

Dans le feu de la guerre civile, la contre-révolution a trouvé sa base sociale. Elle se donne comme tâche la restauration complète de l'ancien régime. Sur ce chemin, elle ne trouve qu'un seul obstacle, le fait de révolte de décembre, le libéralisme dans toutes ses nuances ne pouvant présenter une résistance sérieuse. Même écrasée, cette insurrection a empêché de trahir *toutes* les promesses données. Le gouvernement fut obligé de convoquer la Douma, tout en essayant de faire d'elle un moyen de pacification du pays.

Les Elections a la première Douma et la fête du premier mai 1906

La révolte de décembre n'a pas permis au gouvernement de l'ancien régime de renoncer à la convocation de la première Douma, mais l'écrasement de cette révolte a mis cette convocation à la merci de son arbitraire. Au cours de la troisième journée du soulèvement de Moscou, fut publié le décret augmentant en comparaison avec la loi du 6 août (Constitution Bouliguine), le nombre d'ayants-droit au suffrage. Après l'écrasement de l'insurrection, toute l'activité constitutionnelle de l'autocratie se bornait à limiter et à rendre inoffensive la représentation qu'elle a été obligée de convoquer.

Voici les faits saillants de cette législation autocratique, créant à la veille de la réunion de la Douma « les lois fondamentales de l'Empire russe ». Sur 87 gouvernements et provinces de l'Empire, 80 étaient gouvernés sur des bases spéciales, dont 39 furent déclarés en état de siège. Nous avons déjà dit le nombre de citoyens arrêtés et exilés. Dans les régions de la Baltique, du Caucase, en Pologne, en Sibérie, sévissent des pelotons d'exécution, dits « des expé-

ditions d'exécution ». Les tribunaux militaires sont en pleine activité. Les arrêts de mort se comptent par centaines. La presse révolutionnaire est complètement étouffée. Tous les partis révolutionnaires et même ceux de l'opposition sont obligés de quitter le grand jour pour devenir des associations secrètes et illégales.

Voilà comment le gouvernement du comte Witte, privant, au surplus, la future Douma, par ses « lois fondamentales », de tout pouvoir, a invité la population à aller aux urnes électorales !

Dans le Parti, la question de la tactique à employer vis-à-vis d'un gouvernement cherchant à masquer son despotisme par un semblant de Constitution, a provoqué une vive discussion. La majorité des membres du Parti s'est prononcée pour le boycottage des élections, comme seule forme digne du prolétariat, de protestation contre les méthodes tsaristes de « renouveler » la Russie. Elle demandait également la convocation de la Constituante.

Le boycottage fut la démonstration éclatante de l'attitude du prolétariat vis-à-vis de l' « œuvre constitutionnelle » de l'autocratie. C'est la forme de lutte, appropriée aux circonstances, ayant pour but d'*empêcher* le tsarisme de prendre en ses mains rougies du sang populaire, la convocation de la première assemblée représentative en Russie !) Par le boycottage, le prolétariat indiquait que malgré la défaite de décembre, il se plaçait toujours sur le terrain de la lutte immédiate pour la conquête du pouvoir et qu'il ne se voyait pas contraint de céder le terrain.

Le gouvernement — fait significatif ! — menaçait de prison le boycottage des élections quasi-parlementaires créé par la monarchie aux abois et sur lequel, de toute façon, la bourgeoisie libérale engageait le peuple révolutionnaire.

Enfin le boycottage seul combattait efficacement les illusions constitutionnelles, les tentatives tendant à faire reculer indéfiniment la préparation de la lutte révolutionnaire

directe pour la conquête du pouvoir. Ce sont elles qui caractérisent toute la campagne ayant pour point de départ la confiance dans la Douma. C'était le fond de la tactique du libéralisme.

La situation générale fut si nette que pas une voix ne s'était, dans le parti, prononcée pour les élections à la 1re Douma. Avec la tactique de « boycottage actif » proposé par les « majoritaires », qui s'étendait sur tous les degrés des élections, ne rivalisait que la tactique proposant de prendre part aux premières phases (l'élection des délégués) et de ne commencer le boycottage qu'après cette opération, en transformant, au possible, les réunions de délégués en Comités locaux populaires et ouvriers. Cette tactique de demi-boycottage, essentiellement contradictoire, n'a pas trouvé d'écho dans les milieux ouvriers et est restée sans influence appréciable.

Par contre, la tactique de boycottage intégral, malgré l'autonomie des groupes dans cette question, a été adoptée par l'immense majorité des organisations locales. Les organisations nationales du P. S. D. O. R. ont complètement adhéré à cette tactique réalisant l'unanimité dans cette question. Elle a trouvé un immense écho dans le prolétariat malgré les mesures spéciales du gouvernement contre la propagande du boycottage et la propagande active de la presse libérale, la seule qui pouvait paraître ouvertement. Cette presse cherchait à compromettre la socialdémocratie et sa tactique.

On manque de données exactes sur l'extension du boycottage. Il fut rigoureusement appliqué dans les centres industriels. (Saint-Pétersbourg, Odessa, Ivanowo-Vosnensjiensk, Karkhow, la Pologne et la Lithuanie). Ce fait confirme la thèse générale que le boycottage était la protestation contre la comédie constitutionnelle de Witte de l'élément le plus conscient et le plus révolutionnaire de la classe ouvrière, retrouvant son rôle de combattant le plus perspicace de la révolution et du guide naturel des autres

portions de la démocratie révolutionnaire. Ces dernières ont pu se convaincre pendant la session de la 1re Douma de la justesse des considérations qui ont déterminé le prolétariat à adopter la tactique du boycottage.

50 o/o des citoyens ayant le droit de vote dans les fabriques et les usines (selon la loi, la fabrique ou l'usine occupant 50 ouvriers et plus formait l'unité électorale) ont refusé de participer à toutes les phases électorales.

En Pologne, le boycottage fut général. Pas une fabrique du gouvernement de Varsovie, de Tchenstochowo, de Sgerge, etc., n'a pris part aux élections. A Varsovie même sur 114 fabriques ont pris part aux élections, 4, à Lodje 5 sur 143 et ainsi de suite.

Dans les autres 50 o/o des fabriques russes, une partie peu importante participait aux élections. (Comme règle générale, sur 2.000 ouvriers 150 prenaient part aux élections, sur 3.200, 400 (St-Pétersbourg.) On peut les estimer à 10 o/o du total des ouvriers occupés à ces fabriques. Et si l'on tient compte de la totalité de cette partie de la classe ouvrière qui participait aux élections, ce chiffre doit être diminué de moitié. Le nombre des non boycottistes est partout insignifiant.

Cependant, conformément à la loi qui autorise à n'importe quelle fraction des ouvriers de procéder aux élections pour la totalité des ouvriers d'une fabrique, le nombre des députés ouvriers ne fut pas moins de 14 (1).

La force d'attraction exercée par la Social-démocratie sur la classe ouvrière apparaît dans ce fait que, malgré la non-intervention de notre organisation dans les élections, les cahiers de revendications donnés aux députés ouvriers par les délégués reproduisent celles du programme social-démocrate, et parfois l'acceptent intégralement (le gouvernement d'Ekaterinoslaw).

(1) De 46 gouvernements, dans lesquels la loi électorale du 11 décembre accorde le droit de vote aux ouvriers, 18 ont envoyé, entre autres, des représentants des ouvriers.

Cette influence de la Social-démocratie que 10 membres du groupe formé à la Douma — ce groupe en contenait 14 — ont choisi comme chefs les députés du Caucase élus, *dans la suite*, comme des députés officiels du P. S. D. O. R. et ont formé avec eux la fraction social-démocrate de la 1re Douma. Leur déclaration fut signée par 16 députés ultérieurement.

Il est à noter, pour l'éclaircissement de ce fait, que les élections de la Sibérie et du Caucase ont eu lieu plus tard que celles du reste de la Russie. A cette époque, étant donné les résultats généraux des élections, a eu lieu le Congrès unitaire de Stockholm, qui a reconnu l'utilité de la participation aux élections avec des candidatures purement social-démocrates.

Ainsi au Caucase et en Sibérie le Parti a participé officiellement aux élections. Le succès fut brillant. Sans parler de la *curie* ouvrière qui partout a désigné les social-démocrates comme délégués ouvriers, la social-démocratie a remporté la victoire à Tiflis, à Batoum, à Koutaïs. Tous, les trois députés du gouvernement du Koutaïs et un de celui de Tiflis furent social-démocrates.

Cette éclatante victoire ne fut possible que grâce à cette circonstance que la petite bourgeoisie a voté dans les villes pour « le Parti Ouvrier » ainsi que les paysans dans les provinces.

A titre d'exemple, nous constatons qu'à Tiflis le P. S. D. O. R. a obtenu 8.078 voix tandis que l'ensemble des autres partis (cadets, radicaux, nationalistes, cents noirs) n'en a réuni en tout que 3.577. Dans le gouvernement de Koutaïs tous les 225 délégués paysans furent des social-démocrates. Le district d'Akomolinsk a donné au parti une brillante victoire. Un social-démocrate fut élu à Omsk.

Le plus grand nombre des élections eurent lieu en avril. L'agitation électorale, l'élan donné par la campagne électorale s'est communiqué à la préparation de la fête du 1er mai, qui cette année a pris une extension inusitée en Russie.

Le 1er mai de 1906 fut universellement considéré comme un fait de premier ordre, comme preuve de l'inépuisable énergie révolutionnaire du prolétariat que la contre-révolution la plus acharnée est impuissante à briser. Toute la presse reptilienne a jeté le cri d'alarme à l'occasion de « cette mobilisation inouïe de la Révolution. »

En effet, des grèves accompagnées par d'immenses meetings ont eu lieu dans les grands et petits centres industriels. De nouveau les magasins se fermèrent, les tramways s'arrêtèrent et les journaux ne parurent plus.

Le tableau suivant qui ne concerne que les grèves politiques en donnera une idée approximative :

Nombre des grèves politiques.

(les russes fêtent le 1er mai, selon le vieux style, le 19 avril.)

Mars : 92; Avril : 1.026; Mai : 449; Juin : 86.

Nombre de grévistes :

Mars : 28.538; Avril : 152.476; Mai : 93.854; Juin : 11.112.

Ces chiffres ne touchent pas toute une série de grandes entreprises industrielles (chemins de fer, mines, arsenaux) ni les régions suivantes : le Caucase partiellement, la Sibérie, l'Asie centrale et autres. Une statistique complète montrera le degré étonnant de l'extension de la fête internationale dans les milieux ouvriers russes. Nous arriverons au même résultat en comparant les chiffres de l'année 1900 avec ceux de 1906. C'est aussi la preuve des succès du P. S. D. O. R.

IV. — Le Congrès unitaire de Stockholm en avril 1906.

La conférence des majoritaires et des minoritaires en décembre 1905 a chargé les organes centraux de ces deux fractions du parti d'organiser le plus prochainement possible le Congrès sur les bases de la représentation proportionnelle et à raison d'un délégué par 300 membres du parti.

La contre-révolution pendant laquelle eurent lieu les élections des délégués au Congrès, a eu, comme résultat, que le Congrès ne représentait pas les forces réelles du Parti. A ce congrès assistèrent les représentants de 61 organisations locales avec voix délibérative représentant 33, 300 membres du Parti et 22 délégués avec voix consultative. Y ont été présents en outre, les représentants des Comités centraux des organisations social-démocrates nationales. (Le P. S. D. de la Pologne et de Lithuanie, Le Bounde, la social-démocratie lettone). Au premier plan figurait la question de l'Unité.

En dehors de cette importante question dont la solution faisait entrer dans le Parti les dizaines de mille d'ouvriers social-démocrates qui, jusque là, se tenaient en dehors de la vie du Parti, l'ordre de jour comprenait la question agraire, une série de questions de tactique d'une grande actualité (notre attitude vis-à-vis de la Douma, le soulèvement armé, le mouvement paysan, les syndicats, les partis bourgeois, les expropriations) et, enfin, l'élaboration d'un règlement du Parti Unifié.

Le congrès de l'Unité s'est réuni au moment où le Parti, localement uni et presque partout dans l'action, a été très fortement divisé, au point de vue théorique. La défaite du

mouvement de décembre, la convocation de la Douma, malgré le boycottage, enfin, la victoire électorale sur le tsarisme ranimant l'agitation de l'opposition bourgeoise, tout cela a provoqué dans le Parti le réveil des illusions, qui ont complètement disparues à la période du mouvement prolétarien d'octobre-décembre : on se mit de nouveau à rêver « un mouvement d'opposition nationale. » La fraction du Parti qui considérait le boycottage de la Douma comme la suite des « emballements » et des « erreurs » d'octobre-décembre et qui pourtant, en janvier et février, n'était pas encore décidée à opposer au mot d'ordre du boycottage celui de la participation aux élections, en face de la Douma des « cadets » élue malgré le tsarisme — a trouvé utile de reviser les bases de la tactique du Parti dans le sens d'une sorte de constitutionalisme russe.

Le désaccord entre les tendances qui se sont fait valoir au Congrès et ont déterminé son attitude générale, ainsi que celle des organes exécutifs du Parti avec la conscience de la majorité, qui s'est affirmée dès l'entrée des organisations nationales dans le Parti, a amené, dans la suite, de graves complications dans la vie du Parti.

---

a) Le Programme agraire et le Mouvement paysan

La première question qui occupa le Congrès fut la partie agraire du programme du Parti.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, déjà au printemps de l'année 1905, le Parti a reconnu que son programme agraire de 1903 a été dépassé par les événements. Les résolutions du 3e Congrès et de la Conférence, en préconisant la nécessité pour le Parti de soutenir le mouvement paysan jusqu'à la confiscation des terres seigneuriales, celles des monastères, de l'Eglise, des domaines, etc., ont indiqué la direction dans laquelle doit s'élaborer le nouveau programme agraire.

Une vive discussion a fait ressortir la présence dans le Parti de trois courants, sans compter le petit groupe, qui considérait inutile tout programme agraire particulier, lequel, selon l'avis de ce groupe, pouvait être avantageusement remplacé par des résolutions déterminant la tactique à suivre dans le mouvement paysan. Ces trois courants se composaient des partisans : 1° de la nationalisation ; 2° du partage ; 3° de la municipalisation.

En partant de la confiscation déjà caractérisée plus haut, ces trois courants différaient sur la question de savoir à qui confier les terres confisquées. Les partisans de la nationalisation soutenaient que la question ne saurait se poser qu'après la victoire totale de la Révolution prolétarienne et paysanne. A ce moment-là, c'est-à-dire dans la condition de la réalisation d'un régime républicain, la social-démocratie ne doit pas s'arrêter devant la possibilité d'exiger la nationalisation de toute la terre, comme revendication réalisant le maximum de ce que peut donner une révolution bourgeoise et démocratique.

Dans l'esprit de ces camarades, la social-démocratie pourrait trouver dans la nationalisation le meilleur moyen de lier, dans son agitation et dans sa propagande, la lutte des paysans pour la terre avec la lutte politique pour la République, pour la démocratisation totale du régime.

Contre cette idée de la nationalisation, se dressait celle de la municipalisation, c'est-à-dire la transmission des terres confisquées aux mains des organes de l'autonomie locale.

Dans sa critique de la nationalisation, le projet de la municipalisation signalait deux dangers : celui de la concentration dans les mains de l'autorité centrale d'une puissance aussi formidable que la terre nationalisée. Cette puissance peut devenir, dans ses mains, une arme de restauration de l'ancien régime. Le second danger résulterait du réveil du nationalisme des *okraïnas* (les régions-frontières) opposées à la nationalisation.

Mais les auteurs de ce projet voyaient au contraire, dans les grands organes de l'autonomie municipale disposant des terres confisquées, une garantie contre les velléités de restauration du gouvernement central. Ils avouaient par cela l'existence d'un centre gouvernemental réactionnaire au moment même de la suppression de la grande propriété foncière en donnant pour cadre de leur projet une révolution avortée. D'autre part, ils opposaient à l'argumentation des partisans de la nationalisation préconisant la nécessité des vastes expropriations dans la direction de l'abolition de la propriété privée, la possibilité de soulèvements locaux comme en Vendée, en d'autres termes, l'inévitable mouvement contre-révolutionnaire s'opposant à l'intervention de l'État dans la disposition des parcelles des paysans. Enfin, dans le programme de la municipalisation, manquaient les comités paysans révolutionnaires, qui, dans l'esprit des partisans de la nationalisation, formaient des organes directs de la lutte des paysans contre la grande propriété et les administrateurs immédiats des terres confisquées élaborant une loi agraire générale par l'organe de la Constituante.

Les partisans du partage soutenaient que le programme de la social-démocratie à la Constituante devrait être la libre et pleine disposition des terres confisquées par les paysans sous la forme de la propriété privée.

Le résultat de la lutte de tous ces différents points de vue fut l'adoption d'un programme par le congrès qui se prononça pour la municipalisation, tout en faisant de grandes concessions aux partisans du partage, d'une part, et quelques autres aux partisans de la nationalisation, de l'autre. Ce programme fut adopté par 62 voix contre 42.

En dehors du programme, le Congrès adopte une résolution « sur l'attitude vis-à-vis du mouvement paysan » qui, en constatant le caractère petit bourgeois du mouvement et sa valeur révolutionnaire, indique aux militants la nécessité de lier ses revendications économiques avec

nos revendications politiques et de s'efforcer d'affermir les organisations paysannes (les comités paysans, l'Union paysanne indépendante, les Conseils des députés paysans). Elle indique également la nécessité « d'amener les paysans à la conscience de l'urgence du soulèvement armé, se coordonnant avec le soulèvement simultané du prolétariat et de la petite bourgeoisie des villes. » Elle souligne que les revendications des paysans ne sauraient être satisfaites que par la Constituante, et tout en condamnant la tactique du terrorisme agraire, les incendies des propriétés etc., elle recommande le refus du paiement des fermages, de l'impôt, celui du service militaire, le boycottage des institutions gouvernementales et leur remplacement par des institutions électives. Elle recommande enfin l'envoi des cahiers de revendications, des jugements et des délégations à la Douma.

---

b) L'attitude vis-a-vis de la Douma et la formation d'une fraction social-démocrate a la Douma.

Cette question, avec les débats sur « la situation » qui l'ont précédée, fut le point culminant du Congrès. Comme pour les autres questions, deux solutions correspondant aux deux tactiques en lutte dans le Parti furent proposées. Cette lutte, commencée au moment des élections des délégués au Congrès, se prolongea au Congrès même, avec cette différence qu'avant on discutait le boycottage et que maintenant l'objet de la controverse fut l'attitude à prendre vis-à-vis de la Douma elle-même. La social-démocratie se trouvait devant un fait accompli. La majorité de la première Douma appartenait au parti constitutionnel-démocrate.

Cependant, le Congrès n'a pas pu éviter l'appréciation de la tactique du Parti adoptée pendant les élections. Bien que la majorité du Congrès ait rompu avec la tactique du boycottage, toute une série d'orateurs appartenant aux

deux fractions ont déclaré que cette tactique fut la seule possible dans des conditions données et que le boycottage des élections fut l'œuvre, non de telle ou telle fraction, mais des éléments les plus avancés et les plus révolutionnaires du prolétariat.

Les représentants des organisations nationales, du *Bounde* et du Parti social-démocrate Polonais ont déclaré de leur côté que leurs organisations reconnaissent l'utilité et le caractère révolutionnaire de la tactique du boycottage telle qu'elle avait été appliquée dans l'hiver 1906.

Avec non moins de *netteté*, le Congrès a pu constater que la tactique proposée par l'autre fraction du Parti préconisant une sorte de demi-boycottage, dont nous avons parlé plus haut, n'a trouvé nulle part d'écho et est restée inapplicable.

La résolution proposée par « les majoritaires » disait que « seul le boycottage intégral et mené jusqu'au bout, donnera à la social-démocratie la possibilité de soutenir le mot d'ordre de la convocation par voie révolutionnaire d'une Constituante, rendra les « Cadets » seuls responsables de l'impuissance de la Douma et sauvera le prolétariat et la démocratie paysanne révolutionnaire des « illusions constitutionnelles. »

D'autre part, en face de la Douma existante, ayant un caractère d'opposition, cette même résolution proposée par les partisans du boycottage, affirmait que la Douma est destinée à créer indirectement une nouvelle base plus large pour un grand et nouveau mouvement révolutionnaire. Et elle recommandait au prolétariat d'utiliser au dehors la Douma, se tenant prêt pour une nouvelle attaque contre l'autocratie, au moment d'une crise qui pourrait coïncider avec celle de la Douma. En l'absence des candidats du Parti, les partisans de cette résolution déconseillaient la formation d'un groupe social-démocrate à la Douma.

La résolution qui a obtenu la majorité fut proposée par l'autre fraction du Parti. Les camarades qui critiquaient

cette résolution ont relevé les trois défauts que voici : son optimisme exagéré envers la Douma en général et le rôle de celle-ci dans la marche de la révolution, en particulier ; le caractère par trop abstrait de son point de vue, qui envisage ce quasi-Parlement comme institution juridique, mais ne tient pas suffisamment compte de ce fait que la Douma est une représentation de classe, notamment de celles qui sont ballottées entre le désir de s'appuyer sur le peuple et la peur de son action indépendante et révolutionnaire ; la confusion, enfin, du point de vue démocratique, de la Douma, avec le point de vue prolétarien. Le 3e défaut de la résolution est intimement lié au second.

En critiquant la partie de la résolution qui affirme le devoir pour la social-démocratie de dévoiler les inconséquences de *tous* les partis bourgeois, les camarades signalaient l'insuffisance de cette formule, attendu que, disaient-ils avec raison, elle passe sous silence ce fait que seulement en entraînant dans sa lutte, au cours de la révolution bourgeoise, la démocratie paysanne et révolutionnaire, le prolétariat peut faire avancer la révolution, en paralysant ainsi le libéralisme bourgeois.

Pour en finir avec cette résolution, il est à noter que la partie visant les élections qui devaient avoir lieu après le Congrès (au Caucase et en Sibérie) et où le Parti n'a pu poser ses candidats qu'en faisant bloc avec les autres partis, n'a pas rencontré, grâce à cette dernière circonstance, d'opposition de principe.

En résumé, cette résolution a par trop subi l'influence de l'écrasement de la révolution de décembre et celle du succès électoral des « Cadets. »

Se conformant avec cette résolution, le Parti a remporté des victoires électorales au Caucase et en Sibérie en conquérant nombre de sièges. Le Comité central a procédé, après l'apparition des députés du Parti à la Douma, à la réorganisation du groupe ouvrier de la Douma en fraction social-démocrate.

c) L'ATTITUDE VIS-A-VIS DES PARTIS BOURGEOIS.

La résolution sur la Douma fut complétée par celle qui traitait l'attitude du Parti vis-à-vis des autres partis. C'était la question la plus importante et la plus controversée au cours de la Révolution. Elle fut beaucoup débattue devant le congrès dans la presse du Parti. Le convocation de la Douma et l'apparition des partis bourgeois organisés sur la scène politique obligeait les marxistes à déterminer la physionomie sociale et politique, de ces partis et à définir l'attitude de la social-démocratie. Les élections à la seconde Douma qui eurent lieu quelques mois après le congrès rendirent cette question particulièrement palpitante.

Le congrès a eu souvent l'occasion de toucher à la question de la valeur des différents partis dans la Révolution, mais il n'a pas pris de résolution à ce sujet laissant aux organisations centrales le soin de décider de la tactique dans cette question en se conformant avec la résolution du congrès international d'Amsterdam.

L'absence des résolutions précises se basant sur une analyse des partis politiques russes a provoqué après le congrès une série de discussions dans le Parti se rattachant à l'action de la Douma. Le désavantage de cette situation fut d'autant plus grand que les résolutions d'avant le congrès et du congrès lui-même, au sujet de cette question, différaient considérablement entre elles. Tandis qu'une de ces résolutions reclamait en première ligne « d'appuyer toute protestation, toute action de l'opposition pourvu qu'elles soient dirigées contre le régime existant, » une autre ne s'arrêtait pas là en cherchant à définir plus exactement le rôle révolutionnaire et démocratique de la petite bourgeoisie et à l'opposer dans la conscience des masses aux partis libéraux et monarchiques (les cadets) momentanément, au premier plan de l'histoire, en dénonçant leur politique de trahison vis-à-vis de la révolution, leur propagande funeste et corruptrice des moyens exclusivement légaux et des fictions constitutionnelles.

d) Le soulèvement armé et les expropriations.

La question de la Douma et de la lutte sur le terrain quasi parlementaire créé par la constitution du 20 avril n'a pas naturellement effacé pour le congrès la question de la lutte immédiate des masses.

Déjà dans la résolution sur « l'attitude vis-à-vis du mouvement paysan » le congrès a reconnu la nécessité du soulèvement armé, comme le seul moyen d'atteindre le but immédiat du Parti, la convocation d'une Constituante. La mise à l'ordre du jour de la question signifiait l'urgence pour le parti de faire le bilan des événements d'octobre-novembre et de définir son rôle dans le mouvement des masses aboutissant au soulèvement armé. Ce n'est pas par conséquent dans le sens technique, mais dans le sens politique que la question fut posée au Congrès.

La résolution des « majoritaires » contient, dans sa première partie, l'analyse du développement graduel du mouvement pendant la Révolution vers des formes de plus en plus collectives, énergiques et aggressives, constate que la grève générale pacifique, épuisée, se transforme en décembre en insurrection, démontrant ainsi la possibilité de la lutte ouverte du peuple même contre l'armée moderne ; dans sa conclusion, elle dit qu'en ce moment le soulèvement armé est le degré dejà atteint du mouvement et que la grève générale politique ne doit être considérée que comme moyen subordonné et auxiliaire ; elle invitait en outre le Parti à étudier l'expérience de la révolution de décembre, à accentuer son action en créant et renforçant des groupes de combat attachés ou non au Parti, à multiplier son action dans l'armée et, enfin, à coordonner l'action révolutionnaire du prolétariat et des paysans.

A cette résolution considérant la révolution comme résultat inévitable de l'état des choses créé par la grève d'octobre, par le fait des libertés accordées et reprises, par la tentative de les reconquérir, les « minoritaires » opposèrent

une autre résolution. Celle-ci refusant de se prononcer sur la révolution de décembre et des circonstances qui l'avaient rendue inévitable, se bornait à indiquer que « le moyen le plus important et le plus rapide de préparer l'insurrection, c'est une propagande et une agitation plus active du Parti parmi les larges masses du prolétariat, des paysans, de la petite bourgeoisie des villes, et dans l'armée. » Elle reconnaît la nécessité pour le Parti d'organiser et d'armer des groupes de combat et celle de conclure des accords avec les autres partis dans l'intérêt de l'insurrection. Enfin, elle considère comme devoir tout particulier du Parti de s'opposer à toute tentative d'entraîner le prolétariat à un conflit armé dans des circonstances défavorables attendu que, de ces tentatives, pourraient résulter des « illusions insurrectionnelles d'un révolutionarisme insensé ».

C'est dans le sens de la dernière phrase qu'a été conçue la résolution des minoritaires, la seule qui existe en cette matière. Car le Congrès de Londres n'a pris aucune résolution à ce sujet.

Un accord complet fut réalisé pour la résolution sur les expropriations. A l'unanimité, les attaques des groupes de combat contre les propriétés privées furent interdites. L'expropriation des capitaux appartenant aux caisses publiques et aux institutions d'Etat ne fut autorisée que dans le cas de la constitution, dans une localité donnée, des organes d'un pouvoir révolutionnaire, selon les indications de ce dernier et à la condition d'une comptabilité complète.

---

e) Le mouvement professionnel.

Déjà pendant les journées d'octobre, le developpement grandiose du mouvement professionnel, embrassant des centaines de mille d'ouvriers a fait des associations professionnelles une forme importante du mouvement ouvrier russe. La sauvage répression de la contre-révolution, tout

en nuisant à ce jeune mouvement, fut impuissante à l'enrayer complètement. Par contre, le gouvernement tsariste, après de vaines tentatives d'exterminer totalement le mouvement syndical, a été obligé de chercher à le régulariser, c'est-à-dire à le faire entrer dans les cadres de la légalité policière.

« Un règlement provisoire concernant les Unions » datant du 4 mars 1906, créé dans l'intérêt du contrôle administratif du mouvement professionnel né pendant la période révolutionnaire, par droit de force, a servi de point de départ pour le développement des syndicats. Le gouvernement ne se sentait pas alors assez fort pour les supprimer, à l'aide de ce même règlement.

Le Congrès avait à tenir compte non seulement des expériences du mouvement syndical international, mais aussi des conditions spéciales où se trouvait la Russie. Et voilà pourquoi il indique dans sa résolution « la nécessité de combiner d'une façon normale la lutte économique avec la lutte politique du prolétariat », dans le but de l'amélioration sérieuse de la situation de la classe ouvrière. Il y constate également « que les associations professionnelles, dans l'atmosphère de l'époque révolutionnaire entraînent le prolétariat dans la lutte politique ».

Le Congrès a par conséquent reconnu que le parti doit appuyer les efforts de la classe ouvrière tendant à s'organiser syndicalement et de contribuer de son côté à la formation des associations professionnelles neutres.

Ensuite, le Congrès a décidé que, tout en usant des possibilités légales et notamment du règlement du 4 mars signalé plus haut, le parti doit continuer la lutte pour la liberté pleine et entière de l'association « en liant organiquement, dans la lutte et l'agitation, les Unions avec le Parti. »

f) L'unité avec les organisations nationales et les statuts de l'organisation

La dernière question de l'ordre du jour, mais une des premières par son importance, fut la question de l'unification du parti : 1° avec le *Bounde*, sorti du parti après le second Congrès en 1903 pour un principe d'organisation ; 2° avec le parti socialdémocrate de Pologne et de Lithuanie avec lequel l'accord est devenu, au même congrès, impossible à la suite d'une divergence de vues concernant le rôle de l'autonomie nationale dans le programme, et 3° avec la socialdémocratie lettone.

Nous avons déjà indiqué que la lutte révolutionnaire a démontré la possibilité de l'unité de tout le prolétariat et partant des prolétaires de toutes les nationalités. L'unité de fait se manifestant par une série de conférences, de délibérations des comités fédératifs etc., tendait naturellement à se consolider et à aboutir à la pleine et entière unité dans le même parti.

Devant ce fait et les exigences du mouvement révolutionnaire prolétarien, s'effacèrent fatalement les désaccords partiels.

Nous ne pouvons pas exposer ici les détails de conventions conclues et ratifiées par les organisations respectives et qui régissent actuellement les différentes parties composant la socialdémocratie de Russie. Disons seulement ceci : à la base de l'accord intervenu se trouve placé le principe de l'autonomie territoriale des organisations. Le *Bounde* seul n'est pas limité dans son action par des frontières territoriales. Une résolution résume le principe d'organisation des partis comme suit : « En acceptant le projet de l'unification avec le Bounde, le Congrès néanmoins se prononce énergiquement contre l'organisation du prolétariat par nationalités. »

Le représentant du Parti Social Polonais avait le man-

dat de déclarer au Congrès même son entrée dans le Parti, ce qu'il fit.

Les conditions de l'Unité avec le *Bounde* ont été examinées et ratifiées par le VII[e] Congrès de cette organisation en septembre 1906. Un peu plus tôt, la social-démocratie Lettone (en août) a également ratifié ces conditions. Elle se nomme depuis « Le Parti-social-démocrate Ouvrier Letton ». Ainsi en automne 1906, l'Unité de la social-démocratie de Russie fut un fait accompli.

Ce fait consacre le principe de l'unité de la lutte prolétarienne, conséquence naturelle de la Révolution que le prolétariat opposait à la politique de *pogroms* de l'autocratie et à la politique nationaliste de la bourgeoisie.

Le statut d'organisation du Parti a établi deux principes importants : 1) Est membre du Parti seulement celui qui reconnaissant son programme et le soutenant matériellement fait partie d'une organisation du Parti; 2) comme base de l'organisation du Parti, le Congrès reconnaît le centralisme démocratique, réalisé en fait à toutes les périodes de la révolution russe. La seule reconnaissance de ces principes par le Congrès signifiait la fin des vieilles discussions dans le Parti concernant les problèmes de l'organisation.

V. — La première Douma.

Le Congrès de l'Unité (Stockholm) s'est terminé, au moment où la première Douma entre en scène. Le premier « parlement » russe fut entouré d'une atmosphère d'action et d'agitation dans les milieux ouvriers et paysans. On croyait qu'une nouvelle vague révolutionnaire allait emporter les pacificateurs parlementaires. Ces deux faits : la Douma et le développement croissant du mouvement prolétarien et paysan, ont déterminé le caractère de l'action du Parti.

La révolution a été mise de nouveau en face de la question fondamentale de la conquête du pouvoir, si nettement formulée par les journées d'octobre-décembre, mais quasi effacée par la répression de la révolution de décembre. Mais la Douma, guidée par sa majorité « démocratique constitutionnelle » était loin d'envisager ainsi la situation. La lutte révolutionnaire pour le pouvoir, l'appel direct aux masses populaires furent délibérément remplacées par elle par la tactique de transaction avec l'ancien pouvoir et des tentatives d'apaisement. Elle opposait à la tactique révolutionnaire du prolétariat et des paysans la tactique « parlementaire » et légaliste dans les limites de la « constitution » tsariste.

Cette politique de la majorité qui creusait un abîme entre la Douma et le peuple, n'a pas pu trouver un contre-poids sérieux dans la tactique hésitante et indécise des éléments paysans de la Douma, dans « le groupe travailliste » d'un caractère révolutionnaire et démocratique, mais insuffisamment organisé et sans expérience politique. Echo puissant des revendications paysannes et démocratiques, « le groupe travailliste » ne se trouvait pourtant pas à la hauteur de son

rôle historique et se laissait souvent, aux moments les plus critiques, traîner à la remorque du parti « cadet ».

Seule la fraction social-démocrate pouvait se placer à la Douma intégralement sur le terrain de la Révolution de 1905. L'action de cette fraction fut d'opposer de la lutte directe pour le pouvoir hors de la Douma à la tactique des transactions des « Cadets » et aux tergiversations des « travaillistes ».

Dans sa conception du rôle de la Douma, dans sa critique de la tactique de la majorité, en dénonçant l'impuissance de la Douma et l'illusion du « parlementarisme » russe, notre fraction à la Douma se trouvait en communion d'idées avec le prolétariat et l'élément le plus avancé de la démocratie.

Les tentatives de quitter le terrain exclusivement « parlementaire » de la Douma en nouant des relations directes avec la masse prolétarienne à l'aide des appels directs au peuple, des meetings, etc., ont eu un grand retentissement dans le pays et contribué puissamment à révolutionner les masses. Cette tactique a été dictée, ainsi que nous l'avons montré, par la situation même. Les rares libertés liées à l'existence même de la Douma, maintenues malgré de sauvages répressions ont été mises au service et au profit de notre Parti de la façon la plus absolue.

La propagande orale et écrite se ranime de nouveau. Il dispose de nouveau d'une presse quotidienne. A Saint-Pétersbourg, à Moscou, à Odessa, à Poltawa, à Kazan, à Tiflis, à Vilna, à Charkow, à Kostroma, à Pskow, à Koursk, etc., paraissent des quotidiens social-démocrates. Il est vrai qu'ils sont presque journellement confisqués. On les traîne devant les tribunaux. Ils sont obligés de changer leurs titres presque toutes les semaines. Mais il était impossible, tant que la Douma durait, pour le gouvernement, de supprimer totalement, la presse social-démocrate ayant un fort tirage.

De nouveau, des dizaines de maisons d'édition sont oc-

cupées à publier notre littérature, soit sous la forme des œuvres originelles, soit dans des traductions. Elle se vend si bien que son édition attire, en dehors des éditeurs du Parti, des éditeurs industriels.

On s'empresse de traduire tout ce que l'on n'a pas réussi à publier pendant la période de novembre-décembre. Les traductions paraissent par dizaines de mille d'exemplaires et souvent simultanément chez plusieurs éditeurs. Le lecteur absorbe tout, achète tout.

En dehors du grand nombre d'articles, de feuilles, de bulletins, de proclamations, etc., publiés par le Parti à l'occasion de chaque événement à la Douma et au dehors, se développe puissamment la presse syndicale, dirigée exclusivement par les social-démocrates. Nous n'avons pas des chiffres pour illustrer ce développement, mais nous pouvons affirmer sans hésitation que tous les centres industriels, toutes les professions — y compris les « iswostchiks » (cochers de fiacre) — avaient à leur disposition des organes professionnels.

Cependant, tout ce travail colossal n'a pas empêché le Parti de conserver ses imprimeries clandestines. Le rapport présenté par le Comité Central, au Congrès de Londres, en 1907, constate que du 1er mai 1906 au 1er mai 1907, ces imprimeries ont édité 1.100.000 exemplaires de brochures, de feuilles, etc. La publication des feuilles volantes et de journaux pour les ouvriers et les soldats, concentrée dans ces imprimeries (*Vpered*, *Le Prolétaire*, *Le Social-Démocrate*, *La Caserne*, *Les Entretiens du Soldat*, *Le Chemin du Soldat*, etc.) continuaient de plus belle.

Le Parti ne se contentait pas de développement de la propagande écrite. Le pivot de son action, à cette époque, fut l'agitation orale.

Les agitateurs social-démocrates reparaissent devant les portes des fabriques et des usines et aux meetings populaires. Les sujets servant de points de départ sont : la Douma, la politique gouvernementale, l'action du Parti.

Les meetings se terminent ordinairement par l'adoption de résolutions, publiées par les journaux et adressées à la fraction social-démocrate de la Douma. Il n'y avait littéralement de ville, si petite en Russie, d'où n'arrivaient pas à la fraction des résolutions des réunions populaires. Souvent, dans ces meetings, nos orateurs eurent à lutter avec ceux des autres partis.

Dans cette atmosphère de lutte, l'œuvre de l'organisation se continue avec plus d'intensité. Leur nombre et leur action se développent. Des conférences de tout ordre se multiplient. Le nombre des membres du Parti participant, sur des bases démocratiques, aux délibérations ayant pour objet des manifestations politiques, grandit toujours.

Une diminution considérable du personnel des usines et des fabriques, provoquée souvent par des raisons purement politiques, dont l'exemple a été donné par des usines d'Etat à Saint-Pétersbourg, en 1905, a provoqué, au printemps de 1906, une immense armée de sans-travail. Le 20 avril, on en enregistre, à Moscou, 25.000. Le nombre n'en fut pas moins grand à Saint-Pétersbourg.

Le Parti et les syndicats entreprirent énergiquement l'organisation des sans-travail. Bientôt, des « Conseils des sans-travail » furent créés dans plusieurs centres, dont le mot d'ordre fut : des travaux publics ! Pour produire de la pression sur les municipalités, ils envoyèrent des délégations, organisèrent des meetings, en réclamant la direction de l'organisation des travaux publics par les « Conseils des sans-travail. »

Ce mouvement, qui intéressait des milliers d'ouvriers, jouait un grand rôle dans le mouvement général d'alors. Le Parti lui prêtait une attention particulière, se trouvait toujours en rapport avec lui et participait à ses délibérations.

Ce réveil de la vie du Parti, résultat de l'état révolutionnaire des masses pendant la période de la première Douma, se manifestait également par une nouvelle série de grèves,

par un nouvel assaut du mouvement agraire et par une agitation intense chez les soldats et les matelots.

L'agitation dans l'armée se fait sentir pendant toute la période de la première Douma et cela sur tous les points de la Russie : (Koursk, Voroneje, Riajane, Sébastopol, Krasnojarsk, Tscharskoë-Sielo). — De temps en temps, elle prend, elle devient de plus en plus menaçante (1).

Quant aux payans, leur état d'esprit se manifeste d'abord par un nombre considérable de cahiers de revendications que les campagnes faisaient pleuvoir sur leurs représentants, groupés à la Douma en fractions radicale et démocratique, sous le nom de « Groupe des Travaillistes » et par le ton décidé de ces cahiers réclamant la lutte sans répit pour la « Terre et la Liberté. »

Dans sa lutte directe contre les propriétaires fonciers, le mouvement paysan a pris encore plus d'extension pendant la période de la première Douma, au printemps de 1906, que pendant l'année 1905. Plus exactement : le mouvement s'étend sur 215 districts, c'est-à-dire sur la moitié des districts que contient la Russie.

Le mouvement prend des formes très variées. Tantôt les paysans détruisent les propriétés, incendient, s'emparent de l'inventaire et des animaux, des graines, du bois dans les forêts, tantôt ils se mettent en grève, en arrêtant complètement les travaux des champs.

Cette dernière forme de mouvement prit surtout dans les régions du Sud-Est, où l'organisation social-démocrate fut assez forte dans les campagnes pour organiser et diriger le mouvement. Notre action y était si grande que nous avons pu, non seulement répandre parmi les paysans des appels pour la manifestation du Premier Mai, mais prendre en main son organisation effective.

(1) L'Etat-Major communique les renseignements suivants : à la fin de juin 1906, ont été clos un certain nombre d'enquêtes sur l'agitation militaire, dont 6 dans les régiments de la garde impériale, 29 dans les régiments de l'infanterie et dans un bataillon, 7 dans ceux de la cavalerie, dans 3 bataillons de sapeurs. Une série d'enquêtes est encore en cours.

Pour la première fois, le prolétariat paysan de Russie adhérait en masse au Premier Mai prolétarien.

A cette époque de la première Douma, prend également une grande extension le mouvement gréviste du prolétariat. Le territoire des grèves s'étend journellement. La grève embrasse des professions variées et se passe à travers toutes sortes de violences : lock-out, arrestations, interventions de la troupe et de la police.

La caractéristique de cette nouvelle période de grèves est non leur force de résistance, assez grande pourtant, mais leur généralisation. Aussi, voyons-nous la grève des travailleurs maritimes s'étendre sur toute la Russie : Odessa, Nikolaïeff, Kertch, les ports de la Crimée et du Caucase ; dans une mesure moindre, au bassin du Volga et à Cronstadt ; celle des boulangers, éclatant à la fois à Kiew, Vilna, Odessa, Kharkow, Tiflis et à Saint-Pétersbourg, où le nombre des grévistes fut de 10.000. Ce caractère de généralité fait penser à la grève d'octobre. Toutes les grandes villes y ont passé. En dehors de celles déjà énumérées, nous voyons la grève surgir à Arkangel, Krementchoug, dans la région d'Ivanowo-Vosnesensk. Au Caucase, sur l'initiative de notre Parti, une grève générale d'un jour a été brillamment organisée pour protester contre la comparution devant le Conseil de guerre des soldats accusés de rébellion militaire. Enfin, dans le bassin du Don, tous les mineurs sont en grève.

Le fait suivant donne une idée approximative de l'extension de ce mouvement. Le nombre des grèves, pour l'année 1906, est de 6.114. Or, sur ce nombre, 3.602, avec 648.000 grévistes, c'est-à-dire plus de la moitié se placent dans la période de quatre mois — avril, mai, juin, juillet — coïncidant avec celle de la première Douma. (1)

Ce mouvement gréviste de 1906, après avoir atteint son

(1) Ici également, nous ne prenons que les chiffres des fabriques soumises à l'inspection, dont sont exclus le Caucase, la Sibérie, les chemins de fer, les mines, les fabriques d'Etat.

apogée, s'affaiblit en août, se lève parfois, mais retombe aussitôt pour ne plus se relever.

Toute cette agitation a obligé la fraction de la social-démocratie à la Douma à faire de la tribune de la Douma un instrument d'organisation des masses populaires pour la lutte directe, ayant pour but la convocation de la Constituante. Cette atmosphère de mouvement, de lutte, d'agitation, a déterminé la tactique du Parti vis-à-vis de la Douma.

La Douma, elle-même, est bientôt entrée en conflit avce le groupement. Mais sa majorité dirigeante ne songeait pas à s'appuyer sur la révolution et craignait par-dessus tout de faire quoi que ce soit qui aurait pu la provoquer: elle n'a pas voulu être un instrument de la révolution.

La majorité de la Douma, ayant pour mot d'ordre un ministère à elle, et cherchant le compromis avec l'ancien pouvoir, rejeta toute tentative de l'extrême-gauche d'une alliance directe avec le peuple en le faisant participer à sa lutte contre le gouvernement. Elle finit par élaborer un « appel au peuple » où elle lui conseilla d'attendre « tranquillement et pacifiquement » l'élaboration, par la Douma, d'une loi agraire.

Le parti avait une attitude à prendre, et vis-à-vis de la Douma, et envers sa majorité.

La majorité du Congrès et des organes exécutifs du parti étaient d'avis que le prolétariat doit soutenir la Douma, comme telle, dans sa lutte contre le gouvernement. Elle proposait au parti de faire sien le mot d'ordre de la majorité de la Douma, réclamant un ministère responsable qui, dans les conditions données, ne pouvait être qu'un ministère « cadet ».

La résolution, recommandée par le Comité central aux agitateurs social-démocrates et aux meetings populaires, conseillait aux ouvriers de « soutenir la Douma dans toutes ses entreprises tendant au renversement du ministère et à son remplacement par un ministère désigné par la Douma,

attendu que cette substitution est une condition favorable à la convocation d'une Constituante ». Cette résolution passait sous silence la trahison de la majorité de la Douma envers la révolution.

Une autre fraction du parti — en réalité la grande majorité — s'appuyant principalement sur les comités de Saint-Pétersbourg et de Moscou croyait que la social-démocratie ne doit ni appuyer la Douma comme telle, ni faire sien le mot d'ordre de sa majorité. Un ministère libéral lui-même — disait-elle — qui ne soit pas un simple paravent à l'ancien pouvoir ne saurait être que le résultat de nouveaux combats révolutionnaires dont le mot d'ordre doit être Constituante. Elle indiquait également l'impossibilité morale pour le prolétariat prêt à profiter d'un régime libéral et d'un ministère issu de la Douma, d'en faire l'objet de sa lutte immédiate. Enfin, cette fraction cherchait à démontrer que ce mot d'ordre ferait du peuple l'instrument de la bourgeoisie libérale cherchant à se concilier le gouvernement au lieu de le pousser à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir politique.

Par conséquent, tout en reconnaissant qu'un ministère issu de la Douma pouvait avoir une portée révolutionnaire, cette fraction fut persuadée que la Révolution saurait l'utiliser d'autant mieux qu'il ne se lierait avec aucun mot d'ordre et opposerait aux marchandages du libéralisme avec l'ancien pouvoir la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires en vue de la lutte sans trêve pour la Constituante. Ainsi, l'attention publique se porterait principalement vers la lutte hors de la Douma, et dans la Douma même, non vers la majorité des « cadets », mais vers les partis de l'extrême-gauche, qui, seuls auraient tenté de faire de la Douma un instrument de l'organisation des masses populaires.

En conformité avec ces idées, la résolution du Comité de Saint-Pétersbourg, s'opposant à celle du Comité central et servant de base aux résolutions de toute une série des

autres comités, disait : « La Douma est impuissante. Et cela, non seulement parce qu'elle ne dispose pas de baïonnettes et de mitrailleuses, mais aussi pour cette raison qu'elle n'est pas, dans son entier, révolutionnaire et incapable d'une lutte décisive. »

Elle réclamait également des groupes de gauche, un appel au peuple qui dirait *ce qui est*, à savoir que « la Douma est impuissante et qu'il est inutile d'attendre d'elle de la terre et de la liberté que le peuple doit lui-même conquérir et qu'une lutte décisive hors de la Douma s'impose. »

La majorité du parti se plaçait sur ce terrain. Contre le mot d'ordre : un ministère de la Douma, et une tactique correspondante, se prononcèrent, en dehors des organisations déjà nommées, le parti social de Pologne et de Lithuanie, le Bounde, la social-démocratie lettone. La fraction social-démocrate de la Douma également n'accepta pas ce mot d'ordre.

En face d'une asssemblée acceptant le compromis, se dressait une tactique de révolution et d'agitation qui, entre autres, avait pour but de détacher la démocratie des « travaillistes » indécise, du libéralisme bourgeois. La vitalité et l'urgence de cette tactique révolutionnaire, opposée à celle de la majorité de la Douma se trouvaient confirmées par le fait de l'adhésion à cette tactique de notre groupe de la Douma.

---

g) La fraction social-démocrate de la première Douma.

Au moment de la dissolution de la Douma, la fraction social-démocrate se composait de 18 membres. Selon le réglement du Comité central, elle agit comme un organe officiel du parti, en conformité avec les décisions des congrès du parti et sous la direction et le contrôle perma-

nents de ses organes exécutifs. Sous cette forme d'un organe régulier du parti, la fraction durait pendant trois, quatre semaines. Elle annonça sa formation au prolétariat par la lecture d'une déclaration spéciale à la tribune de la Douma.

Cette déclaration indiquait le rôle prépondérant, dans la révolution, du prolétariat. Elle proclamait le but final du socialisme, la nécessité pour le prolétariat de se constituer en parti politique de classe. Elle disait également que la social-démocratie n'était pas venue à la Douma pour un travail législatif organique, mais pour y contribuer à sa lutte pour une Assemblée ayant plein pouvoir, pour une Constituante, dans le but de mettre tout le pouvoir dans les mains du peuple.

Voici dans quels termes cette déclaration résumait la tâche de la Fraction : « *contribuer à l'organisation du mouvement populaire ayant pour but une Constituante concentrant tout le pouvoir.* »

Des appels directs au peuple furent indiqués comme la méthode immédiate d'action de la fraction.

La Fraction n'a manqué aucune occasion pour faire ces appels. Ainsi, à l'occasion de l'organisation, par le gouvernement, des *pogroms*, la fraction sociale-démocrate, en opposition avec celle des « cadets », a proposé son ordre du jour, que toute l'administration supérieure doit être traduite devant les tribunaux, mais que c'est le peuple seul qui po :rra accomplir cet acte de justice.

Pendant la discussion de la loi sur la liberté de réunion, la Fraction a opposé au projet « cadet », qui dans 11 articles sur 12 réglementait une liberté qu'il s'agissait de conquérir, son projet à elle qui, dans 3 articles, proclamait la liberté de réunion pleine et entière, la responsabilité des fonction naires qui y porteraient atteinte, tout en abolissant toutes les restrictions existantes.

A l'occasion de la délibération sur une proposition demandant des secours pour les provinces éprouvées par la

famine, la Fraction a proposé de refuser tout crédit au gouvernement, d'envoyer des députés sur les lieux pour y organiser, exclusivement avec le concours des éléments locaux, des comités composés des paysans et des ouvriers souffrant de la famine et enfin, de se procurer les moyens nécessaires en supprimant les fonds secrets, les dépenses pour la gendarmerie politique, pour l'espionnage, etc., ainsi qu'en diminuant les traitements des fonctionnaires de la haute administration.

Ce projet social-démocate est entré en conflit avec celui des « cadets » accordant quinze millions de roubles au ministère auquel la Douma venait de voter sa méfiance. Le projet « cadet » fut adopté contre les voix social-démocrates et celles d'une partie des « travaillistes ».

A l'occasion du *pogrom* de Bielostock, qui a eu lieu pendant que la Douma siégeait, avec le concours incontestable de l'armée et des autorités, la Fraction a proposé un ordre du jour déclarant que « le seul moyen d'assurer la vie et les propriétés des citoyens est l'armement du peuple ». Elle proposait également d'appeler la population à prendre en ses propres mains la défense de sa sécurité et d'inviter les organes de l'autonomie locale à contribuer par tous les moyens à cette œuvre de défense. »

Mais cette réponse révolutionnaire au *pogrom* de Bielostock a rencontré la résistance énergique de la part de la majorité (des « cadets ») qui a préféré enterrer la question dans des discours interminables et n'a pas pu trouver une forme « constitutionnelle » pour exprimer son attitude, pendant cinq semaines, qui séparaient le *pogrom* de l'époque de la dissolution de la Douma.

Enfin, notre fraction a préparé une déclaration pour la commission agraire de la Douma. Dans cette déclaration elle critique et rejette le projet des « cadets » et celui des « travaillistes » en réclamant la confiscation, sans indemnité, des terres des églises, des monastères, celles des domaines et des propriétaires fonciers, excepté la petite propriété et

des parcelles appartenant aux paysans). Elle fut composée dans l'esprit de la résolution adoptée par le Congrès unitaire de Stockholm.

Le dernier acte de la fraction fut la protestation contre l'appel au calme qui fut voté par les « cadets », en réponse au communiqué gouvernemental concernant la question agraire. La Douma, poussée par la social-démocratie sur le chemin des appels directs au peuple, en a profité pour témoigner, en face du gouvernement, son esprit d'ordre et son loyalisme.

Elle a été obligée de répondre aux coups de la réaction en s'adressant au peuple, mais la majorité de la Douma n'y voyait qu'un mal nécessaire. Elle considérait que « son communiqué au peuple ne doit pas avoir le caractère d'un appel. Il doit contribuer au calme et persuader le peuple que le gouvernement est impuissant contre la Douma. »

Dans cet esprit fut adopté le 6/19 juin « l'appel », devenant ainsi d'une mesure révolutionnaire un moyen de tromper le peuple, contre les voix des social-démocrates et l'abstention des « travaillistes ». Ce fut la faillite de toutes les espérances mises dans la Douma, comme organe de la Révolution, de toute la tactique basée sur la coalition des forces de l'opposition et de celles de la Révolution.

La tactique de trahison de la majorité — des cadets — fut immédiatement soulignée par le vote contre « l'appel » et par la déclaration d'une élaboration d'un autre indépendant de celui-ci.

La Fraction ne put lire son appel du haut de la tribune de la Douma. Deux jours après l'appel des cadets au calme et leur mensonge solennel sur l'impuissance du gouvernement, la Douma fut dissoute. Et les hommes du marchandage libéral se jetèrent à Wiborg pour implorer l'appui du peuple tant de fois trahi par eux.

Avant d'aller plus loin, disons que l'action de la Fraction ne se bornait pas aux actes énumérés ci-dessus. Elle s'est efforcée, en outre, de déployer son action hors de la Douma

et de nouer des relations multiples avec les masses prolétariennes. Dans ce but, les députés participaient aux meetings à Saint-Pétersbourg et en province. Des conférences spéciales des ouvriers conscients avec les députés furent créées en vue de soutenir avec eux des relations suivies. Elles furent interrompues par la dissolution de la Douma. Mais le nombre considérable des appels, des félicitations, des cahiers de revendications, des résolutions, etc., qui venaient de tous les côtés de la Russie au nom de la Fraction montre que son action fut féconde.

---

h) La dissolution de la Douma.

A la dissolution de la Douma, qui fut, de la part du gouvernement, un appel direct aux baïonnettes et aux mitrailleuses, toutes les forces politiques vives de la nation ont répondu par un appel aux masses. Mais sur ce terrain aussi, la majorité de la Douma a montré son peu de capacité et de vouloir de lutter sérieusement. Travaillant durant la session pour l'affaiblissement de la Douma, se gardant bien d'entrer en relation directe avec la masse populaire, elle s'est soumise, en fait, à la volonté de la contre-révolution. Elle avait le souci de son loyalisme. En quittant, après la dissolution, Saint-Pétersbourg, elle se prononce seulement pour « la résistance passive. »

Le soi-disant « Manifeste de Wiborg » n'a pas pu naturellement satisfaire la fraction social-démocrate. En signant, avec les protestataires, le « Manifeste de Wiborg », la Fraction l'a immédiatement complété en publiant, avec le groupe des « travaillistes » deux appels : l'un s'adressant à l'armée et à la flotte et l'autre « à tous les paysans ». On y dit ce qui fut passé sous silence dans le « Manifeste », rédigé par la majorité des « cadets ». On y fait appel à la lutte pour la Constituante par la conquête du pouvoir.

De son côté, le Comité central, qui a pris part avec la Fraction, à ces manifestations, a proposé à la conférence

des partis révolutionnaires la grève générale immédiate avec le mot d'ordre : « La défense de la Douma en vue de la convocation d'une Constituante »!

Ce mot d'ordre fut défavorablement accueilli par les différentes organisations du Parti. Le courage chassant le scepticisme est revenu seulement quelques jours après, lors du soulèvement militaire à Sweaborg, et, ensuite, à Kronstadt et à Revel. Sweaborg soutint la lutte pendant trois jours. La grève générale de juillet, de concert avec la révolte militaire, fut la réponse la plus énergique du prolétariat à la dissolution de la Douma. Mais son extension limitée et l'état passif des paysans ont montré que les forces de la Révolution sont épuisées.

Il est vrai qu'à Saint-Pétersbourg 70.000 ouvriers ont quitté le travail. Et c'étaient, en outre, les éléments les moins avancés, qui jusqu'ici, ne participaient pas au mouvement. Mais les chiffres généraux nous disent que la possibilité de mobiliser les masses pour la lutte ouverte fut à cette époque très restreinte. Et depuis, elle a toujours diminué. Le tableau suivant en fournit la preuve.

Nombre de grèves politiques			*Nombre de grévistes*		
Juin	Juillet	Août	Juin	Juillet	Août
86	496	9	11.112	93.965	5 988

Le mouvement est presque exclusivement limité à la ville de Saint-Pétersbourg, ce qui démontre sa faiblesse et le met au-dessous de celui du début de la Douma.

Le régime du « ministère de la dissolution » fonctionnant à l'aide des conseils de guerre n'a pas favorisé l'action politique du Parti. Dans la nuit précédant la dissolution toute la presse socialiste fut étranglée. Dans le courant du mois de juin, presque toutes les associations professionnelles furent dissoutes. La possibilité des réunions publiques fut nulle.

Cependant malgré cette passivité du peuple en face de la dissolution de la Douma, le gouvernement n'osa pas

entreprendre ouvertement un coup d'Etat, c'est-à-dire supprimer complètement la Douma.

Dans son Manifeste de la dissolution, il promettait de convoquer une seconde Douma sur les bases de l'ancienne loi électorale. La situation restait révolutionnaire. La crise politique ne pouvait aboutir qu'à une révolution d'en haut ou d'en bas. Seule, la lutte ouverte entre les forces politiques opposées pouvait fournir une solution. Voilà pourquoi le Parti ne pouvait renoncer à ses mots d'ordre révolutionnaires, ni à son devoir d'action immédiate. Malgré son épuisement, le prolétariat s'est montré capable d'une résistance collective sporadique (la grève de Lodz contre les exécutions de septembre, le mouvement de St-Pétersbourg à l'époque du procès du Conseil des Députés Ouvriers). Il a également essayé d'accentuer son effort d'organisation.

En dehors de la triste situation politique, nous avons à enregistrer la croissance effrayante du chômage et une nouvelle jusqu'ici inconnue en Russie : de grandioses *lock-out* auxquels les capitalistes ont recours presque sur tout le territoire russe. La question de chômage préoccupe alors tous les éléments organisés de la classe ouvrière. Le chômage est constaté partout. Des dizaines de milliers de chômeurs sont comptés dans les régions du Volga. Il y en a plus de 14.000 à Saint-Pétersbourg.

L'administration dissout les Conseils de sans-travail. La campagne patronale de *lock-out* se vit tout particulièrement en automne de 1906. Des nouvelles des *lock-out* comprenant des dizaines de milliers d'ouvriers arrivent de Saint-Pétersbourg, de Moscou, de Ekaterinoslaw, de Kiew, de Saratoff, de Tiflis, etc. Ils s'aggravent en Pologne et dans les régions du nord-ouest. A Varsovie, à Vilna, Dwinsk, à Minsk, etc. le nombre d'ouvriers licenciés, d'usines fermées, grandit d'une façon quasi épidémique. Lodz subit un *lock-out* de quatre mois comprenant 30.000 ouvriers ; sur ce terrain se développe, dans les milieux ouvriers, une tendance anar-

chiste, une tendance aux expropriations individuelles, aux actes de révolte individuelle, que le parti est obligé de combattre.

Dans de pareilles conditions, le parti, les associations professionnelles illégales et mi-légales continuent leur action de propagande et d'organisation. Toute une série de conférences se réunissent. La presse professionnelle se développe rapidement. A la fin de l'année on compte à Saint-Pétersbourg seulement 25 organes. L'Union des typographes compte 30.000 membres. L'Union des métallurgistes en possède autant, l'Union textile 10.000.

Au Congrès des ouvriers en cuir de la région nord-ouest, les délégués représentent 5.000 membres.

Ces forces sont relativement insignifiantes.

Mais la force d'organisation chez les paysans et chez la petite bourgeoisie fut encore moindre.

Dans ces conditions, les efforts du parti de mettre en exécution le mot d'ordre donné à Wiborg, c'est-à-dire le refus du service militaire, malgré son activité et une littérature spéciale, n'a pu donner que des résultats indirects en intensifiant l'agitation parmi les recrues partant pour le service.

Dans le parti, on discutait vivement la question des organisations de combat. Les Comités centraux de *Bounde*, du parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie et la social-démocratie du pays letton ont désarmé et licencié leurs groupements de combat. Dans le reste du parti, les dissentiments à ce sujet ont amené la convocation d'une « conférence des organisations militaires et celles de combat du P. S. D. O. R. » à laquelle ont pris part 19 délégués des organisations correspondantes. De son côté, le Comité central, qui a protesté contre cette convocation, a réuni les organisations qui travaillaient dans l'armée. Les débats pourtant n'ont pas amené de complications. La question fut définitivement vidée par la décision du Congrès de

Londres licenciant toutes les organisations spéciales de combat.

L'absence des grands mouvements d'ensemble, avant la convocation de la seconde Douma, ne prouve nullement l'indifférence politique du prolétariat et l'affaiblissement de l'influence de la social-démocratie. Déjà en octobre 1906, on a réussi à organiser une grève générale pour fêter l'anniversaire des journées d'octobre de 1905. Le mouvement du prolétariat pétersbourgeois à l'occasion du procès du Conseil des Députés ouvriers, des résolutions signées par des milliers de prolétaires a montré que la solidarité prolétarienne ne saurait être facilement brisée par le régime des conseils de guerre de campagne.

Le procès lui-même, grâce à l'attitude des accusés et des ouvriers témoins, qui presque tous ont crié leur sympathie au P. S. D. O. R., s'est transformé en une démonstration politique sérieuse, témoignant la décision du prolétariat de ne pas quitter son poste de combat d'avant-garde de la Révolution.

La campagne électorale pour la seconde Douma a fait ressortir, plus nettement encore, le rôle révolutionnaire du prolétariat et son lien indissoluble avec la social-démocratie.

VI. — La Seconde Douma.
La Campagne électorale.

A la fin de l'année 1906, la situation n'admettait qu'une solution révolutionnaire soit par l'Union des forces révolutionnaires, nullement apaisées, soit par un coup d'Etat, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut.

Mais, d'autre part, le prolétariat, quelque peu découragé et épuisé des luttes héroïques précédentes, attendait les indices d'un sérieux mouvement paysan. Ce dernier pourtant ne paraissait pas capable d'une initiative révolutionnaire. Les forces révolutionnaires furent ainsi paralysées. En revanche, la contre-révolution, elle aussi, n'a pas osé entreprendre ouvertement un coup d'Etat. Obligée de convoquer la Douma, elle se bornait, pour satisfaire son désir d'abolir la loi électorale de décembre, à la truquer, à la falsifier. A l'aide des « décisions du Sénat », elle a privé 25 o/o des paysans de leur droit de vote, de préférence les paysans pauvres, en augmentant les chances de succès pour les paysans aisés et exploiteurs. Dans les villes, dans la *curie* ouvrière, ce qui fut d'une importance capitale pour le gouvernement, elle a supprimé 10 o/o des électeurs ouvriers. Des circulaires innombrables ordonnaient aux fonctionnaires de toute sorte et de tout grade de « suivre » la campagne électorale et d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour la lutte contre « les gauches » — en commençant par l'interdiction des réunions électorales, par la confiscation des appels électoraux, par la traduction devant les tribunaux, en vue de priver les adversaires du gouvernement du droit de vote, et allant jusqu'à la condamnation à l'exil en Sibérie, par voie administrative, et l'arrestation des délégués-électeurs. Voilà comment la contre-Révolution,

trop lâche pour tenter un coup d'Etat, préparait et faisait sa campagne électorale.

Cependant, le gouvernement fut déçu dans son attente. Les résultats des élections ont clairement démontré que, malgré l'absence d'un soulèvement armé, la *conscience* révolutionnaire des masses populaires reste intacte et qu'elles maintiennent leurs revendications. Les élections ont donné une Douma plus « radicale » que la 1re Douma. Trois quarts des sièges appartenaient à l'opposition dont la majorité comptant 180 députés se composait des socialistes et des « travaillistes ». Cette Douma n'a pu donner qu'un caractère plus aigu au conflit imminent.

Quant aux ouvriers, il était clair, comme le jour, que, ainsi que l'a écrit un des nôtres, les « pacificateurs n'ont pacifié que ceux qu'ils ont réussi à coucher dans le tombeau ».

La question de la participation aux élections pour la 2e Douma n'a provoqué, dans le Parti, aucune contestation. A la conférence de 1906, consacrée à la préparation de la campagne électorale, les camarades qui, jadis, se plaçaient sur le terrain du boycottage de la 1re Douma (le Parti Social-démocrate Polonais, le *Bounde* et la Social-démocratie Lettone) déclaraient reconnaître la nécessité de prendre une part très active aux élections et aux travaux de la Douma.

La résolution, proposée à la Conférence par le *Bounde*, disait que la faillite des illusions constitutionnelles ainsi que l'expérience de la première Douma et sa dissolution rendait possible de faire, de la Douma, un instrument de la révolution Par cette raison, le Bounde croyait que la social-démocratie pouvait prendre part aux élections, sans heurter la conscience des larges masses populaires et en opposant aux moyens pacifiques des libéraux le mot d'ordre de la lutte révolutionnaire pour la Constituante.

Le parti social-démocrate polonais déclarait, à son tour, tout en approuvant la tactique du boycottage pour la pre-

mière Douma, que l'attitude contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et la tactique de compromis du libéralisme russe avaient empêché la réussite de la tactique du boycottage et *obligé le prolétariat à accepter la lutte avec la contre-révolution des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie aussi sur le terrain électoral.* » En présence de cette situation et dans le but de pouvoir continuer à dénoncer les illusions constitutionnelles, et dans l'intérêt de la Révolution, le parti social-démocrate polonais recommandait de prendre une part active à la campagne électorale.

Mais si la question de la participation aux élections ne provoquait pas de doutes, on a, par contre, beaucoup discuté sur les méthodes de la lutte électorale, surtout sur la question des alliances avec les autres partis aux premiers tours (les élections russes se font en plusieurs degrés). Après une vive discussion dans la presse, une conférence fut convoquée, en novembre, pour résoudre cette question.

A cette conférence ont pris part trente-deux délégués avec voix délibérative. Deux courants s'y sont fait jour. La majorité des délégués, 18, composée des « minoritaires » et des membres du *Bounde* croyait que la lutte électorale doit avoir pour but la destruction « des plans de la réaction cherchant à s'emparer de la Douma ». De là, la nécessité, pour ces camarades, des accords aux premiers degrés des élections, dans toutes les *curies*, celle des ouvriers exceptée, avec tous les partis révolutionnaires, démocratiques et oppositionnels, les « cadets » y compris. Ces accords doivent être conclus partout où il y a danger d'une victoire réactionnaire.

La minorité de la conférence (14) — les « majoritaires », le parti social-démocrate polonais, convaincue que la majorité des gauches dans la Douma est assurée et que les clameurs sur le danger réactionnaire ne sont qu'une manœuvre du libéralisme pour s'attirer des voix des électeurs hésitants, croyait que le devoir de la social-démocratie, dans les élections, ne consiste pas dans la lutte contre la réac-

tion, mais contre la tactique de trahison du libéralisme.. Dans sa déclaration la minorité de la conférence indiquait la tactique à suivre dont voici le résumé : faire ressortir aux masses populaires l'impossibilité de conquérir la liberté politique par la voie parlementaire tant que le pouvoir réel se trouve aux mains du gouvernement du tsar ; expliquer l'impuissance de la Douma pour réaliser les revendications de la Révolution ; critiquer « la première Douma en faisant ressortir la faillite du libéralisme et tout particulièrement le danger que ferait courir à la Révolution la domination funeste dans le mouvement libérateur du parti monarchiste et libéral, les cadets. » La minorité, en admettant les accords comme exception de la règle générale qui doit être l'indépendance absolue de la social-démocratie aux premiers degrés des élections, spécifiait que ces accords ne peuvent avoir lieu qu'avec « les partis qui acceptent nos principaux mots d'ordre de la lutte politique immédiate, c'est-à-dire, la nécessité du soulèvement armé et la république démocratique. »

Cette dernière combinaison se réalise dans nombre de villes, où « le bloc des gauches » s'opposa à la fois « à la réaction et aux cadets ».

On peut dire que, dans les villes, les élections furent déterminées par une vaste exploitation du danger réactionnaire par le parti « cadet ». La social-démocratie, où l'idée de ce danger prédominait également, ne pouvait s'y opposer que très faiblement.

Cependant les chiffres généraux des élections prouvent que le danger réactionnaire — d'une façon générale — n'était qu'une manœuvre des « cadets », qui réussit seulement, parce qu'une partie de la social-démocratie s'y laissa prendre.

En effet, les chiffres donnés par les organes officiels des « cadets » donnent le tableau suivant :

Dans les villes où les listes des « cadets » entraient en

lutte avec celles de l'extrême-gauche, le nombre des voix obtenues fut :

Pour les cadets..............	138.039
Pour l'extrême-gauche.......	74.807
Pour les octobristes..........	94.887

L'absence du danger réactionnaire fut aussi manifeste dans les villes, où fut réalisé le bloc de tous les partis progressistes, y compris les cadets. Ce bloc a obtenu 112.057 voix contre 38 954 voix données aux partis de la droite, c'est-à-dire, que même dans le cas où les voix des « cadets » et du « bloc des gauches » se seraient partagées en deux moitiés égales (la combinaison la plus favorable pour le troisième parti) les chances de la droite seraient malgré tout, égales à zéro.

La conférence a adopté une résolution des « minoritaires » et du *Bounde* qui admet les accords avec les « cadets » en laissant aux organisations locales de décider de leur opportunité. Les discussions qui se prolongèrent après la conférence ont posé la question sous une forme plus générale. De nouveau les deux tendances du Parti se font jour : l'une préconise l'alliance du prolétariat avec la démocratie révolutionnaire contre la réaction et le libéralisme tandis que l'autre tend à former une opposition nationale contre la réaction. Cette dernière combinaison explique l'origine d'une idée, d'un programme électoral commun aux social-democrates et aux cadets conçus par quelques camarades et repoussés par le Parti.

En dehors de la décision concernant les accords électoraux, la conférence a adopté un programme électoral pour le Parti en se plaçant complètement sur le terrain de la lutte révolutionnaire pour la Constitution.

L'action, déployée par le Parti pendant la campagne électorale, qui, pour lui, était la première, en dépit de toutes les circonstances défavorables, fut immense et donna de brillants résultats. En jetant dans la mêlée toutes

ses forces illégales et en profitant de tous les moyens légaux, le Parti a mené son action d'agitation et de propagande avec une telle énergie qu'elle a joué le premier rôle dans la campagne électorale. De nouveau reparaissent des journaux social-démocrates Et les discours des orateurs social-démocrates retentissent dans des réunions électorales, bien que nos orateurs quittent la tribune pour aller en prison et être traînés devant les tribunaux en leur qualité de membres du Parti.

Le rapport du Comité Central constate que, pendant la période électorale, il a publié à lui seul 36 appels électoraux en un million d'exemplaires. Les publications des groupements particuliers, des comités locaux, etc., sont incalculables. Nous ne pouvons pas donner ici de détails techniques (les visites aux électeurs, la distribution des bulletins, etc.), de l'action du Parti. Il faut pourtant noter que les organisations professionnelles lui ont donné largement leur concours, entraînées par la campagne électorale et ne cherchant pas à dissimuler leur sympathie pour les candidats social-démocrates.

Les résultats ont récompensé nos efforts. La *Curie* ouvrière, dans laquelle le P. S. D. O. R. luttait seul, en dehors de toute alliance avec les partis, s'est entièrement acquise à la Social-démocratie en envoyant 23 députés à la Douma.

Toute une série de villes où la social-démocratie menait la lutte sans aucune alliance lui ont assuré un succès, telles Tiflis, Koutaïs, Batoum, Irkoutsk, Krasnojarsk, Libau, Ekaterinburg. Au total, 30 o/o au moins des électeurs ont déposé dans les urnes des bulletins pour la liste social-démocrate ou pour le « bloc des gauches », où le P. S. D. O. R. a toujours joué le principal rôle, en lui assurant ainsi la victoire de 21 députés adhérant au parti et 5 députés sympathisant avec nous. 3 social-démocrates furent élus par la *Curie* des propriétaires fonciers. Au total, 54 députés furent élus, comme des candidats officiels du Parti, 10 dé-

putés social-démocrates, qui ne furent pas des candidats officiels du Parti, y adhérèrent pendant la session. De nos candidats officiels, 17 ont été élus en dehors de tout accord électoral, 22 ont été élus avec l'appui des partis de l'extrême-gauche (où n'entrent pas les « cadets »), 14 avec l'appui des « cadets ». Parmi les élus il y avait 25 ouvriers.

Cette brillante victoire électorale du P. S. D. O. R. prouvait que l'immense masse des ouvriers suivait le Parti et était liée à lui dans ses éléments organisés. Elle indiquait également la popularité dont elle jouissait dans les milieux paysans et petit-bourgeois. La lutte contre l'influence libérale, pour la tactique prolétarienne, avec le mot d'ordre de la convocation d'une constituante fut le caractéristique de notre campagne électorale. Cette même tactique fut celle de la Fraction de la Douma.

---

a) — Le mouvement ouvrier a l'époque de la seconde Douma.

La campagne électorale, qui a donné un nouvel essor à la vie politique et contribué, sans doute, au développement de la conscience politique des larges masses populaires, n'était pourtant pas suffisante, par elle-même, pour faire sortir le prolétariat de l'expectative, qui était son état d'esprit depuis la solution de la Douma.

Le ralentissement de sa lutte économique et politique pendant cette période, ressort des chiffres suivants : sur le nombre général des grèves politiques pour l'année 1906 qui fut de 3.569 avec 650.685 grévistes, les derniers trois mois n'en comptent que 68 avec 25.500 grévistes. De même, sur 2.545 grèves économiques avec 457.721 grévistes de cette même année, il revient pour les derniers trois mois 245 avec 37.000 grévistes.

La lutte économique reste stationnaire et, au commencement de l'année 1907, ne dépassant pas en moyenne

81 grèves par mois avec 10.000 grévistes, tandis que la moyenne pour 1906 avait été de 211 grèves avec 38.000 grévistes.

Cependant le nombre des grèves politiques augmente quelque peu pendant les mois des élections de 1907. On compte alors 320 grèves avec 93.000 grévistes. Mais ce mouvement est tout à fait passager ainsi que le prouve l'absence de tout mouvement de ce genre après la dissolution de la seconde Douma, si l'on ne tient pas compte de la grève démonstrative à l'occasion du procès intenté à la Fraction de la seconde Douma. Le nombre des grévistes de cette dernière fut d'ailleursinsignifiant.

Parmi les grèves à noter pendant cette période sont : celle de Bakou, celle des tramways de Moscou (en février) à laquelle se sont joints les électriciens et les gaziers, des matelots de la mer Caspienne, de Bakou, Krasnojarsk, etc., des teinturiers à Saint-Pétersbourg. Ici même un *lock-out* de 6.000 boulangers. En mai une grande grève des typographes à Moscou, une grève des ouvriers textiles et de la métallurgie dans des régions industrielles. En tout cas, nous sommes, malgré tout, loin de l'apaisement complet.

Mais la lutte porte déjà un caractère défensif, ce qui la distingue de celle de l'époque précédente. Les tentatives du capital de revenir aux conditions de travail des années 1903 et 1904 raniment, dans la classe ouvrière, l'intérêt pour ses organisations syndicales qui commencent à se développer, à s'organiser. Le mouvement gréviste est aussi provoqué par une hausse inouie des prix sur les objets de première nécessité. (Le prix du pain, selon les données officielles, s'élève de 50 o/o.) Le relèvement des salaires conquis de haute lutte reste au-dessous de cette hausse. Les revendications d'augmentation des salaires se multiplient. Ce fait explique également l'intérêt croissant des ouvriers pour les coopératives. C'est de cette époque que date le mouvement coopératif ouvrier.

Le mouvement syndical se manifeste, à cette époque,

avant tout par des conférences embrassant soit les organisations de tout le pays, soit celles des provinces. Elles furent nombreuses pendant les premiers mois de l'année. En février, a eu lieu la première conférence des syndicats des ouvriers en métaux avec 29 délégués représentant 27.000 membres. Pour la première fois, a eu lieu une conférence des ouvriers du bâtiment. En mars, la conférence unitaire des ouvriers en peaux et cuirs de la région du Nord-Ouest (26 délégués et 5.000 membres), se prononçe pour l'organisation des syndicats social-démocrates. Les tailleurs tiennent également leur conférence.

Se sont réunies également : la conférence des typographes de toute la Russie (72 délégués de 43 villes, 30.000 membres), celle des mécaniciens, des ouvriers social-démocrates de la navigation de la Volga, celle des employés de commerce.

En juin, a eu lieu la seconde conférence des ouvriers textiles de la région centrale.

On peut évaluer les ouvriers organisés en syndicats pendant les premiers mois de l'année 1907 par le chiffre 130.000.

Le mouvement coopératif se développe assez rapidement, en amenant dans des grands centres industriels la formation de coopératives purement ouvrières sur les bases de la Coopérative de Rochdale. Ces coopératives groupent à Saint-Pétersbourg, à Kharkow, à Bakou des milliers de membres. Leur nombre diminue soit à la suite des persécutions gouvernementales, soit à cause des résultats, peu brillants, par comparaison avec des espérances exagérées. C'est également à cette époque que commencent à circuler de petites revues coopératives. Dans les syndicats, aussi bien que dans les coopératives, les membres du Parti étaient au premier rang. Les organisations du Parti formèrent des commissions spéciales en discutant vivement les questions intéressant ces deux formes de mouvement et en cherchant à les unir sous l'influence de la social-démo-

cratie. Les élections, la presse syndicale, les résolutions des conférences syndicales, tout montre que la masse ouvrière comprend dans ses organisations, la nécessité d'une certaine alliance avec le Parti. On peut dire sans exagération que c'est la social-démocratie qui fut la cheville-ouvrière des organisations ouvrières et de leur unification.

Cette circonstance est, en même temps, une des raisons pour lesquelles la tendance inorganique de l'époque réactionnaire à former des syndicats « neutres », des coopératives « neutres » n'a pas amené la rupture avec le parti. D'autre part, dans le Parti même, sous l'influence de la démoralisation provoquée par la réaction, on a pu constater une tendance à diminuer son rôle et sa valeur en comparaison avec les autres formes de l'organisation ouvrière.

Seulement, après la dissolution de la seconde Douma, dans l'atmosphère empoisonnée de la contre-révolution triomphante avec le coup d'état du 3 juin, cette tendance s'accentue et la lutte contre elle devient plus difficile.

Jusqu'à ce moment-là les premières tentatives dans ce sens ont provoqué une vive protestation dans le Parti.

Quant aux démonstrations politiques, il faut noter, en dehors des élections et de l'adhésion provoquée par l'action énergique de la Fraction, la manifestation en l'honneur du 9/22 janvier, sous la forme des grèves, à Saint-Pétersbourg, à Varsovie, Lodz, à Saratoff, à Ekaterinoslaw, à Kharkow, et dans toute une série de villes. Le premier mai fut fêté encore avec plus d'entrain.

Celui-ci a mis en mouvement 236 usines et fabriques comprenant 120.000 ouvriers. La grève devient presque générale à Odessa, où le port et les chemins de fer quittent le travail. Toute la vie s'arrête à Varsovie : toutes les usines, toutes les fabriques chôment ; les journaux ne paraissent pas. Les tramways sont arrêtés. Les voitures ne sortent pas.

Le tableau suivant donne une idée de l'extension du

premier mai (nous rappelons que le premier mai tombe en Russie en avril, selon le vieux style).

Nombre des grèves

en mars : 16; en avril 638; en mai : 1.056, en juin : 1.

Nombre des grévistes :

en mars : 10.657 ; en avril : 82.478; en mai : 187.770 ;
en juin : 950.

La confiance dans le P. S. D. O. R. reste intacte et, en 1907, il est hors de doute que le Parti a profité non seulementde toutes les formes de l'action dont nous avons parlé plushaut, mais aussi de l'activité de la Fraction.

Avant de caractériser cette action, nous ferons observer que la période électorale fut la dernière pour la presse social-démocrate légale, qui s'adaptait, naturellement, aux conditions policières, souvent écrasée par elles, mais qui, malgré tout, pouvait mieux servir les intérêts de la classe ouvrière que la presse illégale. Il est vrai qu'à la différence avec l'époque de la première Douma, la presse social-démocrate n'existe que dans les deux capitales. Elle succombe avant même la seconde Douma. Les deux journaux paraissant à Saint-Pétersbourg pendant la période de la seconde Douma furent, dans ce genre, les deux derniers organes périodiques du Parti, publiés en langue russe. (Dans les okraïnas — provinces frontières — ces organes duraient plus longtemps.)

Cependant, le Parti ne peut plus se passer des organes périodiques qui paraîtront désormais clandestinement dans plusieurs centres ouvriers.

La vie « souterraine » continue à jouer un rôle prépondérant dans l'activité du Parti et, en comparaison avec la période de la première Douma son importance augmente de beaucoup. C'est à l'ombre de cette activité « souterraine » que se passe tout le travail de la préparation du congrès ordinaire du Parti, entraînant dans la discussion

des questions à son ordre du jour plus de 150.000 ouvriers. Ce nombre grandiose des membres du Parti qui ont, en fait, discuté les questions et élu directement les délégués du Congrès, dans des conditions de l'existence illégale de ce même Parti, sous la menace perpétuelle des arrestations, montre suffisamment et la force du Parti et son importance pour la classe ouvrière et l'extension de son organisation.

150.000 membres du Parti, 54 députés, une presse socialiste à grand tirage, son rôle prépondérant dans les organisations ouvrières profitant, dans une certaine mesure, de la légalité, telle était la situation de la social-démocratie à l'époque de la seconde Douma. M. Stolypine n'a pu la vaincre que par le coup d'Etat du 3/16 juin.

---

b) Le fraction social-démocrate a la seconde Douma.

La fraction social-démocrate de la seconde Douma se composait de 66 membres dont 55 avaient une voix délibérative comme membres réguliers, 11 avec voix consultative comme « adhérents ». Furent considérés comme membres réguliers de la fraction les députés dont la candidature fut posée officiellement par les organisations locales du Parti.

Trente-sept gouvernements avaient leurs représentants dans la fraction. Son représentant faisait partie du bureau de la Douma comme secrétaire-adjoint. La caractéristique de la seconde Douma fut l'affaiblissement du centre « cadet » qui avait perdu cent sièges environ, presque entièrement conquis par des groupements de gauche (« travaillistes », « socialistes-populistes », socialistes-révolutionnaires) et par la social-démocratie.

Cette Douma de gauche se dressa contre le gouvernement de la Contre-Révolution, confirmée dans son désir de reprendre « les libertés » conquises par les résultats des élections. Le conflit entre la Douma et le gouvernement était inévitable. Mais l'état passif des masses, se trouvant

dans l'expectative, a permis au centre, c'est-à-dire aux « cadets », cherchant à maintenir sa prépondérance « parlementaire » sa tactique des compromis, dirigée sous une forme encore plus accentuée, contre la révolution et ses représentants à la Douma.

Seuls les députés social-démocrates pouvaient s'opposer à cette tactique de compromissions. Les éléments hésitants de « narodniki » (populistes) se placèrent entre les deux dont le libéralisme et le démocratisme poussé aux dernières limites de la social-démocratie cherchaient, tour à tour, à faire la conquête parlementaire.

Dans ces conditions, la tactique de la Fraction fut claire. En s'adressant par-dessus la tête des députés aux masses populaires, elle cherchait ainsi à grouper autour d'elle tous les éléments révolutionnaires et démocratiques de la Douma, en les arrachant à l'influence et à la direction du parti des « cadets » et paralysant sa tactique de « la conservation de la Douma quand même » par la voie des compromissions avec la réaction.

Notre Fraction ne pouvait suivre sa tactique de concentration révolutionnaire qu'en opposant avec éclat sa tactique à celle des « cadets » et en poussant les éléments révolutionnaires à choisir entre les deux. Toute l'action de la Douma a démontré qu'à cette condition seulement, et non en cherchant une formule qui aurait simulé une « unité » apparente de « toute l'opposition », son but pouvait être atteint. L'attitude hésitante des groupements petit-bourgeois, pour lesquels l'idée de « l'unité de l'opposition » masquait l'absence d'une attitude nette à eux, donnait à la tactique énergique et franche de la fraction un caractère pratique et lui donnait le maximum d'influence sur la Douma.

Toute tactique favorable à « l'unité de l'opposition » de la part de la social-démocratie augmentait fatalement l'influence des « cadets » sur les groupements petits bourgeois,

et par conséquent, rendait plus difficile leur enrôlement sous l'hégémonie de notre fraction.

Il faut ajouter que, dans la seconde Douma, le libéralisme qui ne dissimulait plus ses tendances contre-révolutionnaires, facilitait la tâche à notre fraction. Par chacun de ses actes il démontrait l'impossibilité de compter sur lui pour lutter contre l'ancien régime.

Les hésitations de la fraction « des cadets » à la Douma lorsqu'il s'agissait de livrer à Stolypine les députés social-démocrates — ce qui fut le prétexte de la dissolution de la Douma — n'étaient que le signe révélateur de l'attitude de trahison envers la Révolution, de la part du libéralisme.

La Fraction a rempli avec succès sa tâche, dans ses lignes générales, bien que, surtout au début, les tentatives de réaliser « l'unité de l'opposition » aient provoqué quelques fausses démarches.

Quant à l'appréciation par le parti de la situation générale et des impulsions données par lui à la Fraction, il faut noter ceci : le parti a vu clairement que la contradiction entre la Douma et la contre-révolution ne pourrait trouver qu'une solution révolutionnaire. Tout en préparant par tous les moyens, la population à cette solution, la social-démocratie s'était bien gardée de brusquer les évènements.

Quelques jours avant l'ouverture de la Douma, l'organe des comités de Saint-Pétersbourg, de Moscou et autres écrit : « Une Douma de gauche en face de la contre-révolution rend la situation révolutionnaire. La lutte, sous la forme la plus aigue est inévitable. Mais par cette même raison, nous n'avons pas à brusquer, à forcer les évènements. C'est l'affaire des Krouchevane (l'organisateur du pogrom de Kichineff) et des Stolypine. Notre tâche est de dire impitoyablement et ouvertement la vérité devant le prolétariat et les paysans, de leur ouvrir les yeux sur la signification de la marée qui monte, de contribuer à son organisation, de rencontrer l'ennemi avec le sang-froid d'hommes allantà la mort... « Tirez les premiers, mes-

si eurs Stolypine et Romanoff » disons-nous. Pas d'appels prématurés à l'insurrection, pas de manifestes solennels au peuple! Pas de *pronunciamento*! Pas de proclamation de quoi que ce soit. »

Dans ces paroles, a trouvé son expression une autre contradiction : une Douma de gauche dans l'atmosphère d'affaiblissement des mouvements révolutionnaires des masses. La situation réclamait une tactique souple et du sang-froid.

La social-démocratie a élevé sa voix à propos de toutes les questions importantes. Nous n'en énumérerons que quelques-unes.

Son premier acte fut la réponse à la déclaration de M. Stolypine. Les « cadets » craignant un conflit, et pour sauver la Douma, se sont décidés pour le silence, illustré par un ordre du jour pur et simple. Ils ont réussi à persuader les groupements populistes, les socialistes révolutionnaires y compris, de faire repousser l'ordre du jour motivé proposé par les social-démocrates, contenant un vote de méfiance au gouvernement.

Les social-démocrates seuls, ont lu du haut de la tribune une déclaration répondant à celle du gouvernement qui, en flétrissant le gouvernement de la contre-révolution, indiquait que « la Douma doit devenir une force capable de devenir un instrument puissant de l'émancipation populaire » et que la social-démocratie met tout son espoir dans la force du peuple.

Il faut pourtant ajouter que si l'acte de la Fraction, qui seule a répondu au gouvernement, en face du lâche silence des « cadets » par une déclaration qui a trouvé un écho puissant dans le pays et sauvé l'honneur de la Douma, les termes de la déclaration cherchant à se placer sur le terrain démocratique ont provoqué une vive critique parmi les militants du parti pour son insuffisance et l'absence des éléments purement socialistes.

A l'occasion de la question des secours à la population

éprouvée par la famine, la Fraction social-démocrate a proposé de nommer une commission spéciale pour faire une enquête sur l'action gouvernementale et sur l'emploi des fonds en 1905 et 1906. Et cela non seulement par la vérification de la comptabilité, mais par des enquêtes locales à l'aide de tous les renseignements possibles.

Les Cadets se sont empressés de découvrir dans cette proposition une violation de la légalité et un attentat révolutionnaire contre les droits du pouvoir exécutif.

Cette critique des « cadets » et leur contre-proposition de limiter le mandat de la commission par la vérification de la comptabilité, a trouvé l'approbation complète de M. Stolypine et de la droite.

Les éléments populistes ont quitté les « cadets », et un nouveau groupement des forces de l'opposition de la Douma s'est formé. Il signifiait : La Social-démocratie à la tête des groupes « des gauches » dans la lutte contre le centre libéral s'appuyant sur les octobristes et la Droite.

La proposition d'une enquête analogue fut faite à l'occasion des secours aux sans-travail. La Fraction a rencontré la même opposition. De plus, les Cadets cherchèrent à limiter les secours pour la catégorie des sans-travail qui furent victimes des crises économiques, excluant ainsi une immense armée d'ouvriers qui fut jetée sur le pavé pour des raisons politiques. Ici, aussi, au bloc des Cadets et des modérés fut opposé, sous la direction de la Social-démocratie, le bloc « des gauches » qui obtint une satisfaction partielle.

Dans la question des conseils de guerre de campagne, mise à l'ordre du jour par les « cadets » qui cherchaient, par ce moyen, à souligner leur libéralisme et à détruire l'opinion que l'on commençait de se faire d'eux comme d'un parti de gouvernement, on a été obligé tout d'abord de dénoncer leur hypocrisie et leur manque de sens politique.

En effet, les « cadets » s'apprêtaient à combattre à l'aide de la « légalité » les bourreaux-pendeurs de la contre-

révolution. Le devoir de la Fraction fut donc de dévoiler le véritable caractère de la soi-disant constitution qui défendait, par les conseils de guerre de campagne, les 130.000 propriétaires - nobles contre les revendications des paysans et des ouvriers et de faire comprendre que la lutte contre les potences de la contre-révolution est inséparable de la lutte sans trêve contre toute la « légalité » de cette contre-révolution.

Au cours des débats sur la *question agraire*, la Fraction a voulu primitivement concentrer toute sa critique contre le gouvernement en réclamant l'expropriation obligatoire, pour ne pas se heurter aux dissentiments intérieurs du groupe. Grâce aux « cadets » qui attaquaient violemment, la social-démocratie, a dû renoncer à cette tactique. Et elle a exposé tout son programme, en soumettant à une critique décisive celui des « cadets », qui réclamait le rachat des terres nobiliaires au « prix juste » fixé par les propriétaires eux-mêmes. Elle a appuyé, de toute sa force, l'idée de l'expropriation sans indemnité de toutes les terres non appartenant aux paysans et préconisé la nécessité de faire dépendre la décision définitive de la question, du peuple lui-même, organisé en comités locaux.

La discussion agraire fut le point culminant de l'action parlementaire de la Douma.

Les droits budgétaires de l'Assemblée ont été réduits au néant par des règlements arbitraires faits par le gouvernement en dehors de la Douma. Cependant, dans leur campagne électorale, les « cadets » présentaient le budget comme l'arène principale de la lutte décisive contre le gouvernement. Ils ont dû, pour tenir leurs promesses, livrer bataille à l'occasion de la question que voici : Fallait-il renvoyer le budget à une commission ou le rejeter immédiatement. La dernière solution fut celle des social-démocrates. Mais « les cadets », avec le concours de la droite et de quelques groupements petits-bourgeois, toujours pour « sauver » la Douma, ont fait échouer la proposition social-

démocrate. Dans leur exposé des motifs, les orateurs social-démocrates ont démontré que le système de gouvernement incarné, pour ainsi dire, dans le budget proposé, a réduit les masses populaires à la famine chronique et que le lourd fardeau d'impôts est porté exclusivement par la partie pauvre de la population des villes et des campagnes, et que les ressources créées ainsi sont employées principalement à faire vivre le régime bureaucratique et à lutter contre la nation. Ils ont également prouvé que, en l'absence du droit budgétaire, la présentation du budget à la Douma n'était qu'une tentative, de la part du gouvernement, de se couvrir par l'autorité de la Douma, et un moyen de relever son crédit à l'Etranger. Et ils ont conclu au rejet du budget.

Résultat : Deux milliards et demi de roubles furent votés au tsarisme par les partis des « cents noirs » et les cadets contre la social-démocratie et une partie de « narodniki ».

L'incompatibilité de la tactique prolétarienne avec celle des « cadets » fut illustrée également dans la question de la conscription militaire, à propos de la loi exigeant *463.000 recrues*. La Fraction rejetait la loi. La valeur de cette attitude, pour le pays et pour l'armée, fut claire. Les « cadets », par contre, ont voté cette loi, avec les « cents noirs » au nom du « patriotisme ». Il y a plus. Ils se sont humiliés par une démarche honteuse auprès du ministre de la Guerre et M. Stolypine pour faire excuser un de leurs orateurs disant que, avec l'autocratie, l'armée est capable de chasser les députés, mais essuyera toujours des défaites à l'Occident et en Orient.

Dans un ordre du jour motivé la Fraction constate que l'armée permanente ruine la population, qu'elle représente un instrument de domination pour les classes dirigeantes, qu'elle est une cause permanente de troubles et une menace pour la paix, que la milice nationale seule, l'armement du peuple et un court service militaire, assurent la défense nationale et la paix entre les peuples ; que, de plus, l'armée est, dans la main de l'autocratie, un moyen d'asser-

vissement national, de guerre permanente contre la nation, de défense des intérêts des propriétaires ; que ce régime, tout en ruinant le pays par des guerres, est incapable de créer une organisation militaire sérieuse ; que, ensuite, la Douma en votant la conscription se rendra responsable de l'emploi de l'armée par un gouvernement irresponsable et se trouvera obligée de voter le budget qui couvrirait les frais de la conscription et que, enfin, elle diminuera son autorité aux yeux du peuple.

Par tous ces motifs la Fraction a refusé d'accorder la conscription au gouvernement autocratique.

La tactique des « cadets » qui rendait la Douma impuissante, en repoussant les revendications populaires et l'appui des masses n'a fait, pendant les trois mois de la durée de la Douma, qu'encourager le gouvernement à une attaque brutale contre elle. La Contre-Révolution ne voyait pas la résistance ouverte des masses et ayant devant elle une Douma humiliée et peu résistante, n'a pas voulu y tolérer des députés social-démocrates, qui, eux, n'abandonnaient pas leur poste de combat révolutionnaire, profitant de la tribune de la Douma pour l'agitation révolutionnaire, harcelant le gouvernement par des interpellations et soutenant des relations étroites avec les organisations ouvrières hors de la Douma. Les social-démocrates ont dû tomber, comme les premières victimes d'un coup d'Etat médité par les unions de la noblesse réactionnaire.

En effet, le procureur de la Chambre de Justice a reçu le mandat de composer un acte d'accusation non contre tel ou tel député, mais contre la Fraction toute entière. Et à la séance du 1/14 juin Stolypine a exigé de la Douma la tête de tous nos députés et l'annulation de leur mandat, en donnant à la Douma un délai de 24 heures pour la réponse. Le calcul de la contre-révolution fut le suivant : ou la Douma s'humiliera définitivement en livrant les véritables représentants de la Révolution, ou la Douma sera chassée. Ce but fut manifeste pour tous ceux qui voulaient voir. Et

notre Fraction, en face de l'ennemi prêt à l'assaut suprême, invitait la Douma à une action décisive. Elle exigeait que la Douma, au risque d'enfreindre le règlement, utilisât ce qui lui restait de vie pour résoudre les questions fondamentales. Elle a proposé de refuser, par un vote spécial, le budget et voter la loi d'expropriation obligatoire des terres nobiliaires.

Toute la gauche de la Douma s'était jointe à notre fraction. Mais elle s'est heurtée à l'opposition énergique des « cadets » qui, appuyés par les octobristes et par les « cents noirs » ont résolu de jouer la comédie parlementaire jusqu'au bout. Pendant que des députés influents des « cadets » allaient trouver Stolypine pour détourner le coup d'Etat imminent à l'aide de conversations intimes, la fraction des « cadets », a repoussé, une à une, les propositions des social-démocrates et, en continuant sa délibération sur la question à l'ordre du jour (les tribunaux locaux) prétendait sauver le règlement. Le dernier appel du leader de notre fraction n'a pas pu faire changer aux « cadets » leur attitude de trahison. « Vous devez, disait-il, à ce moment, à la veille du coup d'Etat, mettre à l'ordre du jour les questions fondamentales intéressant la vie du peuple, les mettre à l'ordre du jour au moment même où le gouvernement, selon l'expression immortelle de Karl Marx, « a mis à l'ordre du jour la baïonnette »

Le lendemain matin, la Douma n'existait plus. Les députés social-démocrates furent arrêtés. Une loi spéciale annonçait le changement de la loi électorale. Le coup d'Etat fut accompli.

Le plus grand crime de la social-démocratie consistait en ce fait qu'elle cherchait à défendre son action et celle de « la Douma non à l'aide des droits » problématiques de cette dernière, mais en s'appuyant sur les intérêts incontestables et les revendications du peuple. Le désir de la fraction de se faire le porte-parole du peuple à la Douma a trouvé un écho dans les masses. Le peuple opprimé s'habi-

tuait de plus en plus de voir dans le groupe social démocrate ouvrier le défenseur de ses intérêts. Le grand nombre de pétitions, de résolutions, de revendications venant des ouvriers, des paysans et des autres parties de la population s'adressant à notre fraction en est la preuve la plus éclatante.

Ce lien croissant entre la fraction social-démocrate et la population devait nécessairement inquiéter le gouvernement, qui voyait clairement que la tactique adoptée par les social-démocrates est la seule qui augmente la force de ses ennemis. Il s'était inquiété surtout des rapports existant entre les masses ouvrières et les soldats.

En traînant devant les tribunaux les députés de la social-démocratie pour leurs rapports avec les masses ouvrières et les soldats, le gouvernement de la contre-révolution indiquait son point faible et montrait le véritable moyen pour la Douma de devenir une force réelle. Par son agression contre les députés social-démocrates qui seuls, furent arrêtés et mis en accusation après la dissolution de la Douma, le gouvernement a montré que de toutes les fractions « des gauches » assez nombreuses, notre fraction seule présentait par son action une menace réelle pour le régime de Nicolas II. Il a compris qu'en frappant l'organisation de la classe ouvrière, il porte un coup sensible à tous les éléments révolutionnaires.

En inaugurant son coup d'Etat par une attaque contre la social-démocratie, M. Stolypine obligeait ses députés à payer pour le rôle qu'a joué, dans la Révolution le prolétariat. L'évolution de la contre-révolution n'aurait pas été complète, si la mise en accusation du Conseil des députés ouvriers, cette « association illégale et secrète », n'avait pas comme pendant, la mise en accusation des élus légaux, agissant publiquement devant le pays, du prolétariat de toute la Russie.

Dans leur réponse à l'accusation de conspiration, adressée de la prison, nos députés disaient avec raison : « Nous

n'avons que faire des conspirations secrètes, car nous mettons toutes nos espérances dans l'action ouverte du peuple lui-même. Le peuple ne conspire pas en secret. Les conspirateurs sont ceux qui agissent contre le peuple. »...

Quelques mois après, le 22 novembre 1907, les collaborateurs, plus exactement, les complices de la conspiration du 3 juin, après une comédie judiciaire à laquelle nos camarades ont refusé de prendre part, ont condamné aux travaux forcés pour 5 ans, ceux qui ont su avec énergie et audace opposer à la conspiration contre-révolutionnaire les revendications des larges masses prolétariennes.

La grève générale du prolétariat de Saint-Pétersbourg le jour même du jugement a montré que le prolétariat savait qui étaient ceux qui se trouvaient aux bancs des accusés, en face de la contre-révolution.

VII — Le Congrès de Londres.

Le dernier Congrès du parti s'est réuni à Londres en mai 1907, à l'époque de la seconde Douma. C'était le congrès organisé de la façon la plus démocratique et le plus complet de tous nos congrès. Pour la première fois y ont assisté les organisations social-démocrates de la Pologne et de la Lithuanie, le Bounde et la social-démocratie lettone. Chaque délégué fut élu à raison de 500 membres. Les élections des délégués ont eu lieu après discussion préalable des questions à l'ordre du jour par tous les électeurs. Le nombre des délégués fut de 305 représentant 145 organisations et 150.000 membres organisés du parti. Y assistaient également 31 délégués avec voix délibérative.

Avant de passer en revue les travaux du Congrès, citons quelques chiffres qui caractérisent la composition du Congrès et les conditions générales de vie du parti. Les ouvriers formaient 43 o/o du nombre total du Congrès; 48 o/o furent des militants obligés de vivre clandestinement, des illégaux! 15 nationalités furent représentées au Congrès (119 de Viclikorosse — Grands Russiens — 98 Israélites, 38 Polonais, 31 Géorgiens, 30 Lettons, 7 petits Russiens, 3 Arméniens, 1 Finnois, 1 Tartare, 1 Blanc-Russie, 2 Allemands, 2 Estoniens, 1 Ossietin, 1 Grec, 1 Lithuanien, 38 o/o des délégués étaient dans le mouvement social-démocrate de 3 à 5 ans et 20,8 o/o de 6 à 8 ans.

Quant aux représailles gouvernementales subies par les délégués du Congrès, l'on peut dire qu'il a battu le record des congrès de tous les partis dans tous les pays. Les délégués ont eu à subir au total 711 mises en accusations ou interrogations. Le Congrès a été en prison pendant une année, 5 délégués furent condamnés à mort.

En dehors des représentants des organisations locales,

ont assisté au congrès 10 membres de la Fraction de la Douma dont 3 comme ses délégués officiels.

A l'ordre du jour du congrès, en dehors du rapport du Comité central et de la Fraction de la Douma figuraient : La Douma, les Partis bourgeois ; le Congrès ouvrier ; les Syndicats ; les expropriations ; le chômage ; la crise économique et les *lock-out* ; des questions d'organisation.

La discussion du rapport du Comité Central et de la Fraction a pris beaucoup de temps, empiétant tout naturellement sur la question de la tactique pendant cette période si riche en événements.

Toute cette critique peut se résumer ainsi. Le fantôme de « l'opposition nationale », à laquelle cherchait à adapter sa tactique la majorité du Comité Central, a fait souvent sacrifier la politique de la lutte des classes.

Cette critique formulée dans une série de résolutions n'a pas empêché le congrès de reconnaître que « la Fraction de la Douma, dans son entier, a bien sauvegardé les intérêts du prolétariat et de la Révolution. »

Le congrès a pris, au courant de la discussion, une résolution concernant l'action de la Fraction en montrant la nécessité d'utiliser la tribune de la Douma pour éclaircir la question nationale en Russie et pour dénoncer le caractère contre-révolutionnaire des groupes nationaux représentant des classes possédantes qui cherchent à concilier la lutte acharnée contre le prolétariat de leur nation avec un pseudo-libéralisme sur le terrain russe (les nationalistes polonais).

Le congrès s'est occupé tout particulièrement de la Douma et des rapports de la social-démocratie avec les partis bourgeois. Les résolutions concernant ces questions, ont gardé leur valeur et pour le présent, le coup d'état du 3/16 juin n'a fait qu'accentuer « l'impuissance de la Douma et son caractère non démocratique » dont parle une des résolutions. D'autre part, il n'a pas pu changer la physionomie politique des divers partis caractérisés par l'autre résolution.

La résolution sur la Douma définit l'attitude de la social-démocratie envers elle et constate son impuissance totale à réaliser les revendications démocratiques ainsi que l'impossibilité de conquérir la liberté politique par voie « parlementaire ». Elle préconise également la nécessité d'une lutte ouverte avec l'absolutisme, pour une constituante.

En subordonnant, ensuite, la lutte sur le terrain de la Douma à la marche générale de la lutte hors de la Douma, le Parti met au premier rang le travail de la critique, de la propagande, de l'agitation et de l'organisation accompli par la Fraction, en mettant de côté l'attente des résultats mmédiats de la législation de la Douma.

Enfin, la Résolution proteste contre le mot d'ordre du libéralisme bourgeois « Sauver la Douma » quand même et rejette la possibilité, pour un social-démocrate, de s'approprier le mot d'ordre de la subordination du pouvoir exécutif à la Douma actuelle (un ministère responsable), en tant que ce mot d'ordre « marque la tendance du libéralisme à conclure un compromis avec l'autocratie » et ne peut se réaliser qu'à la faveur d'un mouvement révolutionnaire n'ayant pas une portée suffisante pour une victoire démocratique décisive. »

La résolution sur la Douma montre que, dans le conflit entre les « minoritaires », et les « majoritaires », la majorité, quant à la tactique à suivre à la Douma, était du côté de ces derniers. La solution du plus grand nombre des questions traitées au congrès a donné le même résultat. Le Parti Social-démocrate Polonais et Letton et une partie du Bounde se rangèrent du côté des majoritaires dans ces questions.

Dans la résolution la plus importante concernant les partis non prolétaires, il est nécessaire de distinguer deux parties : la partie, la plus controversée fut celle qui a trait aux libéraux, surtout aux « cadets » ; la seconde se rapporte

aux populistes (« les travaillistes » et les « socialistes révolutionnaires »).

Les « majoritaires » ont cru utile de souligner l'attitude de trahison observée par le libéralisme russe envers des intérêts du peuple. D'autre part, ils soutenaient que le caractère utopique et parfois réactionnaire du « socialisme » agraire des partis populistes n'empêche pas ce fait que ces partis sont l'expression des éléments démocratiques et révolutionnaires de la petite bourgeoisie au degré du développement où elle se trouve.

Par contre, la résolution des « minoritaires » ne distingant pas entre « les illusions constitutionnelles » du libéralisme et l'utopisme agraire des partis populistes, n'a pas su opposer à la tactique du compromis des libéraux les tendances objectivement révolutionnaires des partis de « Narodniki ». Elle préconisait une « action combinée » avec ces partis, sans les distinguer. Dans la réalité, cette tactique signifiait un renoncement à la lutte avec la bourgeoisie pour l'influence à exercer sur la démocratie des petits-bourgeois, et la subordination de la politique du prolétariat à la politique soi-disant réaliste du libéralisme.

Les épreuves, par lesquelles la contre-révolution a fait passer les différents partis, a confirmé la justesse de la résolution majoritaire et a obligé, en partie, même ceux qui, au congrès, avaient voté contre cette résolution de le reconnaître, après que les partis, et leurs tendances fondamentales, se furent montrés sous leur véritable jour.

En passant aux questions du mouvement ouvrier proprement dit, le congrès a abordé celle des syndicats, et des organisations ouvrières neutres. Il a été appelé ainsi à s'occuper de l'idée d'un « congrès ouvrier » qui préoccupait les éléments influents du Parti.

Au sujet des syndicats, le Congrès, tout en confirmant la résolution du congrès de Stockholm demandant à appuyer la formation des organisations ouvrières neutres, a reconnu utile, vu les leçons de l'expérience, de pousser plus loin la

partie de cette même résolution qui reconnaissait « la nécessité, dans l'action même, de lier les organisations avec le Parti ».

Le Congrès rappelle, en outre, aux militants et aux organisations que « c'est un devoir essentiel pour la social-démocratie de faire reconnaître par les syndicats sa direction morale et à établir des liens d'organisation avec elle ».

Cette tentative du Parti de se rapprocher des syndicats a provoqué une critique violente de la part des « neutralistes » de principe ainsi que des « socialistes indépendants », représentant un petit groupe de la démocratie bourgeoise organisée. Le Congrès international de Stuttgart qui a eu lieu quelques semaines après le Congrès de Londres a démontré que la résolution de ce congrès concernant les rapports du Parti avec les syndicats correspondait pleinement à la conception du socialisme international.

La question du « congrès ouvrier » n'était pas d'origine prolétarienne. Au contraire. Cette question fut mise en avant par un groupe de membres du Parti, les « minoritaires », comme un moyen de l'unification politique du prolétariat d'une part et comme moyen de « renouveler » le P. S. D. O. R. de l'autre.

L'idée d'un « congrès ouvrier » a germé dans certains milieux, chez les intellectuels du Parti, principalement à l'époque où l'absence d'une réponse à la dissolution de la Douma de la part du prolétariat a provoqué un certain mécontentement contre le parti dans ces mêmes milieux. On s'est mis à la recherche des méthodes particulières, en dehors de l'action ordinaire du Parti. Ces camarades ont donc tout naturellement adhéré à l'idée d'un large « congrès ouvrier » et d'un « large » parti également ouvrier.

L'idée du « congrès ouvrier », dans la pratique, a pris nécessairement la forme de la propagande d'une organisation indépendante de la classe ouvrière s'opposant au Parti en mettant en avant des éléments non social-démocratiques. Cette idée fut exploitée par les anarcho-syndica-

listes, d'une part, et par les adversaires de la social-démocratie appartenant à la démocratie, de l'autre. Elle est devenue ainsi un élément désorganisateur pour le Parti, se développant, dans la pratique, en opposition avec ce dernier.

L'idée du « congrès ouvrier » au moins chez certains, était la forme primitive de cette propagande de la « liquidation » du Parti qui, après des années de contre-révolution est devenue la caractéristique d'un grand nombre d'intellectuels dont la Révolution a déçu les espérances.

Bien que les « minoritaires » se soient fait les défenseurs de cette idée, tout le reste du Parti — des « majoritaires » jusqu'au Bounde — a rejeté l'idée de créer, à côté du Parti des syndicats et des coopératives, une organisation particulière politique indépendante dans la forme du « congrès ouvrier » ou d'un large parti ouvrier.

En préconisant la nécessité pour la social-démocratie d'accentuer l'agitation et la propagande auprès des larges masses, d'activer l'organisation des syndicats et des coopératives, etc., de prendre part à toutes les organisations ouvrières indépendantes (conseils des députés ouvriers, etc.), le Congrès a reconnu l'agitation pour « le Congrès ouvrier » nuisible et susceptible de soumettre les larges masses ouvrières à l'influence de la démocratie bourgeoise.

Il faut signaler, entre autres, la résolution du Congrès concernant les « expropriations ». Le Congrès oblige les organisations du Parti à lutter énergiquement contre « l'action individuelle » et les « compromis ». Il a également décidé de dissoudre tous les groupements spéciaux de combat qui existaient à côté des organisations du Parti.

Le Congrès a adopté un règlement du Parti, dont le premier article reconnaît comme membre du Parti « toute personne acceptant le programme du Parti, le soutenant pécuniairement et se rattachant à une organisation du Parti ».

Le Congrès a résumé toute une époque de la Révolution

Russe qui commence par la convocation de la première Douma et finit par la dissolution de la seconde.

Il s'était réuni au moment où la seconde Douma existait encore, mais ses résolutions montrent qu'il avait la conscience de la fragilité de cette Douma et de l'imminence d'une rupture décisive révolutionnaire. Cette fois, le coup fut porté par le pouvoir d'en haut.

La Douma fut dissoute, les députés social-démocrates arrêtés, la loi électorale modifiée.

La Contre-Révolution triomphait...

VIII. — Sous le Joug de la contre-Révolution

La loi électorale du 3/16 juin, appelée à sanctionner le coup d'Etat, a fait son œuvre. C'est un système de *six curies* et de *quatre degrés*. Elle a en plus privé 8 millions 1/2 de la population de l'Asie du droit de vote, en diminuant ainsi le nombre de députés de 26, dont aux élections pour la IIe Douma une moitié se composait des hommes de « gauche » et un tiers environ des social-démocrates.

Le Caucase, qui avait envoyé à la Douma une majorité de gauche (60 o/o) dont un tiers (35 o/o) de social-démocrates, a perdu avec la nouvelle loi 19 députés, la Pologne sur 37 députés en a perdu 23, 19 villes ont été privées de leurs représentants. Elles ont été soumises au régime des *curies* qui donne un délégué-électeur aux 254 électeurs de premier degré de la curie des grands propriétaires et aux 3.942 de la curie démocratique.

Le changement est encore plus radical pour les électeurs paysans. Le nombre d'électeurs parmi les propriétaires fonciers est augmenté de 32,89 o/o, tandis que dans la *curie* paysanne, il est diminué de 56 o/o et dans la *curie* ouvrière de 46,15 o/o. Dans nombre de villages, les paysans ont perdu de 60 o/o à 86 o/o de leurs électeurs.

En voici les résultats :

1 électeur revient sur :

230 électeurs de premier degré de la curie des propriétaires fonciers;

1.000 électeurs de la curie des villes;

15.000 électeurs de la 2e curie des villes;

60.000 électeurs de la curie paysanne;

125.000 électeurs de la curie ouvrière.

Pour rendre complètement inoffensive la représentation paysanne et ouvrière, ce ne sont pas les curies particulières elles-mêmes qui désignent leurs députés, mais les assemblées plénières des gouvernements. Dans ces assemblées, aux 28 gouvernements sur 53 de la Russie d'Europe, la majorité est assurée aux propriétaires fonciers, dans 4 la moitié des voix, et dans 21 la majorité appartient à l'Union des propriétaires fonciers et des représentants de la première curie des villes se composant des propriétaires des maisons.

Le nombre des électeurs ouvriers tombe de 208 (3,36 o/o) à 112,2 13 o/o. La loi fixe un nombre déterminé des députés ouvriers pour six gouvernements, un par gouvernement, mais ils sont élus par la majorité des propriétaires fonciers et des capitalistes de ces gouvernements.

Le régime des pendaisons, l'absence de toute liberté, la dissolution des organisations professionnelles, la nouvelle loi électorale, en un mot toutes les beautés de la contre-révolution ont provoqué par-ci par-là dans le parti des plans de « boycottage » électoral. Mais, à ce moment, il était déjà clair que cette abstention ne pouvant plus devenir une arme d'éducation révolutionnaire, ne peut être qu'un moyen d'effacement volontaire

Pour résoudre cette question de tactique, une conférence du Parti fut convoquée en juin 1907 à laquelle ont assisté 26 délégués avec voix délibérative. Elle a décidé de prendre part aux élections de la troisième Douma.

Le Parti n'a pas de raisons de regretter cette décision

La marche des élections, le rôle de la Fraction social-démocrate de la Douma, au Parlement et au dehors, ont démontré sa grande utilité pour le mouvement ouvrier en Russie, dans les conditions actuelles de ce pays.

Le Parti a conquis 19 sièges. Les six députés de la curie ouvrière sont tous social-démocrates. Ils ont été élus également à Riga, au Caucase, en Sibérie, dans la province d'Oural et dans nombre de régions industrielles.

L'action de la Fraction fut une manifestation importante de la vie politique du Parti en dehors de la Douma, l'action devenait de plus en plus difficile par des raisons déjà exposées.

Cependant, malgré les obstacles, le Parti n'a manqué aucune occasion pour mobiliser les masses prolétariennes au nom de ses revendications politiques, ce qui fut particulièrement précieux sous le joug accablant de la contre-révolution et en présence d'un profond découragement qui s'était emparé d'un grand nombre à la suite des défaites subies. Ainsi, à l'occasion du procès de la Fraction de la deuxième Douma, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, 90.000 ouvriers se mettent en grève à Saint-Pétersbourg et 40.000 à Moscou. Ceux qui n'ont pas pu quitter le travail, votent des résolutions de protestations. Dans toute la Russie, ont chômé, à cette occasion, 134.000 ouvriers.

De ce moment-là, la grève, comme manifestation politique, passe au second plan (en 1908, 464 grèves avec 92.694 grévistes ; en 1909, 50 grèves avec 8.500 grévistes seulement). Maintenant, c'est le 1er mai qui provoque le chômage (en 1908, 432 établissements avec 89.000 grévistes ; pour 1909, la statistique officielle ne donne que 50 grèves à l'occasion du 1er mai). La contre-révolution n'est pas favorable aux grèves politiques.

Mais la classe ouvrière ne renonce pas aux autres formes de l'action politique. Elle participe, par ses représentants, aux différents congrès publics où elle formule des revendications politiques et économiques. Cette forme de lutte

devient une arme sérieuse dans ses mains. Cette participation organisée par le P. S. D. O. R. et les syndicats a eu lieu pour les congrès suivants : le congrès coopératif, le congrès des universités populaires ; le congrès des femmes ; le congrès des médecins des fabriques et des usines : le congrès anti-alcoolique, le congrès contre la prostitution. La représentation ouvrière fut souvent assez nombreuse allant jusqu'aux 50 délégués venus de tous les coins de la Russie. Dans tous les congrès, ces délégués formèrent « un groupe ouvrier » présentant des Rapports, proposant ses résolutions et formulant une tactique à lui.

Dans presque sans ces congrès la police et messieurs les « libéraux » obligèrent les « groupes ouvriers » de quitter démonstrativement les séances. Les libéraux, maîtres de ces congrès, n'hésitèrent pas à fermer la bouche aux délégués ouvriers et à refuser de mettre aux voix leur résolution.

La participation des ouvrières à ces congrès leur faisait perdre leur caractère spécial, en leur donnant une importance politique. Les Rapports et les résolutions de nos délégués — surtout au congrès des femmes, au congrès contre l'alcoolisme et la prostitution — se trouvaient toujours d'accord avec le programme social-démocrate et montraient que le prolétariat reste fidèle à ses conceptions et qu'il est capable de les appliquer aux questions spéciales.

Le gouvernement de Stolypine ne pouvait naturellement tolérer un pareil scandale. Par un décret spécial il interdit aux syndicats d'organiser des délégations pour cette sorte de congrès en supprimant ainsi une forme légale de l'action franchement ouvrière.

Le gouvernement ne se contenta pas de ces mesures vexatoires. A la veille du congrès antialcoolique, les délégués élus par des ouvriers de Saint-Pétersbourg furent arrêtés ainsi qu'un député social-démocrate de la Douma. Des réunions ayant à l'ordre du jour les comptes-rendus de ces congrès furent interdites et des enquêtes confisquées,

Une autre forme de l'intervention de la classe ouvrière dans la vie politique du pays consiste dans le vote des résolutions par des réunions ouvrières. Ces résolutions sont envoyées à la Fraction de la Douma et reproduites par la presse le plus souvent illégale. C'est sous cette forme que fut organisée la campagne, contre les exécutions capitales ; la protestation contre les persécutions des syndicats par le gouvernement parallèlement avec l'interpellation de la Fraction sur le même objet et, enfin, la protestation contre l'attentat du tsar et de la IIIe Douma contre l'autonomie de la Finlande accompagné des adresses de sympathie à la social-démocratie finlandaise.

Des réunions publiques ayant un caractère politique ne sont pas tolérées par le gouvernement, des comptes-rendus des députés social-démocrates à leurs mandants, ne sont pas autorisés par la police. Des réunions syndicales sont admises exceptionnellement et sous le contrôle d'un commissaire présent à la réunion. Elles sont, pour la plupart, dissoutes.

Cependant, les syndicats ont profité de ces réunions pour faire leur campagne à l'occasion du projet gouvernemental de l'assurance ouvrière. Des dizaines de mille d'ouvriers ont assisté à ces réunions, à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Les mesures administratives les ont fait bientôt cesser.

On peut considérer, comme un moment important de la vie politique du Parti, les élections partielles de Saint-Pétersbourg, provoquées par l'exclusion de la Douma d'un député, membre du Parti « cadet » (en même temps fut exclu également un membre de notre Fraction, le camade Kossorotoff, l'un deux députés de l'Oural. Il fu tremplacé par l'ancien collège électoral).

La loi électorale nous offrait peu de chances. Mais le parti a choisi un candidat et fait des efforts pour le faire élire. Ce fut également l'unique occasion pour faire paraître légalement pendant quelques semaines un journal hebdo-

madaire social-démocrate, qui d'ailleurs fut interdit par Stolypine encore avant les élections.

Malgré les difficultés sans nombre, malgré aussi le jour non férié des élections, le candidat social-démocrate a réuni 19, 26 o/o des électeurs c'est-à-dire 19, 26 o/o des vingt-cinq mille habitants qui ont été admis au vote sur une population de deux millions.

La victoire morale de la social-démocratie malgré l'augmentation insignifiante de ses voix, fut certaine. Elle fut soulignée même par nos adversaires, les « cadets ». Leur organe officiel estimait l'augmentation des voix social-démocrates par le chiffre 10 o/o.

Le Parti est parvenu à faire quelque chose même sur le terrain municipal et celui des zemstwos où le « cens » domine. Les *zemstwos* sont dans les mains des propriétaires fonciers. Pour donner une idée de l'autonomie municipale, il suffit de dire que, par exemple, à Saint-Pétersbourg, sur une population de deux millions, 14.000 gros propriétaires seulement ont le droit de suffrage.

Notre organisation de Tiflis a élaboré et publié un projet de programme municipal. Nos camarades ont vu leur action couronnée par l'élection de 4 social-démocrates à Stavrople, de 7 au conseil municipal de Tiflis et de 2 à Batoum (1907). En 1908, quelques social-démocrates furent élus à Riga.

Nos groupes ouvriers, dans un intérêt d'organisation, participent aux groupements existant dans quelques villes, notamment à Saint-Pétersbourg, et portant le nom de « sociétés d'habitants et d'électeurs municipaux ». La critique de la situation et de la gestion municipale, la revendication du suffrage universel pour les élections municipales, le secours aux sans-travail, des mesures sanitaires dont le sévissement du choléra fait ressortir l'importance, sont autant de points de départ pour l'action social-démocrate sur un terrain totalement nouveau pour notre Parti.

Il faut noter également des tentatives systématiques de

former des « comités de lutte contre le choléra », qui seuls pourraient combattre efficacement le fléau dans les quartiers ouvriers. Mais la crainte de voir dévoiler les conditions antihygiéniques des usines de la part des capitalistes et la lâcheté gouvernementale paralysaient jusqu'ici ces efforts.

La participation aux *zemstvos* fut vivement discutée dans les campagnes. Le parti letton a partiellement résolu cette question et conquis plusieurs sièges municipaux dans les villages.

L'agitation et la propagande se font nécessairement par des groupements illégalement constitués, à l'aide d'une littérature également illégale. Les possibilités légales sont minimes. La presse du parti est clandestine en Russie. La presse syndicale lutte héroïquement pour son existence, mais les amendes, les poursuites et les interdictions rendent sa situation extrêmement difficile. Maintenant, elle est très réduite. Ont leurs organes, les ouvriers en métal, les ouvriers textiles (à Saint-Pétersbourg et à Moscou), les tailleurs, les ouvriers des usines de naphte (à Bakou), des ouvriers d'Odessa, de Kiew, d'Elissawetgrad et autres.

Cette presse est lue par les ouvriers, et malgré toutes les difficultés remplit avec succès son rôle, tout en ne s'enfermant pas dans le domaine des intérêts exclusivement corporatifs. Ils absorbent une partie notable des budgets des syndicats.

Le parti édite à l'étranger son organe central. « Le social-démocrate » et un organe ouvrier : « Prawda » (« La Vérité »). Le tirage est de 8.000 exemplaires. Nombre de comités ont leurs organes, Odessa, Moscou, Nikolaëff, Tiflis, Bakou, etc. — Leur tirage est de 2 à 6.000. Ils se tirent dans des imprimeries secrètes (1).

La propagande par des feuilles volantes continue Mais elle est insuffisante, ne répondant pas aux besoins toujours

(1). Le Bounde et le P. S. D. polonais ont aussi leurs organes.

croissants. Elle traite les questions du jour, celles qui concernent le mouvement ouvrier. Les mêmes questions sont traitées dans les groupes ayant une existence illégale.

Pour suppléer au manque de propagandistes on a fondé des cercles avec un programme plus large. Dans ce même but, on a fondé une école social-démocrate à l'étranger, par lesquels ont passé 25 ouvriers envoyés par les organisations russes.

En ce moment, le comité central du parti a ouvert une souscription et formé une commission d'organisation pour fonder une école du parti.

Sont également répandues des bibliothèques contenant une riche littérature social-démocrate éditée pendant la période des « libertés ».

Les Comités locaux ont de grandes difficultés pour faire paraître leurs publications. Nous pouvons néanmoins signaler des publications périodiques des comités de Moscou, de Sébastopol, d'Odessa, de Nicolaeff, de Tiflis, de Tiomen, de l'Oural, pour les années 1908-1909.

Quant au mouvement gréviste pendant les dernières années, le tableau suivant en donne une idée approximative :

Causes de grèves	1906	1907	1908
A. — Salaires	2.584	967	441
B. — Durée du travail	689	341	141
C. — Conditions du travail	967	474	187
D. — Causes politiques	3.645	2.744	558

Impossible de faire le récit ici de toutes les persécutions, de toutes les vexations dont les syndicats sont l'objet. Il suffit de dire que pendant l'année 1908 le nombre des syndicats dissous dépasse celui des syndicats autorisés. A Moscou, en 1906 et 1907, 706 statuts des syndicats furent soumis aux autorités pour l'autorisation. Résultat : en ce moment il n'y a, dans cette ville, que 16 syndicats. On voit souvent en Russie tous les syndicats d'une ville (exemple :

Ekaterinoslaw) interdits, par voie administrative, d'un seul coup. Les amendes payées par des syndicats seraient de nature à ruiner ceux de n'importe quel pays. De 72 organes syndicaux, il n'en reste en 1908 que 10. Pendant les derniers mois de 1908, 80 syndicats ont été dissous et 27 organes supprimés. Malgré tout, il reste en Russie à la fin de 1909, 200 syndicats avec 40.000 membres. A Saint-Pétersbourg, il en reste 20 avec 10.000 membres ayant un budget de dépenses principales de 40.000 roubles. A Moscou il existe 16 syndicats avec 7.000 membres. Le syndicat des typographes comptait, au commencement de 1910, 1.689 membres. Des syndicats existent à Bakou, à Tiflis, à Odessa, à Vilna, à Elisavetgrad, à Ekaterinoslaw et autres villes.

Pendant l'année 1909, ont paru 216 numéros de 34 journaux syndicaux.

La caractéristique du mouvement syndical des dernières années est, d'abord, la tendance à la centralisation et, ensuite, la prédominance, malgré tout, des aspirations de combat sur les idées de mutualité. Il faut également noter la conscience croissante de la nécessité des rapports plus intimes avec le parti.

Les clubs ouvriers sont persécutés par le gouvernement au même titre que les syndicats. Les conférences sur les questions sociales sont interdites, les bibliothèques confisquées. Souvent, une activité plus accentuée rend ces clubs suspects et sert de prétexte à leur interdiction. Ils existent néanmoins et groupent autour d'eux quelques milliers d'ouvriers.

La Fraction de la Douma se trouve dans une situation particulièrement difficile. Elle a comme mission de défendre la révolution et le socialisme dans un « parlement » de contre-révolution, dans une Douma de propriétaires fonciers et capitalistes, à une époque de décadence sociale et d'indifférence démocratique. Cependant, s'appuyant sur l'avant-garde de la classe ouvrière, elle accomplit sa tâche

avec honneur. Elle devient de plus en plus le centre, le porte-parole naturel non seulement de la classe ouvrière, mais de toutes les revendications démocratiques de la révolution. Dans toutes les questions de politique courante, elle s'oppose non seulement à la réaction tsariste, mais aussi au libéralisme bourgeois dont une fraction « les octobristes » est l'alliée directe du gouvernement et l'autre « les cadets », après s'être déclarée « l'opposition de Sa Majesté », a rompu totalement avec la démocratie et se traîne à la remorque de la première.

Nous ne pouvons pas énumérer ici toutes les interventions de la Fraction. Mentionnons, pourtant les plus importantes. Elles ont eu lieu dans la discussion du budget, dans le débat agraire, dans la politique étrangère, dans la discussion de la loi scélérate supprimant l'autonomie de la Finlande, etc., etc.

Quant à la législation ouvrière, la troisième Douma, préoccupée exclusivement de renforcer les positions de la contre-révolution, ne faisait que repousser toute tentative dans cet ordre d'idées. Les projets de lois ouvrières traînent, pendant des années, dans les commissions (exemple : la loi d'assurance) composées des grands industriels et des « octobristes », sous la haute direction des organisations patronales.

La troisième Douma n'a voté que deux lois concernant une portion minime de la classe ouvrière : la première « sur les accidents pour les ouvriers des établissements du ministère des finances » (136.000 ouvriers); la seconde sur le repos hebdomadaire des employés de commerce. La fraction a voté contre ces deux lois, comme contraires aux intérêts de ceux mêmes dont elles prétendent améliorer la situation.

Notre fraction a largement profité du droit d'interpellation. Tout naturellement, la majorité a non moins largement profité de son droit à lui de le rejeter. Voici les sujets les plus importants de ces interpellations : l'affaire Azeff,

la politique du gouvernement en Perse, les persécutions contre les syndicats, etc.

Nos renseignements sur la célébration du 1er mai 1910 sont incomplets. Ils nous annoncent avant tout des persécutions gouvernementales. Malgré des mesures extraordinaires, des proclamations concernant le 1er mai furent répandues dans toutes les usines de Saint-Pétersbourg. Des meetings ouvriers eurent lieu dont quelques-uns furent dissous par la police. De grandes fabriques ont chômé à Saint-Pétersbourg. Plusieurs imprimeries ont fait grève ce jour-là, surtout celles des journaux dont le plus grand nombre n'a pas paru le lendemain du 1er mai. A Nikolaëff, à Saratoff, à Voronège, à Syzrane, au Caucase, le 1er mai fut fêté par le chômage. A Lodz a eu lieu une manifestation ouvrière et une collision avec la police. Arrestations.



Dans la vie du parti, durant les années douloureuses de la contre-révolution, on constate la formation sur les extrêmes de deux courants : des « otsovistes » (ceux qui demandent le rappel » des députés social-démocrates de la Douma et des « liquidateurs » (ceux qui se déclarent contre toute possibilité d'un parti social-démocrate illégal et clandestin). En même temps s'effectue un rapprochement des deux tendances fondamentales du parti : des « majoritaires » (bolcheviki) et de ceux des « minoritaires » (mencheviki) qui sont restés fidèles au drapeau du parti. A la tête de ces dernières se trouve Georges Plékhanoff.

Les « majoritaires » combattant les « otsovistes », qui se signalent par leur mépris des formes légales du mouvement ouvrier, et leurs tendances anarchistes, ont ouvertement prêché l'unité de tous les éléments du parti. Ont répondu à cet appel ceux qui reconnaissent la nécessité de combattre la tendance des « liquidateurs ». Ce sont des intellectuels, qui se signalent par leur mépris de l'action illégale et clandestine des organisations en ne s'arrêtant

pas, sous prétexte d'adaptation aux conditions existantes, devant l'atténuation de nos mots d'ordre et de notre action. La « liquidation » de l'organisation illégale du parti, la revision du marxisme révolutionnaire, telle est la tendance de ce groupe qui cherche à se maintenir, en premier lieu, sur le terrain légal.

Notre parti s'émancipe facilement de ces tendances extrêmes au fur et à mesure qu'il découvre dans les combinaison de l'action légale et illégale, celle de la Douma et celle du dehors, les moyens d'organisation du parti et arrive à établir un lien solide entre ce dernier et le mouvement ouvrier.

Deux réunions importantes ont fixé cette ligne de conduite du parti.

En décembre 1908 a eu lieu une conférence du Parti, qui fut précédée par une conférence des organisations locales du centre industriel de la Russie (16 délégués de différentes villes), par des réunions des provinces du nord-ouest, par un travail sérieux préparatoire à Saint-Pétersbourg et à Moscou et par des congrès du parti social-démocrate polonais et du parti social-démocrate letton. Ont été élus pour la Conférence 5 délégués du centre industriel, 2 de Saint-Pétersbourg, 1 de l'Oural, 1 des provinces Nord-Ouest, 1 de celles du Volga, 3 de l'Union caucasienne du Parti, 1 des comités de Kharkow et de Kiew, 3 du Bounde, 5 du parti social-démocrate polonais. En dehors de ces délégués, ont assisté, avec voix délibérative, 5 membres du Comité Central et le représentant du Comité Central de la Social-démocratie de Lithuanie.

La conférence a tracé la tactique et les méthodes d'organisation du Parti, conservant les traditions de la révolution et de la lutte des masses de 1905. Elle tient également compte des nouvelles conditions de lutte de la période contre-révolutionnaire et de celle de la Douma noire.

En janvier 1910 a eu lieu la réunion plénière du Comité Central qui a développé les résolutions. de la Conférence

Cette réunion importante a condamné, comme des déviations, la tendance« liquidatrice » et celle des « otsovistes ».

Les événements des années difficiles de la réaction (1908-1910) ont montré, que le P. S. D. O. R. n'a pas reculé d'un pouce, en dépit des coups terribles reçus par lui et que le mouvement prolétarien de Russie reste debout. La Contre-Révolution la plus cruelle, la plus perfide, la plus sanguinaire n'a pas pu briser le Prolétariat ni le Parti.

Le mouvement ouvrier se développe. Nous puisons dans ce fait l'assurance que le prolétariat international n'attendra pas longtemps un nouveau réveil du prolétariat russe qui, avec son drapeau de 1905, celui du socialisme et de la solidarité internationale, portera le coup de grâce au tsarisme agonisant, ce dernier espoir de la réaction internationale.

Le dernier mot restera au prolétariat révolutionnaire.

Août 1910



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	5-6
AOUT 1904. — MAI 1905	7-17
LA VIE INTERIEURE DES PARTIS et LES CONGRÈS EN MAI 1905	18-38
a) La Croissance du Parti	18
b) Les problèmes de tactique et les dissentiments dans le parti............................ .	21
d) Le Programme agraire et le Mouvement paysan	25
e) Le rôle du prolétariat dans la révolution......	27
DE MAI 1905 A JANVIER 1906	39-57
LA SOCIAL-DÉMOCRATIE A LA VEILLE DE SON APPARITION SUR LA SCÈNE PUBLIQUE..........	46-51
LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EN OCTOBRE-DÉCEMBRE .	52-66
LE CONGRÈS UNITAIRE DE STOCKHOLM EN AVRIL 1906	67-79
a) Le programme agraire	68

b) L'attitude vis-à-vis de la Douma 71
c) L'attitude vis-à-vis des partis bourgeois...... 74
d) Le soulèvement armé...................... 75
e) Le mouvement professionnel 76
f) L'Unité avec les organisations nationales..... 78

La Première Douma.......................... 80-96

g) La Fraction social-démocrate de la première Douma.................................. 88
h) La dissolution de la Douma.............. 92

La Seconde Douma........................ 97-118

a) Le mouvement ouvrier.................... 103
b) La Fraction Social-Démocrate............. 108

Le Congrès de Londres..................... 119-125

Sous le joug de la contre-révolution........ 125

Paris. — Imp. d'Ouvriers Sourds-Muets (L. Denis), 111 ter, rue d'Alésia

